

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE LIBRE SALAIRE DE LA FEMME MARIÉE
ET LA CONTRIBUTION DES ÉPOUX
AUX SOINS DU MÈNAGE

(Etude critique de la Loi du 13 juillet 1907)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

Présentée et soutenue le Lundi 25 Mai 1908, à 1 heure

PAR

René PERCEAU

Président : M. AMBROISE COLIN, professeur

Suffragants { *MM. AUDIBERT, professeur*
CARPENTIER, chargé de cours

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUE

15, Rue Racine, 15

1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE LIBRE SALAIRE DE LA FEMME MARIÉE
ET LA CONTRIBUTION DES ÉPOUX
AUX SOINS DU MÈNAGE

(Etude critique de la Loi du 13 juillet 1907)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

Présentée et soutenue le Lundi 25 Mai 1908, à 1 heure

PAR

René PERCEAU

Président : M. AMBROISE COLIN, professeur

Suffragants { *MM. AUDIBERT, professeur*
CARPENTIER, chargé de cours

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

—
1908



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

La Protection légale du Salaire

DE LA FEMME MARIÉE

INTRODUCTION

Les droits de la femme mariée,
quant à ses salaires d'après le Code civil

Au cours de ces dix dernières années, le gouvernement de la République a témoigné du constant souci d'améliorer le sort de la classe ouvrière.

C'est là la plus belle partie de son œuvre en même temps que la plus féconde et l'on peut dire avec juste raison que, sur ce point, *le gouvernement a bien mérité de la Patrie.*

Sous ses auspices, furent votées plusieurs lois qui ont été accueillies avec enthousiasme dans les milieux ouvriers. Quatre d'entre elles attirent particu-

lièrement notre attention ; ce sont par ordre chronologique :

1° La loi sur les accidents du travail du 9 avril 1898 ;

2° La loi sur l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources du 14 juillet 1905 ;

3° La loi sur le repos hebdomadaire du 13 juillet 1906 ;

4° Enfin la loi du 13 juillet 1907 sur le libre salaire de la femme mariée et la contribution des époux aux charges du ménage qui va faire l'objet de la présente étude.

Sous l'empire du Code civil, les salaires et les économies de la femme mariée indispensables à son entretien et à celui de sa famille, tombaient dans la bourse du mari qui pouvait en disposer à son gré. Les économistes et les jurisconsultes se sont accordés pendant longtemps en France pour déplorer cette situation vraiment intolérable faite à la femme qui travaille sous les différents régimes de communauté.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que l'attention du législateur ait été particulièrement attirée sur ce point désuet de notre droit, et qu'après plusieurs années d'attente, le Parlement nous ait enfin dotés d'une loi nouvelle destinée à révolutionner quelque peu nos anciennes coutumes. D'ailleurs ces prérogatives si étendues du mari seigneur et maître de la commu-

nauté étaient d'autant plus regrettables que dans le ménage, la mère de famille joue un rôle prépondérant et cela pour deux raisons particulières : d'abord c'est à la femme qu'incombe le soin des dépenses journalières. Or c'est surtout sur les dépenses quotidiennes que les économies peuvent être le plus facilement réalisées. En outre, l'épouse ressent plus vivement les besoins auxquels l'épargne a pour but de pourvoir ; elle se trouve, en effet, en contact constant avec les enfants, dont les plaintes lui révéleront les souffrances, si la gêne règne au domicile conjugal ; elle est, par suite, plus portée à mettre un capital en réserve en vue de l'avenir. A raison de son rôle plus considérable dans la formation des économies du ménage, il est juste qu'elle obtienne une part plus importante dans la direction de l'association conjugale.

C'est un principe bien connu que, dans toute société, il y a lieu de tenir compte non seulement des apports en argent réalisés par chacun, mais aussi de la capacité personnelle des divers associés. Incontestablement, c'est la femme qui est exposée à accomplir les plus grands sacrifices dans l'intérêt du ménage ; elle doit donc posséder une influence prépondérante dans la gestion des économies. Par son incessante activité elle s'efforce d'augmenter la masse des biens communs des époux ; il est, par suite, logique que la loi lui accorde de larges pouvoirs d'ad-

ministration à la fois pour réaliser des économies, et ensuite pour faire fructifier l'épargne péniblement accumulée ; qu'elle lui confie en un mot les cordons de la bourse. Le sens du mot « épargne » n'équivaut pas, d'ailleurs, en matière de mariage, à la notion d'un capital qui ne devrait jamais être dépensé ; il s'agit ici de l'argent qui est mis en réserve à un moment où la situation des époux atteint un certain degré de prospérité, pour prévenir un revers de fortune et parer aux conséquences d'une débâcle toujours possible. En vue d'éviter ce péril, c'est à la femme qu'il appartient de procéder à une meilleure répartition des ressources qu'elle amasse : mille préoccupations pécuniaires l'assaillent, d'ailleurs, tous les jours : c'est d'abord le paiement du loyer qu'il faut assurer ; c'est ensuite la constitution d'un pécule suffisant pour garantir le pain quotidien des parents et des enfants, en attendant que de nouveaux gains viennent alimenter la fortune des conjoints.

Aussi aujourd'hui, des remèdes ont-ils été cherchés contre des abus toujours possibles de la part du mari. Un très large courant d'opinion se manifeste dans toutes les législations vers un notable accroissement de la capacité de la femme mariée. Pendant longtemps, on a trouvé naturel et légitime que le mari exerçât sur la direction du ménage la prépondérance d'un chef. Mais, depuis plus d'un demi-siècle, les doutes les plus sérieux se sont élevés

sur la légitimité et sur la prétendue nécessité fatale de la subordination de la femme au mari. On constate que, pour la femme, le régime matrimonial de droit commun produit, sur bien des points, des conséquences surannées qui sont à rejeter. L'existence de l'association conjugale entraîne actuellement comme corollaire forcé l'idée d'une subordination de l'un des époux à l'autre. Cette situation provient peut-être de la conception primitive d'après laquelle l'homme, étant doué d'une nature combative et ayant pour mission de lutter contre les difficultés de toutes sortes suscitées par la nature ou par la concurrence vitale, se trouve par là-même investi du pouvoir de régir l'association conjugale non seulement quant à la personne mais encore quant aux biens. Notre ancien droit a été longtemps dominé par le souvenir du « *mundium* » germanique, qui porte à la fois sur le corps et sur les biens de la femme, selon la formule du « Miroir de Souabe », 72, *der Mann ist des Weibes Vogt und Meister*. (On sait que ce document a été composé vers 1275).

La femme s'est trouvée, dès le début des sociétés, sous la dépendance du mari ; c'est par sa faiblesse physique, à une époque de violence, qu'elle a été condamnée à un rôle inférieur. La même idée trouva, d'ailleurs, un appui dans les idées chrétiennes, Saint-Paul, dans sa cinquième épître aux Ephésiens, 21, recommande aux femmes d'être soumises à leur

mari, parce que le mari est le chef de sa femme comme le Christ est le chef de l'Eglise. (Cf. Esmein, *Le mariage en droit canonique*, t. I, p. 60.) Dès lors l'homme, représentant la force et l'autorité au dehors, ne peut être taxé de faiblesse à l'intérieur. De cette conception, résulte une double incapacité pour la femme : la première consiste dans une diminution de la personnalité civile de la femme mariée ; la deuxième apparaît dans l'ordre du patrimoine. La fortune de la femme peut être amoindrie par le fait du mariage.

La première conséquence de la suprématie matrimoniale se traduit par une incapacité pour l'épouse, de faire tous les actes qui revêtent le caractère d'un engagement ou d'une aliénation. Le mari, en sa qualité de chef, doit empêcher que la femme ne compromette sa propre fortune aux dépens des revenus de l'association conjugale. Cette préoccupation se manifeste, dans les textes du Code civil (art. 212 et s.), par une incapacité qui tient non pas à tel ou tel régime matrimonial, mais au mariage lui-même. D'après la loi française, en effet, il semble indispensable qu'à l'union étroite des personnes corresponde une communauté complète des biens. Or, la femme mariée, étant tenue pour incapable, sous notre droit, n'aura qu'un rôle secondaire dans la gestion du fond commun, et ainsi s'établit une concentration des pouvoirs sur la tête du mari.

C'est contre cette conception que protestent les féministes et que se dessine le mouvement des idées. En résumé, que l'on envisage la condition qui lui est faite par la loi, ou bien celle qui dérive du contrat de mariage, on constate que la situation de la femme est de tous points, inférieure à celle qui devrait lui être assurée.

L'incapacité de la femme est, il est vrai, compensée par l'obligation qui incombe au mari de la secourir et de pourvoir à son entretien (art. 212). Mais souvent le mari méconnaît son devoir et abandonne sa femme sans ressources. Dans quelle situation se trouve-t-elle alors? Chassée du domicile conjugal par son mari, la femme pourrait sans doute, s'adresser à la justice pour que celle-ci contraigne le mari à accomplir le devoir d'assistance qui lui incombe. Il semble même que la femme pourrait, dans ce cas, former contre son mari une demande en dommages-intérêts à raison de tant par jour de retard, car le mari est tenu d'une obligation de faire, dont l'objet est déterminé par l'article 214, *la recevoir chez lui et lui fournir tout ce qui est nécessaire à la vie selon ses facultés et son état*, mais elle manque de moyens d'action contre son conjoint. L'ouvrier qui gagne un salaire souvent minime, n'a nullement à redouter la saisie des modestes meubles qui lui sont indispensables pour les nécessités de l'existence (Cf. art. 592, du C. proc. civ.). Il a encore moins à craindre les

effets d'une opposition parfois néfaste pour les intérêts du capitaliste. Bien plus, le salaire du mari ne constituera souvent qu'un gage insuffisant pour la dette alimentaire vis-à-vis de la femme (bien que pour les créances de cette nature, la loi du 12 janvier 1895 ne limite pas la poursuite, art. 3). Rien d'ailleurs ne lui est plus facile que de dissimuler le montant de son salaire.

Mais la femme hésitera la plupart du temps à s'adresser à la justice pour obtenir une satisfaction des plus problématiques. L'assistance judiciaire ne sera pas toujours d'une grande efficacité pour l'épouse en raison de ses lenteurs et des pertes de temps qu'elle occasionnera à la demanderesse. De sorte que la femme de la classe ouvrière abandonnée par son mari, sera pratiquement dépourvue de tout moyen pour contraindre son mari à lui servir une pension. Bien plus, le mari en sa qualité de chef de la communauté, aurait encore le droit de saisir les salaires et revenus propres à la femme. Les créanciers eux-mêmes du mari ont la faculté de former saisie-arrêt sur les salaires de la femme et sous l'ancienne législation on aurait pu assister à ce spectacle peu banal d'un cabaretier formant saisie-arrêt sur les salaires de la femme pour le paiement des dettes du mari dans son établissement.

Dans les classes aisées, la femme possède la ressource du mandat tacite que le mari est censé lui avoir

confié pour les dépenses générales du ménage , et, pourvu que le chiffre de ces dépenses n'excède pas sensiblement celui des ressources de l'époux, celui-ci restera le débiteur définitif de la dette qu'il n'aurait pas volontairement assumée.

Mais, si la femme de la société bourgeoise ou aristocratique possède, dans une certaine mesure, le moyen de se garantir contre l'abandon du mari, celle des classes pauvres est incapable de surmonter son infortune.

Comment les fournisseurs lui accorderaient-ils crédit, alors qu'ils redoutent, à raison de la faiblesse du gain de leur débitrice, de n'être pas remboursés des avances qu'ils lui consentent en fournitures. L'ouvrière délaissée reste donc seule dans l'existence, et, à la douleur morale qu'elle ressent de son abandon se joint la souffrance physique de ne pouvoir satisfaire les besoins les plus essentiels de la vie. Et combien sont augmentées ces angoisses, si l'homme qui l'a quittée lui a laissé la charge des enfants !

Il resterait alors un parti à la femme, si l'énergie ne lui fait pas complètement défaut ; ce serait de chercher dans son propre travail l'argent que son mari lui refuse pour son entretien et pour la nourriture de ses enfants. Mais alors se dresse pour elle l'obstacle de l'autorisation maritale. Il lui est impossible de gérer un petit commerce, de se placer comme domestique, si l'époux s'y oppose, et, bien

que la conclusion d'un contrat de travail dans une usine ne soit pas soumise, dans la pratique, aux formalités qu'exigent les actes d'une autre nature, le mari gardera toujours le droit éventuel de mettre obstacle à ce que sa femme gagne honnêtement sa vie, puisque, d'après la loi, c'est à lui que revient la direction morale de la famille ; c'est lui qui décide, en principe, souverainement et sans recours, de la nature et de la durée des occupations de la femme. C'est ainsi qu'une femme ne peut être ni commerçante, ni avocat, ni médecin, ni artiste dramatique sans la permission de son mari. (Daloz, *Suppl.*, V^e Théâtre, n^o 64.) (Cf. Un jugement du trib. de la Seine du 11 mai 1887 : *La Loi*, du 3 mars 1887, qui n'a pas admis la possibilité de l'autorisation de justice à défaut de celle du mari pour permettre à une femme de subir les examens d'élève sage-femme) ; il convient, d'ailleurs, de ne pas se faire illusion ; alors même qu'il plairait au mari de laisser sa femme travailler honnêtement pour assurer sa subsistance, celle-ci ne serait pas encore assurée de toucher le bénéfice des produits de son travail. C'est à ce résultat injuste que va aboutir pour la femme mariée le régime de la communauté.

Un premier remède pour parer aux inconvénients de la puissance maritale, ce serait, pour la femme d'adopter le régime de la séparation des biens.

De tous les régimes, c'est assurément celui de la

séparation de biens qui assure à la femme la plus large indépendance. Mais un régime aussi protecteur ne pourrait résulter que d'un acte notarié, et devant les dépenses qu'il occasionne, les populations laborieuses hésitent. En fait, le choix du régime nuptial qui semblerait permettre aux futurs époux de se protéger réciproquement contre les surprises de l'avenir, n'existe pas pour les classes ouvrières ; celles-ci, ne possédant pas les sommes relativement élevées que nécessite le ministère du notaire, ne peuvent, dès lors, qu'adopter un régime, dont leur silence même entraînera l'application : la communauté légale.

Aucun doute ne peut surgir à cet égard, si l'on consulte les statistiques. C'est dans les grandes villes industrielles et commerciales, dans les grandes agglomérations ouvrières que l'on compte les unions non précédées de contrat. Dans une statistique dressée par la Direction générale de l'Enregistrement en 1898, on constate que sur 287.179 mariages, il y en a 82.346 seulement avec contrat.

(*Bulletin de statistique et de législation comparée*. Ministère des Finances, 1899, 1^{re} partie, p. 141-145.)

Or, on sait que la communauté légale se compose de trois patrimoines ; la masse commune ; les biens propres au mari et les biens propres à la femme, mais cette distinction n'apparaît que si des immeu-

bles entrent dans la composition de la fortune personnelle de chaque époux. Sinon, tous les objets mobiliers appartenant à chaque conjoint forment la communauté ; les salaires de l'ouvrière ou les appointements de l'employée n'échappent pas à cette règle, et, quelle que soit l'origine des ressources mobilières de chacun, elles viennent se fondre dans un ensemble, qui forme le patrimoine commun.

Alors apparaît dans toute son inégalité la différence des pouvoirs respectifs des époux sur les biens qui sont affectés aux destinées du ménage. La communauté légale est un régime assurément complexe, dont les aspects multiples se sont peu à peu dessinés aux cours des siècles. Mais, parmi les traits qu'il présente, il y en a un qui est caractéristique : c'est l'omnipotence du mari dans la gestion des intérêts pécuniaires de la famille. C'est le mari qui est le maître, disposant d'un pouvoir absolu et incontestable.

Aussi parlant de la communauté l'éminent professeur Acolas a-t-il pu dire : « La communauté est peut-être le pire trompe-l'œil qui existe dans nos lois, cette communauté mensongère où souvent la femme apporte tout ce qu'elle possède, tout ce qui même constitue le fond commun où elle ne peut disposer qu'avec la permission du mari qu'elle a encore et dont elle ne sort que dépouillée et ruinée.

Sans doute, la loi, montrant quelque sollicitude pour la femme, lui accorde, à titre de compensation

de son rôle effacé, quelques garanties contre l'administration du mari. Mais ce système de protection ne commence à fonctionner que le jour où l'union conjugale a pris fin. L'hypothèque légale, la renonciation à la communauté, le bénéfice d'émolument, n'apparaissent qu'après la dissolution du mariage. Quant à la séparation de biens, qui permettrait à la femme, au cours de l'union conjugale, d'échapper aux conséquences fâcheuses d'une mauvaise gestion du mari, c'est là un moyen radical, et d'ailleurs coûteux, auquel la femme des classes pauvres n'aura pas toujours le loisir de recourir. L'autorité presque exclusive du mari, la situation inférieure de la femme, tels sont les deux principes qui règlent dans le Code civil les rapports pécuniaires des époux sous la communauté.

Il y a donc défaut absolu d'équilibre entre les conditions de chacun ; et il ne faut pas s'étonner, après cette constatation, si certains auteurs, notamment M. Laurent, refusent à la femme, pendant le mariage, tout droit de propriété sur le fonds commun, tout droit dans l'administration ou la disposition de la communauté. Ainsi se trouverait encore en vigueur dans notre droit, l'adage célèbre de Dumoulin : *Uxor non est proprie socia sed speratur fore*. (Commentaire de Dumoulin sur l'article 225 de la Coutume de Paris. — Pothier, *Traité de la Communauté*. p. 495.) Tel est l'avis de M. Laurent, qui va jusqu'à dénier à l'épouse

la faculté de s'immiscer dans la gestion des biens communs. (*Principes de droit civil*, t. XXII, n^o 60 et 62.)

Certes, une semblable opinion est excessive sous l'empire du Code civil. Mais il n'en demeure pas moins acquis que la femme française reste privée de moyens d'action sur l'administration d'un patrimoine, qu'elle contribue, sinon à créer, du moins à conserver, et, quand il s'agit pour elle de réclamer la part à laquelle elle a légitimement droit, elle ne dispose que de moyens tardifs, et il arrive souvent qu'elle assiste en témoin impuissant aux actes de dilapidation commis par un mari peu scrupuleux. Le mari gouverne en maître les biens communs ; il peut les vendre, les hypothéquer, les grever de dettes (art. 1421 et 1422) ; et plus grave encore s'accuse le défaut d'équilibre entre la position des deux époux dans les classes laborieuses. Le mari, libre de disposer à son gré des meubles de la communauté, peut être toujours tenté, pour satisfaire un caprice ou pour assouvir ses passions, de vendre la majeure partie du mobilier du ménage ou de contracter des dettes.

La femme ne trouve même pas dans l'exercice d'une profession séparée, un remède efficace aux dissipations du mari ; celui-ci possède toujours le droit, contraire à la justice, mais octroyé par le législateur, d'exiger, des patrons commerçants ou industriels,

qui ont engagée sa femme comme ouvrière ou employée, la remise des salaires péniblement gagnés par celle-ci. Vainement la mère de famille invoquerait-elle les mesures édictées par le Code pour la protection de ses droits. Ce système ne fonctionne qu'au profit d'une classe d'épouses privilégiées de la fortune ; il suppose que la femme possède des biens propres, et, sous l'empire d'une préoccupation qui n'a rien de démocratique (l'idée ancienne de la conservation des biens dans les familles), il assure la sauvegarde de cet apport personnel. Tout l'appareil des garanties de l'épouse sous le Code civil est conçu dans cet esprit : la théorie des récompenses, celle des prélèvements, la renonciation à la communauté, le bénéfice d'émolument, l'hypothèque légale tendent à assurer à la femme la reprise de ses biens personnels. Mais qu'importe une protection de ce genre à la femme qui a épousé un ouvrier ou un artisan ? elle est dépourvue de toute fortune propre ; les quelques ressources dont elle disposait au début de son mariage sont tombées dans la communauté ; elle n'a aucune créance à invoquer contre son mari, aucune reprise à exercer ; et l'hypothèque légale semble surtout une amère dérision en face d'un mari qui ne possède aucun immeuble ; le bénéfice d'émolument seul, lui offre une certaine utilité en lui permettant de mettre à l'abri de la poursuite des créanciers les ressources qu'elle pourra acquérir dans l'avenir.

En définitive, l'application intégrale du régime de la communauté aux classes ouvrières aboutit à l'omnipotence du mari et à la négation du droit de la femme. Si l'accord et la confiance ne règnent pas entre les époux, le mari bénéficie seul des dispositions favorables de la loi ; la femme ne saurait invoquer aucune garantie. Dépourvue de toute action personnelle, incapable d'arrêter la mauvaise gestion de l'époux, la femme assiste à la débâcle du ménage et se voit refuser toute protection par la loi, dont le rôle essentiel est cependant d'intervenir en faveur des faibles. Privée de la faculté de faire valoir ses intérêts dans la communauté, la femme s'efface et disparaît.

On a dit cependant qu'il lui restait la ressource de la séparation de biens. Si les autres garanties de la femme deviennent illusoires, dans les classes laborieuses, celle-ci du moins constituerait un remède efficace contre les tentatives de dilapidation, contre les effets futurs de la mauvaise orientation donnée par le mari à la gestion des intérêts commun.

A la vérité, la jurisprudence, poursuivant un but humanitaire, et s'efforçant d'accorder à l'argent amassé par le travail les mêmes garanties qu'à celui qui provient d'un pur don de fortune, admet une extension très large de l'idée de dot, et considère que la séparation de biens peut être demandée même au cas où les dissipations du mari ne menacent que

les produits de l'industrie de la femme (Paris, 2 juillet 1878, S. 78, 2, 199).

Mais ici encore, dans les ménages peu aisés, la femme hésitera à recourir à la séparation judiciaire, à raison des ennuis de toutes sortes qu'elle rencontrera sur ses pas. Toutes les formalités, toutes les mesures de publicité ont été accumulées dans l'intérêt des créanciers du mari et l'efficacité des protections prises par le Code n'est pas douteuse à cet égard. Mais ce régime, si favorable aux tiers, entraîne des dépenses pour la femme, et il n'est pas certain que même avec l'assistance judiciaire, qui assure aux indigents comme aux favorisés de la fortune l'accès du prétoire, la femme puisse encore agir utilement dans tous les cas. Puis la séparation intervient trop souvent à un moment où la ruine est déjà consommée.

Ainsi s'évanouit la dernière des protections sur laquelle devrait pouvoir compter, dans les classes populaires, la femme qui voit disparaître à la fois le produit de son gain personnel et le montant des économies qu'elle avait amassées pour assurer l'avenir du ménage. Il n'y a pas de constatation qui permette de mieux affirmer que le législateur n'a pas porté son attention sur la femme des classes pauvres. Dans le discours qu'il a prononcé, comme rapporteur du projet de loi sur la Caisse des retraites à l'Assemblée législative, M. Benoist d'Azy a pu

déclarer « qu'il y a une chose dont il faut bien se rendre compte, dans les débats qui ont précédé la promulgation de la loi de 1850 sur la Caisse de retraite pour la vieillesse, c'est que nos lois, très sages dans toutes leurs prescriptions, sont souvent inapplicables pour les classes qui ne sont pas assez riches pour pouvoir accomplir toutes les formalités de la loi ». (*Moniteur* 11 juin 1850, p. 2.005). De même M. Glasson déclare que « cette législation du Code civil protège très efficacement la femme, lorsque le ménage possède une certaine fortune, mais elle n'est pas faite pour la femme de l'ouvrier. » Glasson. *Le Code civil et la question ouvrière*. (*Op. cit.* p. 60.)

En résumé, le Code ne réserve à la femme, dans la gestion de la communauté, qu'un rôle effacé et amoindri ; c'est le mari qui possède tous les droits ; l'idée traditionnelle, d'après laquelle il est le chef de l'association conjugale, a conservé toute sa force dans le domaine des intérêts. La protection dont le législateur entoure la femme pour éviter qu'elle ne soit victime de l'omnipotence du mari ne profite guère qu'à l'épouse des classes riches et n'est pas toujours susceptible de s'étendre à celle qui n'appartient pas à cet ordre privilégié. L'entretien de la femme est imposé par le Code au mari ; mais, dépourvue de sanction, cette règle demeure à l'état de simple précepte moral. Le principe de la liberté des conventions matrimoniales est inscrit dans nos lois,

mais la femme ouvrière reculera devant les frais nécessités par la rédaction d'un contrat. Le législateur, soucieux de respecter l'idée de justice, institue en faveur de l'épouse un contrepoids aux pouvoirs absolus du mari sur la communauté ; mais ces privilèges sont organisés de telle manière qu'ils ne peuvent servir qu'à la femme de condition riche ou tout au moins aisée. Victime de l'imprévoyance du législateur, l'épouse des classes déshéritées se trouvait livrée sans merci aux abus du mari ; et la protection légale s'évanouit là où elle serait le plus indispensable, dédaigneuse même des produits de l'activité de la femme. On comprend, dès lors, qu'une réforme soit apparue comme indispensable, pour permettre aux salaires de la femme d'échapper à un mari qui méconnaît ses devoirs d'époux. L'opinion publique était d'ailleurs, depuis longtemps, favorable à une réforme sur ce point.

Première Partie

LE MOUVEMENT DES IDÉES ET LA PROTECTION LÉGALE DES SALAIRES DE LA FEMME DEPUIS LE CODE CIVIL A NOS JOURS.

CHAPITRE PREMIER

Le mouvement doctrinal

Un régime matrimonial qui n'accordait à la femme qu'une place aussi effacée dans le ménage, qui limitait ses pouvoirs même sur ses gains et salaires, ne devait pas manquer de soulever de vives critiques. Cette conception législative était peut-être en harmonie avec les traditions de l'ancien droit, avec les mœurs d'une société fondée sur les princi-

pes d'autorité et où les idées de pouvoir absolu doivent s'appliquer aussi bien dans le gouvernement de la famille que dans celui de l'Etat.

Longtemps, en effet, on avait cru que la prospérité de l'union conjugale était liée à la dépendance absolue de la femme vis-à-vis du mari. Dans son commentaire sur l'article 423 de l'ancienne coutume de Bretagne, d'Argentré décide que le mari a le droit de « *castigare uxorem* » (Titre des mariages). A la veille de la Révolution, Pothier déclarait encore que « le droit qu'a la femme n'est regardé, pendant que la communauté dure, que comme un droit informe qui se réduit au droit de partager un jour les biens qui se trouveront la composer lors de sa dissolution » (*Traité de la Communauté*, n° 497).

Mais une semblable conception ne pouvait se perpétuer dans la société du xix^e siècle où les deux époux apparaissent comme étant égaux devant la loi commune du travail, qui permet seule d'assurer les destinées de l'association conjugale. L'idée d'une suprématie du mari s'étendant jusqu'à confisquer les gains et salaires de la femme, n'est qu'un pur anachronisme, qui n'est plus en harmonie avec l'évolution des mœurs, avec la protection que la loi doit assurer à la femme méritante entre toutes, à celle qui partage son temps entre les soins réclamés par ses enfants et les occupations d'un labeur quotidien.

Aussi faisant illusion au rôle de la femme dans le ménage, le grand économiste Le Play s'est-il exprimé ainsi : « Même dans les plus modestes ménages, les travaux du foyer domestique ont une importance considérable, souvent ils contribuent à la prospérité commune autant que ceux de la profession spéciale du mari. »

Dès le début du ^{xix}^e siècle, l'opinion des publicistes se montre désireuse de supprimer l'inégalité qui sépare les conditions de chaque conjoint dans le mariage. Déjà sous la Révolution, le projet de Code civil préparé par Cambacérès, conformément au décret de la Convention du 25 juin 1793, portait, dans ses articles 11 et 13, ce qui suit : « Les époux ont et exercent un droit égal pour l'administration de leurs biens. Les actes ayant pour objet de conserver les droits communs ou individuels des époux peuvent être faits séparément par chacun d'eux. » Et, dans son rapport à la Convention, le 9 août 1793, Cambacérès motivait ainsi les textes qu'il proposait d'adopter : « Nous adoptons l'usage de l'administration commune. »

« Cette innovation éprouvera peut-être des critiques ; elles auront leur réponse dans ce *principe d'égalité* qui doit régler tous les actes de notre organisation sociale, et dans notre intention d'empêcher ces engagements indiscrets qui minaient souvent la fortune des deux époux, la division intestine, les chagrins et la misère. » (Cambacérès, premier projet

de C. civ., tit. III, § 2 : De la manière dont se règlent le droit des époux lorsqu'il n'y a pas de conventions ; Fenet, *Travaux préparatoires du C. civil*, t. I, pp. 17 à 98.)

De cette manière aurait été efficacement évités les dangers qui résultent pour la femme des pouvoirs absolus du mari, sans qu'elle fût obligée de recourir à la séparation de biens.

Mais le 24 août 1793, lors de la discussion du principe posé dans l'article 11, la Convention décida d'ajourner la question, bien que le projet eût rallié l'approbation de Lacroix, Danton, Garnier, Camille Desmoulins et de Couthon. (*Moniteur* du 26 août 1793.) D'ailleurs, dans le troisième projet qu'il présenta au Conseil des Cinq Cents en messidor an IV, Cambacérès paraît avoir changé d'avis, soi-disant pour prévenir des débats qui détruiraient les charmes de la vie domestique, et il revient au système de l'administration par le mari seul. (Cf. Fenet, t. I, pp. 140 à 177, spécialement, p. 56).

Peu de temps après la promulgation du Code civil, la lutte s'engage entre deux principes contraires : la théorie traditionnelle de l'omnipotence du mari considéré comme chef absolu, et, en face de cette doctrine archaïque et surannée, l'apparition et le mouvement sans cesse progressant des idées féministes tendant à l'égalité des deux conjoints pour tous les

actes de nature à entraîner des conséquences pécuniaires.

Dans la première moitié du XIX^e siècle, les écrits d'Enfantin (*Religion Saint-Simonienne*, 1838). — De Pierre Leroux (*Encyclopédie nouvelle*. Chap. XIV, Egalité) . — De Pecqueur (*La République de Dieu*, p. 194 et 195) constituent des appels à l'égalité civile des deux sexes, au droit absolu pour la femme comme pour l'homme de gagner sa vie par son travail. Stuart Mill attaque le principe de la prépondérance du mari dans les droits pécuniaires. Le grand philosophe a écrit : « Je crois que les relations sociales des deux sexes, qui subordonnent un sexe à l'autre au nom de la loi, sont mauvaises en elles-mêmes et forment aujourd'hui l'un des principaux obstacles qui s'opposent au progrès de l'humanité ; je crois qu'elles doivent faire place à une égalité parfaite, sans privilège ni pouvoir pour un sexe, comme sans incapacité pour l'autre... Il n'est pas vrai que, dans toutes les associations volontaires de deux personnes, l'une d'elles doive être maîtresse absolue ; encore moins appartient-il à la loi de déterminer laquelle le sera. Après le mariage, la forme d'association pécuniaire qui se voit le plus souvent, c'est la société commerciale. On ne juge pas nécessaire de régler que, dans toute société, un des associés aura toute la direction des affaires et que tous les autres seront tenus d'obéir à ses ordres. » (*L'Assu-*

jettissement des femmes. Trad. Cazelles, p. 94.) Au surplus, en Angleterre et aux Etats-Unis, un mouvement général s'est produit contre l'état de dépendance de la femme anglo-saxonne, avant la seconde moitié du XIX^e siècle. Stuart Mill désirait que la loi ne consacre pas obligatoirement le droit pour le mari de gagner seul l'argent nécessaire au soutien de la famille : que chacun s'attache à déployer librement son activité, et que la femme ne craigne pas de travailler, si le gain du mari est insuffisant pour l'éducation des enfants.

Lors de l'Assemblée de 1848, les droits des femmes furent énergiquement défendus par Victor Considérant, Pierre Leroux : ce dernier alla même jusqu'à proposer à l'Assemblée législative d'accorder aux femmes l'électorat municipal. (Séance du 21 novembre 1851. *Moniteur* du 22.) En même temps, les femmes commencent à s'agiter et forment des clubs et mêmes des journeaux. (Cf. *La politique des femmes* de Désirée Gay. — *L'Opinion des femmes* de Jeanne Deroin.)

Sous le second Empire, le mouvement féministe est confondu avec les tendances révolutionnaires et les revendications des femmes amènent parfois une intervention du gouvernement dans un sens contraire à leur émancipation. (A cette époque, plusieurs femmes, comme Louise Julien, furent emprisonnées ou même exilées ; cf. Damez, *Le libre salaire*

de la femme mariée. Thèse de Lyon, 1905, p. 50.)

Le féminisme ne date véritablement que des dernières années de l'Empire libéral. Le point de départ a été l'apparition, en 1867, du livre de Stuart Mill, *L'assujettissement des femmes*. Cependant, si le féminisme a été plus activement organisé chez nous que nulle part ailleurs, il est incontestable qu'il n'est pas arrivé aussi vite aux mêmes résultats que dans d'autres pays, sans doute par le motif qu'il est resté longtemps suspect à beaucoup de personnes. (Cf. Gaston Choisy. « Le féminisme en Europe » *Revue Bleue* des 3 et 10 mars 1900, p. 268 et s., 296 et s.)

Après les événements de 1870, le mouvement féministe reprit un nouvel essor, sous l'initiative prépondérante de Maria Deraismes, qui continuait, infatigable, les conférences brillamment inaugurées par elle sous l'Empire. On sait qu'elle est la fondatrice de la « Ligue pour le droit des femmes », encore existante (Siège social à Paris : rue Clément-Marot, 7.) On peut dire que Maria Deraismes a personnifié, pendant vingt ans, la direction du mouvement féministe. Non seulement elle a pris l'initiative de la fondation d'associations féministes, mais, de plus, c'est à elle que revient l'honneur de l'organisation du premier Congrès International du Droit des femmes, ouvert à Paris le 25 juillet 1878, et auquel ont participé des littérateurs de marque, tels qu'Alexandre Dumas fils et Emile de Girardin. Deux autres

assemblées internationales se tinrent à Paris, en 1889 : le deuxième Congrès International du Droit des femmes, présidé par Maria Deraismes et Léon Richer ; et le Congrès des Œuvres et Institutions féminines organisé par Jules Simon, avec le concours officiel du Gouvernement.

A partir de 1891, sont créées d'autres associations, dont la plus connue est l'« Avant-Courrière », qui date de 1892. Cette société se proposait un double but : permettre d'abord à la femme de servir de témoin dans les actes publics et privés. Ce premier desideratum a obtenu satisfaction avec la loi du 7 décembre 1897. D'autre part, elle s'efforçait de conquérir pour la femme le droit de toucher elle-même le fruit de son travail et d'en disposer librement ; et ainsi on peut dire qu'elle a joué un rôle important dans la préparation de la loi du 13 juillet 1907.

Dans ces dernières années, de nouveaux congrès féministes ont été tenus. D'abord en 1896, du 8 au 12 avril, à l'hôtel des Sociétés savantes ; puis, pendant l'Exposition de 1900. Le premier, le Congrès Catholique des œuvres de femmes, avait un caractère nettement catholique ; le second, le deuxième Congrès International des Œuvres et Institutions féminines, procéda à une étude approfondie de la plupart des questions féministes ; citons enfin le Congrès International de la condition du Droit des femmes, tenu sous le patronage officiel du ministre du Com-

merce, du 5 au 8 septembre 1900, à l'exposition universelle, au Palais de l'économie sociale et des congrès. Mais cette réunion se départit de la sérénité indispensable aux discussions scientifiques, et eut le tort de se lancer dans des attaques passionnées contre la famille et la religion. (Cf. A. Bechaux. « Le féminisme français, d'après le Congrès d'économie sociale. » *Le Correspondant* du 10 juin 1901, p. 806-827 ; et, pour plus de détails, sur les diverses manifestations féministes de la dernière époque, (Turgeon. *Le féminisme français*, t. I, p. 53-125.)

La diversité des opinions qui ont été défendues au Congrès de 1900 prouve qu'au début du xx^e siècle le mouvement féministe a revêtu deux formes nettement opposées : le féminisme socialiste ou avancé, et le féminisme modéré. Il ne faudrait pas croire que les partisans de la seconde doctrine soient exclusivement des adversaires du socialisme ; on compte parmi eux plusieurs écrivains, qui, tout en adoptant la doctrine de Karl Marx, sont loin de se prononcer pour la destruction de la famille et souhaitent seulement l'élargissement des droits de la femme mariée. Ainsi, M. Johannes Sagnon a écrit ce qui suit : « Si nous étions partisans de la famille actuelle, nous demanderions, comme ceux-là qui la soutiennent, que le rôle de la femme se bornât toujours à faire des enfants, à les élever en entretenant le ménage ; mais, comme la famille actuelle consti-

tue pour la femme une sorte d'esclavage, qu'elle le fait considérer comme inférieure à l'homme en tout, nous demandons sa suppression ou sa transformation de quelque façon que ce soit, pourvu que la femme soit libre, émancipée, l'égale de l'homme, et qu'elle n'ait plus besoin de recourir à celui-ci pour recourir à ses besoins. » (« L'égalité des sexes », *Revue socialiste*, mai 1887, p. 227.) En d'autres termes, beaucoup de socialistes limitent leur programme à l'organisation de l'indépendance économique au profit de la femme, et sur ce point, ils se rencontrent en communauté d'idée avec les féministes modérés.

Historiquement, c'est le féminisme socialiste ou avancé qui est apparu le premier, et la liaison entre le socialisme et le féminisme s'explique par ce trait commun que les deux doctrines se présentent toutes deux comme une protestation traditionnelle contre une injustice sociale ; de même que les socialistes luttent contre l'institution de la propriété privée, de même les féministes combattent pour mettre fin à l'infériorité civile de la femme. Les socialistes rendent la société responsable de l'exploitation de la femme, soit par son mari, soit par son patron.

Une raison pratique a d'ailleurs poussé le socialisme à prendre en mains la cause de la femme : il a compris qu'il pouvait augmenter son champ d'action en se conciliant la sympathie des femmes. La plupart des Congrès socialistes réclament à la fois l'égalité

civile et politique de la femme. Dans son livre, *La femme dans le Passé, le Présent et l'Avenir* (Trad. Henri Ravé, Paris, 1891), Bébel déclare que « la femme et le travailleur ont été, de temps immémorial, des opprimés. » Les temps ne sont plus où certains répétaient le mot de Proudhon : « Courtisane ou ménagère ». Cette épithète de ménagère paraît traduire pour les socialistes une expression en usage dans un régime vieilli et suranné, qui disparaîtra bientôt avec l'émancipation complète de l'épouse. (Voir notamment le discours prononcé à la Chambre des Députés, le 30 juin 1899, par M. Viviani. *J. off.*, Déb. Parl., p. 1760.) D'après M. Gabriel Deville, « l'émancipation civile et civique de la femme ne saurait être efficacement poursuivie en dehors de ce qui peut amener l'émancipation économique, à laquelle, pour elle comme pour l'homme, est subordonnée la disparition de toutes les servitudes. L'infériorité de sa condition est la conséquence de l'état social actuel ;... il faut que la femme le comprenne et n'hésite pas à demander au socialisme qui, *seul* peut le lui donner, le seul remède à ses souffrances » *Le Capital* de Karl Marx, p. 44.) Et M. Lucien Descaves a écrit : « Les femmes qui attendent de la bonne volonté des législateurs d'aujourd'hui le désarmement général, ou tout au moins le démantèlement de quelques lois fortifiées perdent leur temps ;

elles ne seront affranchies que par la Révolution. »
(*Revue Encyclopédique*, 28 septembre 1895.)

En définitive, pour les socialistes, la solution de tous les problèmes de l'émancipation féminine est contenue dans la formule de leur doctrine générale, comme la partie est incluse dans le tout. Ce qu'on appelle aujourd'hui la question des femmes ne constitue qu'un aspect de la question sociale générale : la première ne peut trouver sa solution définitive qu'avec la seconde. (Bébel, *loc. cit.* Introd., p. 2.) Si la conquête des droits civils et politiques s'impose pour la femme, celle-ci ne deviendra cependant l'égale complète de l'homme que le jour où elle aura obtenu son affranchissement dans le ménage ; cette réforme est urgente, moins pour la femme riche, qui, avec sa fortune, conserve une certaine indépendance vis-à-vis de son mari, que pour l'ouvrière dont les maigres salaires ne doivent pas demeurer à la disposition d'un maître omnipotent. Le féminisme est donc conçu par le socialisme comme une protestation de la travailleuse contre l'organisation sociale tout entière, y compris les privilèges du sexe masculin. (Cf. C. Palante. « L'esprit de famille et la morale familiale. » *Rev. Socialiste*, juillet 1901, p. 400.) Quant à l'objection traditionnelle d'après laquelle la place de la femme n'est pas à l'atelier ni à l'usine, les spécialistes répondent que si l'épouse est obligée

de travailler, c'est pour apporter au budget familial le faible mais indispensable appoint.

La doctrine individualiste ne porte pas un moindre intérêt au mouvement féministe. Nous savons déjà combien Stuart Mill est hostile au principe de la prépondérance du mari. Un auteur dont le livre avait obtenu jadis un légitime succès, M. Legouvé, est un de ceux qui se sont élevés avec le plus de vigueur contre la condition actuelle de la femme dans le mariage et les pouvoirs que le Code civil reconnaît au mari (*Histoire morale des femmes*, livre III, chap. II). La femme, après un certain temps d'apprentissage, pourrait, d'après lui, prendre en main la gestion de son patrimoine propre. Ce sont des idées analogues que l'on peut condenser dans une formule brève, l'égalité absolue des deux époux, qui se rencontrent sous la plume de M. Laurent. (*Avant-projet de revision du Code civil*. Bruxelles, 1882-1885, tome V.) Pour lui, la communauté doit être administrée par les deux époux conjointement ; telle doit être la conséquence des principes d'égalité proclamés par la Révolution de 1789, et qui sont indispensables au fonctionnement de la famille comme à l'ordre social (t. V, p. 42).

En définitive, dans la lutte qui est aujourd'hui engagée entre les deux principes contraires, d'une part la théorie traditionnelle qui soutient les droits du mari, de l'autre la doctrine féministe qui réclame

l'égalité des sexes dans le mariage, l'issue ne saurait être douteuse ; tôt ou tard, les revendications de la femme triompheront. Il y a une tendance indéniable à augmenter la liberté d'action reconnue aux femmes mariées ; les lois de ces dernières années en font foi. Celle du 13 juillet 1907 est une des conquêtes les plus sérieuses du mouvement féministe. Voyons donc comment le mouvement législatif contemporain a donné satisfaction aux réclamations des femmes.

CHAPITRE II

Le mouvement législatif

Un programme complet d'émancipation de la femme se ramène à deux chefs principaux : l'émancipation politique et l'émancipation civile. Nous n'avons à traiter que de cette dernière. Toutefois nous ne pouvons passer sous silence les lois qui ont admis la femme à exercer certains droits publics.

A cet égard, toutes les carrières libérales sont ouvertes aux femmes. La femme médecin peut, depuis les arrêtés du préfet de la Seine des 17 janvier 1882 et 31 juillet 1885, prendre part aux concours de l'externat et de l'internat des hôpitaux (Cf. Turgeon, *loc. cit.*, t. I, p. 425-463) ; depuis la loi du 30 juin 1900, la femme a le droit de plaider comme avocat. Dans l'ordre administratif ou commercial, il n'existe guère de profession dont l'accès soit fermé au sexe faible, (Emile Faguet. « Métiers féminins » *Revue bleue* du 5 mars 1904, p. 293.)

Mais c'est dans le sens de l'émancipation civile de la femme qu'ont été accomplies les réformes les plus importantes. Dès 1857, l'attention des pouvoirs publics s'était préoccupée de développer les sentiments de prévoyance naturels à la femme, et elle avait limité en sa faveur les pouvoirs du mari. Une simple circulaire ministérielle, en date du 4 juin 1857 reproduisant une autre circulaire ministérielle du 17 décembre 1852, commence, fidèle aux principes du Code, par exiger l'autorisation maritale pour le premier versement de l'épouse aux caisses d'épargne ; mais tous les versements ultérieurs pourront être effectués sans une nouvelle autorisation maritale et sur la seule présentation du livret. (D 58. 3. 9.)

On a prétendu (M. Peyré. *Rev. crit.*, 1854, p. 364) qu'il y avait là un mandat irrévocable donné par le mari à la femme en vue de consentir des dépôts dans les caisses d'épargne. En réalité, le mari pouvait très bien révoquer son mandat, qui était tacite mais non irrévocable. Il y avait là seulement une autorisation d'un caractère un peu général, puisqu'elle portait sur tous les versements futurs à opérer par la femme. Elle n'était pas contraire à la règle posée par l'article 223 du Code civil, qui ne concerne pas les actes d'administration.

Cette circulaire interdisait aux caisses d'épargne de rembourser les femmes mariées sans l'autorisation de leur mari (art 29). Mais, d'abord, les femmes

usaient souvent d'un moyen ingénieux pour tourner la loi ; profitant de ce que l'administration des caisses d'épargne n'exige pas l'état civil des personnes qui viennent leur confier de l'argent, elles demandaient un livret sous leur nom de jeune fille. D'autre part, même quand la femme avait fait connaître sa situation, les caisses d'épargne se refusaient à effectuer le remboursement entre les mains du mari sans un consentement écrit de l'épouse. A défaut, elles se refusaient à payer sans jugement au mari seul, et, en outre, celui-ci était condamné aux dépens. Elles ne voulaient pas s'immiscer dans la question de savoir si, d'après le régime matrimonial, le mari avait ou non le droit de toucher ces sommes ; et sur ce point, leur attitude était approuvée par la jurisprudence : « Attendu, prononce un jugement, que c'est à bon droit que la Caisse d'épargne n'a pas cru pouvoir remettre au mari, sur sa seule décharge, le montant d'un livret dont il n'est pas titulaire, qu'elle n'avait pas à se rendre juge du plus ou moins de fondement des prétentions de celui-ci. » (Trib. Seine, 16 nov. 1875. *Journal des caisses d'épargne*, 1877, pp. 75 et s.) Le mari éprouvait donc les plus graves difficultés pour effectuer le retrait des sommes dont il s'agit.

Depuis cette époque, ont été couronnées de succès différentes tentatives entreprises pour favoriser les dépôts consentis par la femme seule, et lui assurer

ainsi une protection sérieuse. Il importe, en effet, surtout dans les classes ouvrières, qu'une portion de la communauté échappe au pouvoir de disposition du mari, et soit soumise dans une certaine mesure à l'administration de l'épouse, pour permettre à la prévoyance de celle-ci de contre-balancer les goûts de dissipation du mari. Seulement le régime institué en 1857 présentait ce grave inconvénient à savoir que, par son refus d'autoriser le premier versement, le mari restait toujours maître d'empêcher la femme de procéder à des économies indispensables.

En outre, si le mari ne pouvait retirer seul les sommes placées par sa femme, celle-ci était également impuissante à obtenir tout remboursement sans l'autorisation de l'époux ; d'où une gêne pour utiliser au moment voulu l'épargne amassée. Dès le 10 février 1869, M. Boinvilliers proposait au Sénat que « la femme et le mari soient admis à déposer, la femme pouvant retirer le dépôt, sauf le cas d'une opposition formée par le mari » (*Moniteur*, 1869, p. 219). Le Sénat se montrait enclin à accepter cette réforme, mais celle-ci fut entravée par les événements de 1870.

En 1878, une proposition d'initiative parlementaire due à M. Arthur Legrand fut déposée à la Chambre dans la séance du 7 mai. (*J. off.*, 1878. Annexe, n° 639.) Il s'agissait d'octroyer à l'épouse le droit d'effectuer des dépôts dans les caisses et de les reti-

rer sans l'autorisation du mari, sauf opposition de la part de ce dernier. La Commission chargée d'examiner cette proposition décida qu'il y avait lieu d'admettre les femmes mariées à déposer et à retirer. (Rapport de M. Audiffred. *J. off.*, 1880. Annexe, n° 2706.)

Des idées rétrogrades furent, cependant, soutenues à cette époque et l'on est étonné de constater que le ministre de la Justice d'alors, M. Cazot, demanda l'ajournement de la question par le motif que la réforme constituait une grave dérogation à notre législation et portait à l'autorité maritale une atteinte qui ne pouvait être introduite dans notre droit par un texte spécial aux caisses d'épargne. Mais les partisans de l'émancipation féministe défendirent brillamment la proposition de M. Legrand, en montrant qu'il s'agissait simplement de permettre à la femme qui travaille de soustraire ses épargnes et ses gains personnels au mari. Finalement, les droits de la femme, circonscrits dans les limites d'un mandat qu'elle est supposée tenir de son mari, furent consacrés par l'article 6 de la loi du 9 avril 1881, portant création d'une Caisse d'épargne postale ; le dernier alinéa de ce texte est ainsi conçu : « Les femmes mariées, quel que soit le régime de leur contrat de mariage, seront admises à se faire ouvrir des livrets sans l'assistance de leur mari ; elles pourront retirer sans cette assistance les sommes inscrites au livret

ainsi ouvert, sauf opposition de la part de leur mari. L'article 21 de la même loi déclare cette disposition applicable à toutes les caisses d'épargne privées.

Il est à remarquer que la loi de 1881 introduit cette règle après un alinéa (le 4^{me} de l'art. 6), qui s'occupe des mineurs ; il semblerait, dès lors, que le législateur s'est borné à trancher une question de capacité : le placement à la Caisse d'épargne aurait été simplement considéré comme un acte indiscutable de bonne administration, donc permis à tous les incapables en général, à la femme mariée comme au mineur. Mais la portée de l'innovation est singulièrement plus large. Le législateur s'est préoccupé non seulement de la capacité de la femme, mais en outre du fonctionnement du régime matrimonial. Il s'est demandé si un pareil acte de gestion serait réservé au mari seul ou bien concédé également à la femme ; et la loi, sur ce point, a répondu en conférant un pouvoir propre à l'épouse : celui d'opérer un dépôt à la Caisse d'épargne, sans qu'il soit besoin d'un mandat exprès du mari.

Il est nécessaire d'insister sur cette idée, car, au Sénat, la réforme a été parfois présentée comme une application d'un mandat tacite émanant du mari (Cf. *J. off.*, du 29 mars 1881). En réalité, la loi de 1881 contient une innovation plus accentuée : c'est un véritable pouvoir propre qu'elle confère à l'épouse, avec, dans une certaine mesure, un carac-

tère d'irrévocabilité. En effet, si le mari a le droit de s'opposer aux retraits, il n'a pas la faculté d'empêcher les dépôts, lesquels constituent pour la femme un droit irrévocable. Le législateur a amélioré sur ce point la condition de la femme, parce qu'on est en présence d'un acte qui intéresse les destinées de la famille toute entière ; aussi n'y a-t-il pas lieu de permettre au mari de le révoquer, parce qu'il s'agit d'un acte à encourager, et, au surplus, que le législateur a réglé lui-même et dont il a prévu toutes les conséquences, (Cf. art. 1859, 12 C. Civ).

On ne comprend guère, après celà, que des jurisconsultes, cependant éminents, aient protesté contre une réforme qu'ils qualifient d'excessive. M. Testoud a écrit dans la *Revue critique*, (année 1881, p. 579) : « qu'il y a là une innovation tellement grave qu'il est permis de se demander si les rédacteurs de la loi en ont bien calculé la portée. Il ne faut pas oublier que la loi des Caisses d'épargne est faite pour les classes ouvrières, qui ne connaissent guère que le régime de la communauté. Or, les économies de la femme font, comme celles du mari, partie de la communauté dont il est le chef suprême et il n'est pas permis de stipuler que la femme administre la communauté, même en partie ; cependant, par l'application des règles nouvelles, on pourra voir une femme gérer toutes les valeurs communes, si les sommes économisées, déposées par elle à la Caisse, for-

ment l'unique avoir du ménage. Quel renversement des idées juridiques reçues jusqu'ici ! Ce n'est pas uniquement une séparation de biens partielle ; c'est bien plus : une communauté dont le mari n'est pas le chef nécessaire et dont l'administration, la jouissance et même la disposition peuvent régulièrement appartenir à la femme ».

Ce n'est pas seulement quant au dépôt, c'est aussi quant au retrait que la femme possède un pouvoir propre, avec cette particularité toutefois qu'il est absolument révocable. L'article 6, 5^{me} alinéa, *in fine*, réserve en effet le cas d'opposition de la part du mari. Seulement cette restriction au pouvoir de la femme n'est pas, pour plusieurs motifs, aussi considérable qu'elle le paraît : en effet, une première observation s'impose : d'après le texte de la loi et la pratique des Caisses d'épargne (*Journal des Caisses d'épargne*, 1890, p. 235) le mari ne saurait défendre valablement aux Caisses d'épargne de recevoir les sommes que sa femme leur apporte. L'opposition faite par lui au retrait n'empêche nullement que la femme continue ses versements ; celle-ci jouit à cet égard d'une liberté absolue. En outre, les Caisses d'épargne ne révèlent pas aux maris les dépôts qui ont été faits par leurs femmes, elle respectent rigoureusement le secret du livret qui a été obtenu par l'épouse elles ne connaissent que celle-ci, et rien

n'est plus facile à une femme que de dissimuler à son mari l'existence des ressources qu'elle possède.

Ce respect du secret professionnel par l'administration des Postes, en ce qui concerne les dépôts d'argent qui lui sont confiés, est l'une des causes pour lesquelles le sentiment de l'épargne s'est propagé avec une intensité sans cesse croissante dans la classe ouvrière. Les statistiques dressées par la Caisse d'épargne postale indiquent en effet que, sur 1.149.559 comptes ouverts par elle de 1882 à 1902, à des femmes mariées, 1.039.173 l'ont été à des femmes non autorisées, 110.386 seulement à des femmes autorisées (Rapport au Président de la République sur les opérations de la Caisse nationale d'épargne, pour l'année 1902, Imprimerie nationale, 1903, p. 38).

En outre, les Caisses d'épargnes accordent difficilement au mari le droit d'effectuer le retrait et elles exigent en pareil cas des formalités compliquées. Le mari doit pratiquer une opposition signifiée par acte extra-judiciaire (*Journal des Caisses d'épargne*, 1890, p. 312), (bien que la teneur du texte semble autoriser l'opposition par lettre missive). C'est que, conformément à la méthode de toutes les administrations, les Caisses d'épargne adoptent le procédé qui leur paraît le plus sûr ; pour éviter la mise en jeu de leur responsabilité, elles se rattachent au système qui est le plus restrictif de la

liberté. Une objection grave a cependant été adressée naguère à l'interprétation du mot « opposition », telle qu'elle émane de la pratique administrative : on a dit (M. Morizot-Thibault) que les Caisses d'épargne avaient ainsi violé la loi, car une opposition par acte d'huissier ne saurait émaner que d'un créancier, qui emploie les moyens les plus propres à lui assurer le recouvrement de ce qui lui est dû ; or, le mari n'est pas créancier, il a un titre plus fort ; il est véritablement propriétaire des sommes d'argent dont il s'agit, puisqu'elles font partie de la communauté, laquelle, au regard des tiers, appartient au mari (*Bul. de la Soc. d'Ét. leg.*, 1902, p. 61.) Mais l'objection n'est pas sérieuse ; la loi de 1881 emploie le mot « opposition » dans un sens beaucoup plus large que celui d'une saisie-arrêt : il s'agit d'une défense susceptible d'émaner de toute personne qui prétend avoir un droit à la somme déposée, sans qu'elle allègue une dette quelconque du déposant à son égard. Telle serait la situation du tuteur d'un interdit qui pratiquerait une opposition, sans se prétendre pour cela créancier, entre les mains du débiteur de l'aliéné.

Les précautions prises par les Caisses d'épargne pour éviter tout obstacle apporté par le mari à l'exercice des retraits étaient telles que la plupart des conjoints étaient arrêtés par ces formalités. Sans un jugement, les Caisses ne payaient pas au mari seul ;

celui-ci ne pouvait opérer le retrait qu'avec le concours de la femme. Cette pratique administrative était parfaitement logique : aucun texte ne pouvait obliger les Caisses d'épargne à opérer le paiement entre les mains d'un individu qui n'avait pas fait reconnaître légalement son droit ; la jurisprudence avait d'ailleurs admis cette pratique comme régulière : il est vrai que les cas qui se présentaient le plus ordinairement n'étaient guère favorables à la prétention du sexe fort. Quelquefois le mari alléguait pour réclamer le dépôt, l'abandon du domicile conjugal par l'épouse ; mais « le plus souvent cet abandon a été occasionné par des griefs sérieux imputables au mari » (*Rapport sur les opérations des Caisses d'épargne ordinaires*, année 1890, p. 63). Un autre rapport constate que l'opposition provient d'un époux qui « cherche à s'emparer pour les dissiper des économies destinées à l'entretien du ménage et des enfants et réalisées par la femme sur son travail personnel ou sur les produits d'un commerce qui lui est propre » (*Rapport*, 1887, p. 79). On constata aussi des oppositions pratiquées par des maris qui vivaient en fait séparés de leur femme et qui ne manifestaient leur existence que pour s'approprier les économies nécessaires à l'entretien de la famille ; les *Rapports sur les opérations des Caisses d'épargne* mentionnent des situations de ce genre. On peut citer le cas d'un mari qui agit ainsi après avoir

abandonné sa femme pendant vingt ans, au cours desquels il avait mené une vie vagabonde en France et en Amérique (*Journal des Caisses d'épargne*, 1886, p. 190). « Un mari dont l'inconduite était notoire, ayant été pourvu d'un conseil judiciaire à la requête de sa femme, s'empressa de former opposition au remboursement des fonds que celle-ci avait versés sans son assistance ; un autre avait pris une semblable mesure avant d'abandonner sa femme » (Rapport, 1888, p. 74). « Une opposition a été faite par un mari en état de démence alcoolique, et une autre par un mari dans un moment de surexcitation produite par la maladie » (Rapport, 1890, p. 63).

Donc en général, les entraves apportées par le mari à la réalisation de l'épargne par la femme étaient fondées sur des motifs souvent inavouables et constituaient ainsi de véritables abus. Dans ces conditions, rien n'était plus légitime que les difficultés élevées par l'administration contre les oppositions formées par les maris.

Aussi le nombre des retraits effectués par le mari seul sous l'empire de la loi de 1881 était des plus minimes. Sur un million environ de dépôts par an, 385 oppositions ont été signifiées aux Caisses d'épargne privées, 270 ont été suivies de main-levée consentie par les maris ou de remboursement effectué aux deux époux réunis, 115 sont restées sans

solution et 12 seulement ont été portées devant les tribunaux (*Bul. de la soc. d'étud. lég.*, 1902, p. 62).

Sous un pareil régime les maris ne tardèrent pas à protester et la loi du 20 juillet 1895 est venue, dans une certaine mesure, faire droit à ces réclamations. Cette loi a refondu les règles applicables à l'ensemble des Caisses d'épargne, même postales. Les articles 16 et 17 concernent la femme mariée et indiquent au mari le moyen pratique d'exercer ses prérogatives ; quand le mari aura usé de son droit d'opposition, la femme sera prévenue par lettre recommandée, à la diligence de la Caisse d'épargne ; elle a un mois pour empêcher le retrait par le mari. Passé ce délai, et faute par la femme de s'être pourvue contre l'opposition de son conjoint, le mari pourra toucher seul le montant du livret si le régime matrimonial lui en donne le droit. L'opposition maritale est signifiée à la Caisse d'épargne dans la forme des actes extra-judiciaires (avec le ministère d'un huissier) ; il n'est plus obligé, comme par le passé, de recourir à un jugement dont il supportait les frais.

Il résulte de la loi de 1895, que la prétention antérieure des caisses d'épargne de ne tenir compte que d'une opposition signifiée par huissier est officiellement consacrée ; mais on a prétendu que cette réforme était un recul par rapport aux innovations antérieures, puisque le mari n'est plus arrêté désor-

mais par les dépenses et les longueurs d'une instance judiciaire obligatoire. (Cf. Nourry. *Du rôle possible de la femme mariée dans la gestion des biens communs*. Thèse de Paris, 1906, p. 73.) Mais il ne semble pas que la loi de 1895 ait une semblable portée ; elle est venue, au contraire, préciser et consolider les droits de la femme sur les dépôts qu'elle effectue à la caisse d'épargne. Après comme avant cette loi, la Caisse a le droit absolu de déclarer qu'elle ne reconnaît que l'épouse comme propriétaire du livret, et seule la femme représente la communauté quant au pouvoir de disposer des sommes ainsi confiées à la caisse. C'est un renversement des rôles des époux dans la gestion des intérêts pécuniaires de l'association conjugale ; il y a là évidemment un échec apporté à l'autorité maritale, mais dans l'intérêt de la famille et au nom d'une idée de justice. La femme conserve toujours la faculté de retirer librement ses dépôts, sauf l'opposition du mari, et de les continuer malgré cette opposition.

Cependant, a-t-on dit (Nourry, *op. cit.*, p. 73), la loi de 1895 ne facilite-t-elle pas les moyens pour le mari d'exercer le retrait ? On ne saurait nier que le mari n'est plus arrêté comme autrefois par une instance plus ou moins longue et coûteuse ; mais, s'il n'est pas donné suite à l'opposition du mari, celle-ci ne suspendra le pouvoir par la femme d'effectuer le retrait que pendant la durée d'un mois. D'ailleurs

l'opposition du mari n'a nullement un caractère péremptoire ; elle est susceptible d'être déférée par la femme au tribunal : la révocation par le mari ne peut intervenir *ad nutum*, et doit être l'objet d'un contrôle exercé par les tribunaux, qui apprécient la légitimité du motif allégué par l'époux.

On peut dire qu'en définitive la liberté de l'action de la femme quant aux économies réalisées sous forme de livret est la même que celle du gérant statutaire d'une société. Il ne faut donc pas accorder une trop grande importance à la consécration du droit de retrait au profit du mari par la loi de 1895. Les appréhensions de ceux qui redoutaient que le nombre des paiements aux maris n'augmentât considérablement, sont singulièrement démenties par les résultats de la pratique. Investi d'un droit théorique, le mari éprouve les plus grandes difficultés à l'exercer en raison du nombre des justifications que lui impose la caisse.

Une série d'obstacles sont accumulés en effet contre lui, et habile sera celui qui saura les surmonter, surtout si on les lui oppose successivement. « Le mari (porte l'Instruction du 20 déc. 1895, art. 22) sera tenu de rapporter le livret qui forme le titre de la créance contre la Caisse d'épargne ; il ne lui en sera pas délivré de duplicata, attendu que le livret n'est ni perdu, ni adiré, ni volé, et qu'il se trouve entre les mains de la femme et de laquelle il devra en obtenir

la remise, par telles voies qu'il jugera convenables, sans que la Caisse ait à s'immiscer dans ses difficultés entre époux ». Ce qui, pratiquement, signifie que la femme, soucieuse de conserver la possession de son livret, conformément aux conseils qu'elle a reçus de la caisse d'épargne, n'aura aucune inquiétude à concevoir sur la possibilité d'un retrait par le mari. Même dans le cas où le mari aurait pu se saisir du livret, il n'est pas encore prêt d'atteindre son but ; les agents du bureau au guichet duquel il se présente commencent par lui demander d'établir son identité et sa qualité de mari de la titulaire.

Après quoi, il doit justifier que le régime matrimonial lui donne le droit d'obtenir seul le remboursement du livret. Il importe, en effet, de savoir si le mari a la libre disposition des capitaux de sa femme, s'il a le droit de les toucher, ce qu'il ne peut établir que par la production du contrat de mariage. Si l'union conjugale n'a été précédée d'aucun contrat, le mari est tenu de rapporter une expédition en règle de l'acte de mariage, constatant que, selon la loi de 1850, les époux, sur l'interpellation de l'officier de l'état civil, ont déclaré n'avoir pas passé de contrat.

Lorsque le mari a fourni ces diverses preuves, il reste encore une difficulté à éclaircir : il serait possible qu'il fut intervenu entre les conjoints une séparation de corps ou de biens (dont l'acte de mariage ne porte pas naturellement mention), ou un divorce.

Le mari devra se munir, en conséquence, d'un acte de notoriété dressé par un notaire, pour justifier que les événements prévus ne se sont pas accomplis.

Après toutes ces formalités, le mari ne sera admis à toucher que s'il présente le livret ; or, la femme a pu dissimuler ce document ou elle se refuse à le rendre. Le mari triomphera difficilement de cette résistance, car il s'agit d'une obligation de faire, non susceptible d'exécution directe, mais simplement résoluble en dommages-intérêts, si bien qu'une femme opiniâtre pourra se laisser condamner et le mari n'aboutira pas dans ses démarches.

On peut donc conclure que les innovations réalisées par la loi de 1895 ne portent aucune atteinte sérieuse au pouvoir de la femme sur son livret de Caisse d'épargne. D'ailleurs, toute crainte d'abus de la part du mari est écartée, puisque la femme peut se pourvoir contre les oppositions arbitraires pratiquées par le mari. Il ne faut pas oublier, en outre, que l'Instruction ministérielle du 20 décembre 1895 ajoute que « la caisse aura aussi à exiger telles autres justifications complémentaires qui lui paraîtraient nécessaires pour effectuer valablement le remboursement entre les mains du mari » ; ce qui ne paraît pas de nature à assurer le succès de la tentative de l'époux.

D'après ces indications, il est facile de comprendre que peu d'oppositions soient pratiquées par les

maris : en 1895, trois paiements ont été effectués sans jugement aux maris. (Rapport sur les opérations des caisses d'épargne, 1895, p. 25.) En 1896, sur 81 oppositions, un seul remboursement au mari a eu lieu dans les conditions de la loi de 1895 (rapport, 1896, p. 18) ; si bien que les résultats de la procédure spéciale édictée par le législateur pour le remboursement des livrets frappés d'opposition ont été nuls pour les oppositions antérieures et insignifiants pour les nouvelles. (Rapport, 1895, p. 65.)

Si la femme mariée a obtenu, par les lois relatives aux caisses d'épargne, la gestion presque indépendante d'une partie importante des ressources conjugales, elle a été encouragée par d'autres moyens à augmenter les économies du ménage. L'Etat s'est efforcé d'améliorer le sort des familles ouvrières par les lois du 25 juin 1850 et du 20 juillet 1886, concernant les retraites pour la vieillesse.

Dès l'année 1849, un projet cherchait déjà à remédier à l'infériorité de la femme et apportait en sa faveur quelques atténuations aux pouvoirs du mari. (*Moniteur* du 8 mars 1849, p. 771.) D'après l'article 8 de ce projet, la femme, tenue d'obtenir l'autorisation du mari pour le premier versement, en était dispensée pour les versements ultérieurs, et, sur le refus du mari, elle pouvait obtenir du juge de paix l'autorisation nécessaire.

Ce premier projet ne reçut pas l'approbation des

Chambres, mais un second projet, devenu la loi du 25 juin 1850, attribue à la femme une retraite constituée avec les ressources de la communauté : chaque époux bénéficie pour moitié des versements effectués par son conjoint, ce qui est tout en faveur de la femme. Mais la loi du 20 juillet 1886 a accompli une réforme encore plus libérale : la femme peut désormais déposer ses économies à la Caisse des retraites pour la vieillesse sans une autorisation maritale, et aucune faculté d'opposition ne vient ici maintenir les prérogatives du mari. Bien plus, la femme reçoit, en vertu de la loi de 1886, le pouvoir de déroger au principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales. En effet, les dépôts ainsi effectués pourront modifier la condition de la fortune des époux telle qu'elle était réglée par le contrat de mariage, et cette modification dépendra d'un seul des conjoints, la femme même non autorisée. L'article 12, *in fine*, lui permet, en effet, de déterminer à certains égards la destination des versements. Toute somme versée par l'un des deux conjoints profite séparément, d'après la loi, à chacun d'eux pour moitié, donc elle sera propre par moitié à chacun des époux, même si elle émane de la femme qui a agi seule. Cette disposition se justifie facilement : la femme ne doit pas être exposée à perdre sa part dans son droit à la retraite, si elle renonce. Or, ce résultat se produirait, elle se verrait privée de toute

part dans une retraite dont elle contribue à fournir les fonds, si cette valeur tombait dans la communauté et que la femme renonçât à cette communauté. Rien ne serait plus manifestement contraire au but que l'épouse s'est proposé, et qui a été de s'assurer des ressources pour ses vieux jours. Donc, la femme non autorisée, peut opérer des versements, car elle accomplit ainsi des actes de prévoyance dont le mari lui-même recueillera plus tard les avantages. Rien n'est plus conforme au but et à l'esprit de la communauté. Il y a cependant des hypothèses où un époux profitera exclusivement et par exception des versements effectués. Il en sera ainsi si le chiffre des versements a atteint la limite maxima, qui ne peut être dépassée, pour chaque opérateur ; les versements nouveaux profiteraient alors à l'autre conjoint seul. Mais cette observation mise à part, la loi de 1886 demeure entièrement favorable à l'épouse et augmente notablement son rôle de collaboratrice dans l'administration du patrimoine de la communauté.

CHAPITRE III

Le mouvement jurisprudentiel

En attendant qu'une réforme plus importante vint modifier la condition de l'épouse, telle qu'elle résultait du Code civil, la jurisprudence, s'orientant dans le sens déjà indiqué par les lois que nous venons de rappeler, s'efforçait d'assouplir le droit matrimonial de manière à transformer la communauté en un régime moins hostile à la femme. Tandis que la plupart des commentateurs interprétaient d'une manière trop stricte les textes du Code, les tribunaux s'appliquaient à venir au secours de l'épouse peu fortunée.

Longtemps, le Code civil a été l'objet d'une admiration aveugle. Mais les praticiens n'ont pas tardé à s'apercevoir qu'il était trop indifférent aux misères des faibles. M. Tissier a fait remarquer avec raison que, « si on rappelle les règles du droit actuel applicables à la femme ouvrière, on peut dire que la

famille ouvrière n'a pas, dans notre Code, son organisation et sa législation ». (*Le Code civil et les classes ouvrières livre du centenaire du C. civ.*, t, I, p. 88). En réalité, c'est une vérité scientifique aujourd'hui incontestée qu'une législation ne peut s'arrêter dans une perpétuelle immobilité ; les règles qu'elle établit correspondent sans doute aux besoins de la vie sociale, à l'époque où elles sont promulguées ; mais, avec le progrès des idées, les institutions doivent évoluer parallèlement au mouvement de la civilisation. Il est impossible qu'un Code, si populaire soit-il, résiste dans toutes ses parties aux poussées de l'opinion ; le jour où il se trouve en contradiction avec les mœurs, son autorité, jusque-là légitime, diminue, puis disparaît. Tout au moins, les tribunaux prennent le parti d'en tourner les règles trop rigoureuses, jusqu'au jour où une révision plus ou moins étendue met les textes vieilliss en conformité avec les idées nouvelles.

La jurisprudence s'était largement appuyée sur ces principes avant la loi de 1907. L'idée qui a inspiré les décisions de justice était celle que défendaient depuis longtemps les littérateurs, les philosophes et les sociologues : à la fin du xix^e siècle, il était reconnu sans conteste que le rôle propre de la femme dans la famille n'était pas seulement d'élever les enfants, mais de pourvoir aux besoins du ménage par ses économies et d'être en état, par une épar-

gne progressivement amassée, de parer aux éventualités imprévues de l'existence. La femme est naturellement destinée à cette mission, parce qu'elle se convainc plus facilement que l'homme, surtout dans les classes laborieuses, de l'utilité de l'épargne. De là le mouvement jurisprudentiel qui s'était dessiné en vue de permettre à la femme d'accomplir plus aisément sa mission de prévoyance. D'ailleurs, comment aurait-on pu maintenir les principes rigoureux du Code, en présence des situations singulièrement dignes de pitié que révélait la pratique ? Comment interdire à une épouse abandonnée de pourvoir à sa subsistance et à celle de ses enfants par son salaire quotidien ? La jurisprudence n'hésitait pas à déclarer que le mari, lors de son départ inexplicable, avait autorisé tacitement la femme à travailler pour assurer l'entretien de la famille : « L'abandon du mari contient nécessairement pour la femme l'autorisation tacite d'assurer son existence et celle des enfants qu'il met à sa charge... Le louage d'industrie est, dans ces conditions non seulement un devoir impérieux pour elle, mais encore la conséquence indispensable de son abandon et de la liberté qu'elle a reconquise ». (Il s'agissait d'une femme employée dans un magasin ; Rouen, 4 fév. 1878, D. 78.2.258 ; Arrêt confirmé par Cass., 6 août 1878, D. 78.1.400).

Un semblable système n'était assurément pas fondé au point de vue juridique ; une autorisation

tacite suppose au moins qu'elle a existé dans l'esprit de celui qui était qualifié pour la donner. Mais ces décisions respectaient un principe supérieur de justice et d'humanité, dont la violation eut paru singulièrement odieuse. La jurisprudence était assurément moins soucieuse de respecter des textes trop rigoureux, que de remédier à des détresses pitoyables, et personne ne songeait à la blâmer de s'orienter dans cette voie qui aboutissait au résultat suivant : l'épouse abandonnée par son mari pouvait contracter valablement une obligation de louage de service. (Au surplus, la plupart des patrons ne songent guère à demander à la femme qu'ils emploient si elle se trouve ou non en puissance de mari) ; et, dans la pratique des affaires, on était allé encore plus loin, les industriels et les commerçants, qui ne s'inquiétaient pas de l'autorisation du mari pour engager une femme, ne se souciaient pas davantage de cette formalité lors du versement des salaires et lui remettaient sans difficulté les sommes qu'elle avait gagnées par son travail.

Mais il restait encore une étape à franchir. Que la femme eut le pouvoir d'employer son activité à un usage conforme aux intérêts du ménage, rien de mieux ; mais il y avait toujours un danger possible : on pouvait craindre qu'abusant de sa puissance, le mari ne réussit à détourner de leur destination les fonds qui représentaient la rémunération du labeur

de l'épouse. Malgré sa généreuse initiative, la jurisprudence n'avait pu aller jusqu'au bout de ses tentatives et assurer à la femme la libre disposition de son salaire, en vue des besoins futurs. Il était avant tout désirable que l'épouse pût réaliser des placements à son nom pour mettre ses épargnes à l'abri des dissipations de l'époux. Or, sous l'empire d'une loi qui ne lui conférait pas ce pouvoir, les tribunaux n'avaient pu parvenir à lui favoriser l'accès des placements, et ceux-ci demeuraient toujours à la merci du mari. Seul le secours d'une loi était de nature à venir efficacement en aide, aux femmes laborieuses. Cette réforme s'est fait attendre pendant plus d'un siècle après la promulgation du Code ; mais des législations plus jeunes que la nôtre l'avaient précédée dans cette voie.

Deuxième Partie

LE SALAIRE DE LA FEMME MARIÉE DANS LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

Il est certain qu'à l'étranger, les revendications féministes ont été plus vite consacrées que chez nous. « Du côté anglo-saxon, comme du côté scandinave ou germanique, voire même du côté latin, se dessine un mouvement de droit commun législatif en faveur d'une indépendance sérieuse attribuée à la femme mariée dans l'ordre des intérêts pécuniaires, et cette indépendance s'établit aux dépens des pouvoirs jusque-là reconnus au mari, soit qu'on fasse participer la femme à ces pouvoirs, à côté du mari, soit qu'on les divise entre les conjoints, en reconnaissant au profit de la femme une autonomie plus ou moins large, qui lui assure, parallèlement à l'action du mari, une sphère d'activité propre, conformément à sa mission ou à ses intérêts distincts. » (Gény.

« Contribution à l'étude de la question des biens réservés de la femme mariée d'après le C. civ. allemand et le projet de C. civ. suisse. » *Bul. de la Soc. d'Et. lég.*, 1902, p. 324.) La plupart des législations étrangères se sont, en effet, efforcées de protéger les gains et salaires de la femme contre les entreprises inconsidérées du mari.

Pour avoir une idée nette de la réglementation adoptée à l'étranger, il convient de diviser les législations en trois groupes : celles qui ont adopté comme régime de droit commun la séparation de biens ; celles dans lesquelles la communauté est conservée comme régime de droit commun ; enfin les pays de communauté germanique.

§ 1. — *Législations admettant la séparation comme régime de droit commun*

Dans ces législations, le droit de la femme mariée sur ses salaires est des plus étendus ; elle en est propriétaire et en a à la fois l'administration et la jouissance. La femme peut, dès lors, passer librement, à l'occasion de ses gains et salaires, les actes qui n'excèdent pas les limites de son pouvoir d'administration. Toutefois, dans les pays où subsiste l'incapacité, la femme est obligée de se munir d'une autorisation pour les actes de disposition proprement dits.

Tel est le cas des pays anglo-saxons. D'après la *Common law*, la personnalité de la femme est absorbée par celle du mari, et il en résulterait, au point de vue des produits de la femme mariée, que le mari, seul propriétaire des meubles de la femme (Damez, p. 110), aurait la faculté de disposer d'une manière absolue du produit du travail de l'épouse. Mais un droit nouveau, le droit d'équité ou *équity*, s'est de bonne heure introduit en Angleterre à côté des règles strictes de la *Common law*. Un Act du 20 novembre 1844 (art. 12, 7 et 8 Vict., c. 83) autorise les femmes mariées à effectuer des dépôts dans les Caisses et à en obtenir le remboursement. Le mari peut, toutefois, exiger que le remboursement soit fait à lui-même. La loi du 28 juillet 1863 (26 et 27 Vict., c. 87), confirme la législation précédente ; toutefois, sauf ces dérogations partielles, la *Common law* continuant de s'appliquer pour le surplus des biens de la femme, le mari conservait la faculté de s'emparer des économies de la femme comme de la plus grande partie de ses biens. Mais à la fin du xix^e siècle, des réformes d'une portée plus considérable ont permis à la femme d'échapper à la toute puissance du mari et d'obtenir une grande indépendance.

L'Act du 9 août 1870 (33 et 34 Vict., c. 93, *Annuaire de législation étrangère*, 1871, p. 55) attribue à la femme la pleine propriété de son travail et de son industrie personnelle. En d'autres termes, elle a

la propriété légalement séparée de tout ce qu'elle gagne pendant son mariage par l'exercice d'un travail ou d'une aptitude lucrative quelconque, littéraire, artistique, scientifique ou autre : c'est la reconnaissance formelle, au profit de l'épouse, du droit de disposer d'une façon exclusive des produits de son activité. L'Act facilite en outre à la femme les procédés par lesquels elle peut réaliser des économies. Il permet à l'épouse de placer les sommes d'argent qui lui appartiennent dans une Caisse d'épargne, ou, en consolidés et obligations complètement libérées, ou en titres de certaines associations de prévoyance, de secours mutuel, de maisons ouvrières et de crédit populaire. Mais l'article 6 déclare qu'il ne pourra être préjudicié par là aux droits des créanciers du mari, en fraude desquels aurait eu lieu, sous le nom de la femme, le placement de sommes appartenant véritablement à l'époux. D'ailleurs tout versement opéré par la femme après le mariage est supposé l'être au moyen de ses deniers propres, par exemple au moyen de l'argent provenant de ses grains, et est considéré comme sa propriété séparée. C'est, en définitive, une séparation de biens partielle, portant sur les biens et salaires de la femme, que l'Act de 1878 a établie.

Une réforme plus favorable encore à l'extension des pouvoirs de l'épouse a été accomplie par la loi du 18 août 1882 (45 et 46 Vict. c. 65, *Annuaire de*

législation étrangère, 1882, p. 329). C'est le « Married women's property act » ; cette législation nouvelle a complètement émancipé la femme mariée anglaise ; elle la place sous le régime de la séparation de biens totale, et l'antique autorisation maritale est définitivement supprimée. Par suite de son indépendance, l'épouse anglaise a désormais la plus grande latitude pour les dépôts, placements ou achats de titres et retraits d'argent. Elle acquiert la faculté illimitée d'engager par ses actes ses biens séparés, lesquels servent, d'ailleurs, sans restriction, à ses créanciers. De plus, la femme mariée qui a des biens à elle, est astreinte, quant au soutien de ses enfants et petits enfants, aux obligations qui pèsent sur le mari (art. 21; Cf. *Annuaire de législation étrangère*, 1882, p. 329 et s.). Aujourd'hui, la séparation de biens entre époux anglais étant complète, la femme peut confier aux Caisses d'épargne toute somme possédée par elle au jour du mariage, ou acquise par la suite. Elle est admise en outre à opérer tous autres placements, notamment en fonds publics, en valeurs de banque, en actions ou obligations d'une société ou établissement quelconques (art. 6). La loi de 1882 a d'ailleurs été complétée par une autre du 5 décembre 1893, d'après laquelle tout contrat passé par une femme mariée autrement que comme mandataire sera censé être fait relativement à ses biens séparés, de manière à pouvoir les engager (Jules

Bertheau, *De la capacité de la femme anglaise*, Thèse Paris, 1902, p. 328). Considérable est donc l'indépendance acquise par la femme mariée en Angleterre, « qui peut aujourd'hui se placer au premier rang des nations émancipatrices de l'épouse » (Damez, p. 135).

La législation des Etats-Unis n'est pas moins favorable ; c'est même en Amérique que l'intervention législative s'est manifestée d'abord en faveur de la femme : au cours du XIX^e siècle, une lente évolution a amélioré peu à peu la condition de la femme américaine et est arrivée à en faire l'égale de l'homme. C'est ainsi que, dans l'Etat de New-York, la loi du 7 avril 1848, intitulée « Act pour la protection plus efficace de la propriété des femmes mariées », leur assure la libre disposition des biens qu'elles possédaient antérieurement au mariage, et de ceux acquis depuis par succession ou donation. Cet act ne visait pas les gains et salaires ; mais il a été complété sur ce point par celui du 20 mars 1860, qui a étendu aux « Earnings », ou produits du travail de la femme mariée, les droits que l'article 1848 lui accordait déjà sur les biens d'une autre catégorie. Dès lors les gains du travail et les bénéfices du commerce et de l'industrie de la femme américaine ont été protégés contre toute atteinte du mari. « Le but de la loi, déclare M. Dudley-Field, est de donner à la femme pauvre la même protection que les femmes riches,

trouvent par l'emploi des contrats de mariage et des trusts, moyens qui sont, à tous les points de vue, hors de la portée des femmes des ouvriers et des petits commerçants » (*Annuaire de législation étrangère*, 1878, p. 708). M. Damez rapporte dans son livre que l'exemple de l'Etat de New-York a été suivi par la plupart des autres Etats de l'Union américaine (p. 121).

En Italie, où le régime dotal a été admis comme régime de droit commun (art. 1425 et s. du C. civ. de 1865), une loi du 27 mai 1875 accorde aux femmes mariées le droit d'effectuer librement les dépôts et des retraits dans les Caisses d'épargne (*Annuaire de législation étrangère*, 1876, p. 554). Cette loi, complétée par une autre du 15 juillet 1888, permet toutefois au mari de s'opposer aux retraits. Mais il ne semble pas que ces textes aient la même portée ici qu'en France attendu que, en vertu du régime dotal établi par le Code italien, les gains et salaires de la femme constituent des biens paraphernaux et, dès lors, celle-ci a le droit d'en déposer le montant à la Caisse d'épargne, sans avoir besoin d'une autorisation préalable.

La Russie a adopté aussi comme régime légal la séparation générale des biens, avec pleine capacité pour la femme et liberté pour elle de disposer, comme elle l'entend, de ses biens personnels sans le concours du mari (art. 80, 81 et 84 du Svod ou C. civ. Russe,

en vigueur depuis 1835, cités avec la traduction par M Paul Maurepas, « La question des salaires » ; « Du salaire de la femme mariée et des enfants mineurs. » *L'Association Catholique* du 15 mai 1904, p. 435). Dès lors, la femme a sur ses gains et salaires les mêmes pouvoirs que sur ses autres biens personnels ; seulement elle est tenue, sans qu'aucune précision soit inscrite à cet égard dans la loi russe, de subvenir aux frais d'éducation et d'entretien des enfants communs.

En Autriche, où le régime légal est encore le régime dotal, d'après le C. civ. de 1811 (Cf. Damez, p. 151 et s.), la femme mariée peut disposer librement, à titre de paraphernaux, des produits de son travail, des économies réalisées sur eux et des biens qu'elle a acquis avec ses économies.

La séparation de biens règne encore en Roumanie, et, par suite, là encore, la femme peut toucher ses salaires, en jouir et en disposer (Alexandresco, *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, 1897, p. 82 et s.). Enfin, dans les pays musulmans, où la dépendance de la femme par rapport au mari est absolue quant à la personne, l'indépendance est complète en ce qui concerne les patrimoines des époux, qui demeurent nettement séparés : la femme garde la propriété de tous les biens qu'elle a apportés en mariage et de tous ceux qu'elle pourra acquérir par la suite. En conséquence, dans la mesure où les croyances reli-

gieuses, les préjugés et les mœurs ne s'opposent pas à ce que les femmes mariées musulmanes travaillent, il semble qu'elles peuvent disposer, sur leurs gains et salaires, du droit de propriété le plus complet, comme sur leurs autres biens (Damez, *loc. cit.* p. 157 et s.).

§ 2. — *Législations qui conservent la communauté pure comme régime de droit commun*

Dans les législations qui admettent la communauté comme régime légal, les salaires de la femme devraient normalement tomber, comme les autres biens, dans cette communauté ; mais, dans beaucoup de législations, une exception a été apportée à cette règle générale en vue de sauvegarder les intérêts de la famille. C'est ainsi qu'en Danemark, après le Code civil du 15 avril 1582, promulgué par Christian V, où se trouve inscrite l'incapacité civile de la femme mariée avec toutes ses conséquences, la situation de celle-ci a été considérablement améliorée d'abord par la loi du 7 mai 1880. (*Annuaire de législation étrangère*, 1880, p. 533.) La femme possède désormais le droit de disposer librement par acte entre vifs des produits de son industrie personnelle, lorsque cette industrie n'est point alimentée ou entretenue en majeure partie des derniers

du mari ou de la communauté. Un autre loi, en date du 7 avril 1899, proclame la pleine capacité civile de la femme mariée et confirme purement et simplement, dans son article 27, les dispositions de la loi antérieure. (*Annuaire de législation étrangère*, 1899, p. 545.) Il résulte de cette loi que l'épouse peut, à la vérité, disposer de ses gains en argent et les transformer en d'autres biens, qui sont soustraits aux poursuites des créanciers. (Roguin. *Traité de droit civil comparé*. « Le régime matrimonial », n° 928.) Mais, d'après la loi danoise, la femme ne peut se constituer un pécule séparé que si les produits de son industrie ne nécessitent l'emploi d'aucun capital pris sur l'actif de la communauté.

La loi norvégienne du 29 juin 1888 est venue apporter une modification du même genre au Code civil du 15 avril 1687 (reproduction du Code danois de Christian V). Cette loi décide que la femme a le droit, même lorsqu'il y a communauté et que, par suite, les produits de son industrie personnelle sont biens communs, de disposer exclusivement de ce qu'elle gagne par cette industrie, ainsi que de toutes acquisitions qui sont prouvées provenir de ses gains. Ces biens sont soustraits, du vivant de la femme, à l'exécution des dettes contractées par le mari sans son consentement exprès. Toutefois ces dispositions ne s'appliquent pas aux produits des industries qui exigent un capital considérable, quand

ce capital a été, pour le tout ou en majeure partie, constitué pour le compte du mari. (*Annuaire de législation étrangère*, 1888, p. 762 et s.) La femme mariée norvégienne n'est donc plus une incapable. Quant à la restriction finale consacrée à l'article 31, elle est indifférente aux petits ménages.

On a objecté que ces lois, (danoise ou norvégienne) aboutissent à une distinction entre les classes riches et les classes pauvres, contrairement aux principes égalitaires proclamés en 1789. Cette différenciation des riches et des pauvres paraît contraire aux idées modernes. A quoi on peut répondre que, sans doute, il n'existe plus de classes sociales au point de vue légal, jouissant de prérogatives propres ; mais il est impossible de supprimer en fait les inégalités entre groupes sociaux très différents qui se heurtent chacun à des difficultés de vie très diverses. C'est au droit civil qu'il appartient de se montrer assez souple pour procurer à chacun de ces groupes le moyen de parer à ses besoins. En réalité, la loi norvégienne ne crée pas un régime propre aux ouvriers, qui s'appliquerait à eux en tant que salariés ; elle prévoit seulement que les industries susceptibles d'être exercées par les femmes mariées sont de deux sortes : celles d'une importance considérable et celles d'une étendue plus restreinte. En ce qui concerne les premières, il ne semble plus exact d'affirmer que la femme, en s'y livrant, ait

pour but d'assurer les ressources au ménage ; en fait, c'est d'une spéculation qu'il s'agit. Or, si les fonds de la communauté y sont engagés, il est juste que les gains réalisés se partagent. Mais, quand une femme peu fortunée travaille, lorsqu'elle se livre à une industrie restreinte, il n'est pas douteux que ce labeur féminin a pour destination de subvenir avant tout aux dépenses intérieures de son petit ménage. Loin que la loi norvégienne ait consacré un privilège au profit des femmes d'une certaine classe, elle s'est efforcée, au contraire, de remédier aux inégalités de fait que le mécanisme du milieu crée au détriment des classes déshéritées.

La loi suédoise du 11 décembre 1874 a modifié aussi le Code civil de 1734. (*Annuaire de législation étrangère*, 1874, p. 566-567.) Elle reconnaît à la femme le droit de disposer, pendant le mariage, d'une manière absolument indépendante, de certains biens, notamment ceux qu'elle a pu acquérir par son travail propre. Toutefois, si la femme transforme par échange ou achat les sommes gagnées par elle en un autre bien quelconque, celui-ci entrera dans l'actif de la communauté ; le bénéfice de l'acquisition échappera donc à la femme et tombera immédiatement sous le droit d'administration et de disposition du mari. (D'Olivecrena. *Rev. de droit international et de législation comparée*, 1883, p. 55 et s.) Les lois du 5 juillet 1884 et du 1^{er} juillet 1898 qui

confèrent à la femme la pleine capacité juridique ne semblent pas avoir modifié la précédente. (Damez, p. 207.)

La loi finlandaise du 15 avril 1889 s'est placée au même point de vue ; l'article 3 du chapitre II porte la femme à la disposition de tout ce qu'elle peut acquérir par son travail personnel ; elle peut s'attribuer par contrat le droit de disposer de ses propres, meubles et immeubles ; cette stipulation vaudra même pour les fruits. Si les produits du travail de la femme ou les fruits de ses propres, dont elle a la disposition, sont échangés contre d'autres biens, ces biens seront aussi administrés par elle. La femme peut agir en personne en demandant ou en défendant dans toute instance relative aux biens dont elle a la disposition. (*Annuaire de législation étrangère*, 1889, p. 821.)

Il ressort des lois scandinaves qu'elles cherchent à combiner, relativement aux gains féminins, le principe de la communauté avec celui de la séparation de biens ; elles se bornent à reconnaître le droit de disposition de la femme pendant l'union ; mais, à la dissolution de mariage, les gains de la femme ou les biens acquis avec eux doivent être compris dans le partage.

Il en était ainsi également avant le Code civil promulgué le 10 décembre 1907, de deux lois suisses : celles du canton de Neuchâtel du 18 mai 1897, et la

loi genevoise du 7 novembre 1894. La première porte que la femme ne peut vendre, aliéner ou hypothéquer ses immeubles sans l'autorisation de son mari. Elle a seule qualité pour retirer le prix de son travail personnel, en donner quittance et en disposer au profit de la communauté. D'après cette loi, le régime légal demeure la communauté d'acquêts ; l'administration en appartient au mari ; mais il ne peut disposer des créances de sa femme ni en consentir décharge sans le concours de celle-ci. De plus, le mari semble avoir conservé le droit d'engager par ses obligations les sommes gagnées par sa femme, comme les autres biens de la communauté, et l'innovation ne paraît pas avoir d'autre portée que de permettre à la femme d'employer ses gains dans l'intérêt du ménage.

Quant à la loi genevoise du 7 novembre 1894 (*Annuaire de législation étrangère*, 1894, p. 634), elle décide (art. 1) que la femme mariée aura sur les produits de son travail personnel pendant le mariage et sur les acquisitions provenant de ses gains les mêmes droits que la femme séparée de biens ; ces droits ne s'étendent pas aux bénéfices résultant d'une activité exercée en commun par les deux époux. D'après l'article 4, à la dissolution du mariage, le mari ou ses héritiers pourront exiger que les biens personnels de la femme, acquis conformément à l'article 1 soient rapportés à la communauté

sauf si la femme ou ses héritiers renoncent à la communauté.

Cette loi, arrivant la dernière en date des grandes réformes européennes du XIX^e siècle, quant à l'élargissement des droits de femme, a mis à profit l'œuvre des législations scandinaves qui l'avaient précédée ; elle prévoit et résout, en définitive, trois questions : elle décide d'abord, quant à l'extension de la capacité de la femme pour les acquisitions, que l'épouse aura des droits absolus sur le produit de son travail personnel, sans distinguer suivant l'importance de l'industrie dans laquelle elle engage son activité. Quant au sort des biens acquis avec les gains personnels de la femme, l'article 2 dispose qu'ils ne répondent pas des dettes contractées par le mari seul à la différence des lois danoise, suédoise et norvégienne. Mais, si les biens de la communauté et ceux du mari ne suffisent pas à l'entretien du ménage, la femme sera tenue d'y contribuer sur ses gains personnels, lesquels, en définitive, sont, avant tout, destinés à ce but.

D'après l'article 2, les biens acquis par le travail de la femme répondent des dettes contractées par celle-ci, même sans l'autorisation du mari ; ce qui dépasse manifestement la portée du renvoi par l'article 1^{er} à l'article 1449 du Code civil français. On sait, en effet, que c'est une question très délicate que celle de savoir si la femme française séparée de biens

est capable d'aliéner ses meubles sans restriction, ou si cette faculté ne lui appartient que dans la mesure de la libre administration. L'article 2 de la loi genevoise de 1894 semble poser une règle plus nette : toutes les fois que la femme mariée, séparée ou non, reprend la libre disposition d'une certaine catégorie de ses biens, elle obtient pleine capacité non seulement pour les aliéner directement, mais aussi pour les engager à l'acquittement de ses obligations.

Enfin, cette loi, à la différence de la législation scandinave, s'applique, sans avoir égard à la circonstance que l'exploitation d'une industrie par la femme nécessiterait des fonds de communauté.

Mais l'innovation capitale de la loi du 7 novembre 1894 concerne l'attribution des sommes provenant des gains personnels de la femme, à la dissolution de la communauté. L'observation stricte des règles du Code civil conduisait à deux conséquences : en cas d'acceptation de cette communauté par la femme, celle-ci doit rapporter le montant de ses biens à l'actif, et, si elle accepte, elle n'a plus droit qu'à la moitié du total. Au contraire, renonçante, elle perdrait entièrement les sommes amassées par son travail. On a admis la première de ces solutions à Genève (art. 4), mais la seconde a été écartée ; si la femme renonce à la communauté, elle gardera tous ses gains pour elle. Elle se trouve donc dans la situation d'un héritier qui est soumis au rapport et qui peut choisir le plus

avantageux des partis qui s'offrent à lui. Le législateur a constitué ici une sorte de réserve, que la femme conservera toujours la possibilité d'utiliser dans l'avenir, et qui ne saurait lui être ravie de force.

En Belgique, où les pouvoirs publics portent une attention spéciale à la législation du travail, la question de la protection des gains et salaires de la femme a nécessairement préoccupé l'opinion. Une loi du 13 avril 1865 avait déjà accordé à la femme la faculté d'opérer des versements à la Caisse des retraites, avec l'autorisation du juge de paix, en cas du refus du mari. Plus récemment, la loi du 10 février 1900 a consacré le principe du livret féminin ; elle admet l'épouse à se faire ouvrir un livret sans l'assistance de son mari, et à se passer de cette autorisation pour effectuer des retraits, mais seulement jusqu'à concurrence de 100 francs. Au dessus de cette somme, le concours des deux époux est nécessaire. Le mari demeurerait même toujours le maître d'empêcher sa femme de réaliser des économies, en enjoignant au patron de ne remettre qu'à lui seul les salaires de l'épouse. Pour remédier à cet inconvénient, une nouvelle loi, celle du 10 mars 1900 (Damez, *loc. cit.*, p. 223) est venue décider, à l'occasion du contrat de travail, que la femme belge est capable d'engager son travail moyennant l'autorisation de son mari, ou, à défaut, celle du juge de paix. De plus,

l'article 30 dit que, sous quelque régime qu'elle soit mariée, l'épouse belge peut, sans le concours et à l'exclusion de son mari, mais sauf opposition de ce dernier, toucher son salaire et en disposer pour les besoins du ménage. Une protection plus efficace est ainsi constituée à la femme belge, seulement, la loi a le tort de ne pas assimiler aux gains et salaires les biens qui ont été acquis avec les sommes en provenant.

Toutes les lois précédentes ont notablement amélioré les droits de la femme commune sur les produits de son travail. Il reste cependant des législations qui, acceptant la communauté dans toute sa rigueur, n'ont nullement tenté de lui apporter des dérogations et de reconnaître des droits personnels à la femme.

Tel est le cas de l'Espagne ; le Code civil de 1889 (art. 1401) comprend dans l'actif de la société d'acquêts les produits du travail de la femme mariée et les biens acquis avec les salaires de cette dernière. Le mari exerce sur eux les droits que lui confère sa qualité de chef de la communauté.

Il les administre ; il peut les engager, et les aliéner valablement à titre onéreux ; mais, pour disposer à titre gratuit des acquêts (qui comprennent les salaires de la femme), il doit obtenir le consentement de celle-ci (art. 1412, 1413 et 1415). La femme ne peut engager elle-même ses salaires que dans l'intérêt du

ménage, en vertu de la théorie du mandat tacite.

A la différence du Code espagnol, où le régime légal est la société d'acquêts, le Code civil portugais du 1^{er} juillet 1867 admet la communauté universelle. Une communauté aussi large comprend tous les biens acquis par la femme, et notamment ses gains et salaires. Il faut noter toutefois que le mari ne peut accomplir sur les biens de la communauté les actes les plus graves (tels qu'une aliénation immobilière ou une hypothèque) sans le consentement de l'épouse ; mais cette réserve ne concerne pas les gains de la femme, ceux-ci sont des valeurs mobilières et le mari possède à cet égard les pouvoirs les plus absolus.

La législation espagnole est reproduite dans ses grands traits par les Codes de l'Amérique du Sud, dont aucun n'accorde une réglementation de faveur aux gains et salaires de la femme mariée. Les biens de cette nature tombent comme les autres dans la communauté qui, sauf quelques différences suivant les pays, forme le régime matrimonial de droit commun de l'Amérique du Sud. Il en est ainsi au Mexique, au Pérou, au Chili, dans la République Argentine, au Brésil et au Vénézuéla. (Cf. sur tous ces points Damez, *loc. cit.*, p. 237 et s.) Dans tous ces pays, la femme mariée est irrémédiablement privée de protection en ce qui concerne ses gains et salaires, et les conventions matrimoniales elles-mêmes

ne peuvent pas écarter les pouvoirs abusifs du mari.

§ 3. — *Les pays de communauté germanique*

Ces législations, dont l'une est en vigueur depuis le début du xx^e siècle (C. civ. allemand promulgué le 1^{er} janv. 1900) et l'autre depuis quelques mois seulement (C. civ. suisse voté le 10 déc. 1907), se caractérisent par cette circonstance qu'elles proposent, comme moyen d'augmenter les droits de la femme mariée sur les produits de son travail et de son industrie, l'institution des biens réservés. (Cf. Gény. « Contributions à l'étude de la question des biens réservés de la femme mariée d'après le C. civ. allemand et l'avant-projet de C. civ. suisse, *Bull. de la Soc. d'Et. lég.*, 1902, p. 155 et s., et 304 et s.; et Lyon-Caen, *La femme mariée allemande*, Thèse, Paris, 1903, p. 204 et s.) On sait que le nouveau Code allemand a établi comme régime légal non pas la communauté proprement dite, mais l'union des biens qui s'en rapproche beaucoup : les époux conservent leur patrimoine séparé, mais l'administration et la jouissance des biens de la femme reviennent de droit au mari ; toutefois celui-ci ne peut toucher ni aux meubles ni aux immeubles de sa femme sans le consentement de celle-ci (art. 1363 et s.).

L'origine historique des biens réservés est un usage fort ancien et presque universel : celui des présents offerts à la femme au moment du mariage et affectés exclusivement à son usage personnel. C'était l'ancien « Morgengab » germanique. Tout ce qui était à l'usage propre de la femme devait, d'après les anciennes coutumes, lui être laissé en propre. Mais, en présence de cette propriété gardée par la femme pour les objets qui lui étaient personnels, quelle allait être sa fonction juridique exacte, sous un régime attribuant, comme le régime allemand, au mari l'administration de tous les biens personnels de la femme, même de ceux qui étaient restés en son pouvoir ? Ce qui semblait certain, c'est qu'on était nécessairement conduit à écarter le droit de jouissance du mari sur les biens de cette nature, laissés à l'usage de la femme. Seulement fallait-il aller jusqu'à supprimer également les pouvoirs d'administration du mari sur les biens de cette catégorie, et accepter que le mari devrait respecter ces biens-là, à la différence des autres objets mobiliers appartenant à sa femme ? En droit français, il y a un texte, l'article 1492, qui déclare que, en cas de renonciation à la communauté, la femme aura le droit de reprendre intégralement les objets affectés à son usage, malgré la règle décidant que tous les meubles font partie de la communauté. Le Code civil allemand a singulièrement développé les conséquences

de cette idée première ; il applique d'abord aux instruments de travail la disposition édictée par les législations antérieures seulement à l'égard des bijoux et des parures ; ils resteront en toute hypothèse à l'épouse. Puis apparaît une catégorie toute nouvelle de biens réservés, ceux qui proviennent des gains industriels de la femme. C'est à cet égard surtout que l'idée a été accentuée sous l'empire d'urgentes nécessités sociales : on est parti de cette idée que, si la femme doit pouvoir garder à sa disposition exclusive les objets nécessaires à son habillement et à son entretien personnel, il est logique également qu'elle soit admise à soustraire à la jouissance et à la disposition du mari les résultats de ses facultés actives, souverainement personnelles et inaliénables. C'est qu'en effet il n'est pas dans l'ordre économique ni dans les habitudes normales de la famille que la femme doive travailler pour gagner la vie du ménage. Cette fonction appartient essentiellement au domaine de l'homme : « Je ne mets pas sur le même pied le rôle du mari et celui de la femme dans le ménage... déclare M. Saleilles, et je crains qu'en les mettant sur le même pied vous ne compromettiez, sans le vouloir, les idées qui président à l'union conjugale. Je considère, quant à moi, que l'homme (c'est sa mission et aussi son honneur), doit gagner la vie pour tous ; c'est lui qui, dans le ménage, a une fonction de travail et de labeur. Ce

qu'il gagne, il le gagne pour deux... Mais il faut, au contraire, qu'il soit parfaitement entendu que le travail de la femme mariée, en dehors des attributions ménagères, est et doit être exceptionnel ; il ne s'imposera que là où les ressources du mari sont insuffisantes pour l'entretien du ménage et des enfants.» (Saleilles. *Bull. de la Soc. d'Et. lég.*, 1902, p. 144.)

Le rôle de la femme est donc de rester au foyer et d'y accomplir ses devoirs d'épouse, de mère, de ménagère. Mais cette fonction domestique de la femme peut être singulièrement entravée par les dures nécessités de la vie moderne. Le gain du mari ne suffit pas à faire face aux charges de l'union conjugale ; ou encore, là où cet argent devrait suffire, l'homme mésuse de ce qu'il gagne, et, au lieu de le consacrer tout entier à l'exécution de ses devoirs familiaux, il en détourne une notable fraction, pour couvrir ses dépenses de cabaret ou pour entretenir une concubine. En conséquence, pour alimenter le ménage, les ressources procurées par la femme apparaissent comme indispensables. C'est là un problème qui se pose dans les milieux ouvriers de tous les pays.

Le législateur allemand avait à choisir entre deux principes : ou bien laisser ces gains supplémentaires entre les mains du mari, ou, au contraire, les réserver à la femme. En se conformant au premier prin-

cipe, il aurait suivi la logique séculaire de la vieille tradition familiale et maritale. Mais, en déniaut au mari le pouvoir d'ordonnateur suprême de toutes les dépenses le droit allemand pouvait invoquer aussi une ancienne coutume nationale, dont la persistance permettait de contester la légitimité des pouvoirs de l'homme sur les gains de la femme : il s'agissait des droits appartenant à l'épouse depuis le Miroir de Saxe, en vertu de son rôle domestique. Il y avait des siècles que la femme était considérée comme exerçant un pouvoir propre à l'intérieur de la maison conjugale : celui d'effectuer les dépenses nécessaires à la vie courante, indispensables à la tenue du ménage. Ce n'était nullement un mandat tacite, mais bien un droit indépendant, exercé par la femme en sa qualité de maîtresse de maison, et qui lui conférait la faculté d'engager directement le mari à raison des dettes contractées dans l'intérêt commun. (Cf. Gény, *loc. cit.*, p. 310, *in fine*.) En conséquence, s'il était accepté par les mœurs allemandes que la femme eût ainsi un rôle distinct, propre et indépendant en tant qu'ordonnateur des dépenses, on devait arriver facilement à une réforme élargissant les pouvoirs de la femme, et admettre que, si par son travail, elle se procurait des ressources personnelles, celles-ci ne pouvaient pas être détournées des charges auxquelles elles correspondaient. Le législateur allemand a compris que les ressources créées par le

travail personnel de l'épouse doivent lui demeurer propres en vue de l'exercice de sa triple fonction de ménagère, d'épouse et de mère. Ce n'est pas seulement au point de vue de la dépense, c'est encore en tant qu'agent et instrument d'acquisition que la femme doit être indépendante du mari.

Ainsi se trouve consacré le caractère de moralité très élevé que revêt le travail industriel de la mère et de l'épouse. Si le gain de la femme représentait un salaire normal et habituel, s'il correspondait à une coutume pratiquée par tous les ménages, il serait naturel d'en laisser la disposition au chef de la famille. Mais il apparaît, au contraire, dans les classes laborieuses comme une exception, comme une ressource supplémentaire. Dès lors, il est légitime que la femme demeure maîtresse de disposer du peu qu'elle a gagné. Si l'on accordait au mari le droit de mettre la main sur les salaires, il y aurait à redouter qu'il n'exploite le travail de la femme au delà des nécessités urgentes, qu'il ne l'oblige à peiner au service d'autrui, alors même que ce labeur complémentaire ne serait justifié par aucun besoin immédiat. Au contraire, dans une législation attribuant à la femme la maîtrise des produits de son activité, le mari sera moins porté à exercer sur elle une pression abusive ; tel est le motif pour lequel le Code civil allemand a admis l'institution des biens réservés.

Seulement, étant donné qu'il s'agit de ressources

en numéraire, la notion de biens réservés acquiert une signification précise. Pour les effets personnels à l'usage de la femme, il suffisait à la rigueur que la réserve correspondit seulement à la jouissance, et il n'était pas indispensable d'apporter des entraves au droit de gestion du mari. Mais, en ce qui concerne l'argent, l'usage consiste à en disposer ; il était donc nécessaire d'accorder à la femme la libre administration de son salaire. En définitive, l'idée d'une séparation de biens partielle allait apparaître dans le Code civil allemand.

C'est dans le paragraphe 1366 qu'il est traité d'une première catégorie de biens réservés : les effets personnels à la femme ; cette première classe comprend les instruments destinés au travail de l'épouse. Le texte du paragraphe 1366 dispose, à cet égard, que sont biens réservés les choses exclusivement destinées à l'usage personnel de la femme, notamment ses vêtements, parures et instruments de travail. Le texte donne ainsi un sens très large aux expressions « objets à l'usage personnel de la femme ». Il n'est pas nécessaire que la femme ait une profession ou un métier pour que les instruments de travail dont elle se sert soient compris au nombre des biens réservés mentionnés dans l'article 1366 ; c'est ainsi qu'un métier à broder, alors même que l'épouse ne serait pas brodeuse de profession, une machine à coudre pour confectionner des vêtements qui ne seraient

pas destinés au mari, mais à son usage exclusif, seraient des biens réservés puisqu'ils ne pourraient servir qu'à l'épouse elle-même.

Un deuxième groupe de biens réservés en vertu de la loi est formé par les gains et produits du travail de la femme (paragraphe 1397 : « Sont biens réservés tout ce que la femme acquiert par son travail ou par l'exercice d'une profession lucrative. ») Le législateur allemand a compris que les circonstances économiques et sociales commandent aujourd'hui cette solution. Mais, en proclamant le droit de la femme à garder pour elle ce qu'elle gagne, le Code civil allemand n'a nullement voulu réserver à la femme ses gains et salaires uniquement dans son intérêt personnel, pour qu'elle les emploie à la satisfaction de ses seuls besoins. Dans l'union conjugale, aucun des époux n'a le droit de travailler pour lui tout seul ; chacun doit développer son activité dans l'intérêt du ménage ; donc les gains de la femme ne peuvent recevoir qu'une destination familiale, comme ceux du mari lui-même. Seulement, qui va être juge de cette destination collective des salaires de la femme ; qui va apprécier l'emploi qu'il convient d'en faire ? En ce qui concerne les ressources provenant ainsi du labeur propre de l'épouse, il a paru véritablement injuste que cet emploi fût décidé, non par la femme qui a gagné l'argent, mais par le mari qui a été complètement étranger à l'acquisition. La

libre initiative de la femme, la fonction qui lui est dévolue d'apprécier l'emploi familial des ressources qu'elle a procurées au ménage, s'explique par le rôle indépendant qu'elle tient comme ordonnatrice des dépenses de la maison.

En définitive, le système qui a prévalu dans le Code civil allemand, relativement aux gains et salaires de la femme, avait déjà des précédents dans certaines législations germaniques, fondées aussi sur le principe de communauté d'administration. D'après les conceptions initiales et primordiales du régime de communauté et d'administration, les gains de la femme auraient dû, non seulement tomber sous la gestion du mari, mais, de plus, devenir son exclusive propriété. En effet, d'après les règles qui gouvernent le régime de communauté et d'administration, tout ce qui constitue un produit, c'est-à-dire les revenus et non les capitaux, doit alimenter la caisse commune du ménage, et, du même coup, appartenir au mari, chef de l'union conjugale. Or, les gains que la femme retire de son activité, étant compris dans les revenus, devraient tomber dans la communauté.

Mais déjà le Code civil saxon (par. 1368) avait franchi une première étape vers la solution définitive, et apporté une dérogation initiale à ces principes rigoureux : il décidait que tout ce que la femme gagne en louant ses services lui appartient et ne

devient pas la propriété du mari. Toutefois la jouissance et l'administration du mari s'y étendent, de sorte que celui-ci a le droit de s'en emparer pour en disposer à son gré. sauf à restituer à l'épouse, lors de la dissolution du mariage, la valeur en capital des gains et salaires qui auront été dépensés.

Mais le Code civil allemand est allé plus loin dans la voie des réformes ; il a non seulement consacré la propriété de la femme sur les biens, il les a, en outre, affranchis de la jouissance et de l'administration du mari. Quant aux détails d'application, le paragraphe 1397 distingue deux causes, différentes en apparence, de biens réservés, provenant des produits du travail de la femme : la première catégorie serait formée de tout ce que la femme acquiert par son industrie ; la deuxième comprendrait tout ce qu'elle gagne par l'exercice indépendant d'une profession lucrative. Ce sont, en réalité, deux conséquences de l'activité de la femme.

Relativement aux gains du travail, on entend par *travail* l'emploi pur et simple des facultés productrices de l'épouse, sans qu'il s'agisse nécessairement d'une entreprise indépendante qu'elle dirigerait elle-même. Le législateur a ainsi visé le cas de la femme employée, domestique, ouvrière. Mais le Code ne concerne pas seulement le travail de nature industrielle ; le paragraphe 1367 s'applique aux femmes de toutes les classes de métiers, aux travailleuses de

toutes catégories exerçant une profession manuelle ou intellectuelle : la femme qui est employée dans une administration (postes, etc.), celle qui est comptable ou artiste devient propriétaire de biens réservés à raison de sa profession.

A ce principe, une exception est apportée par le paragraphe 1356 : Cette dérogation vise les travaux d'intérieur, dont la femme a la direction. Quels sont exactement les droits et les obligations de l'épouse par rapport à ces travaux domestiques, et quant au pouvoir de gestion ? Le paragraphe 1356 déclare que c'est à la fois un droit et une obligation pour la femme d'en assurer la charge et la direction, toute négligence à cet égard constituerait un manquement à ses devoirs d'épouse et de mère les plus élémentaires. Le paragraphe 1356 contient à ce sujet une disposition formelle. Si elle se dérobe à ses fonctions, elle contrevient ainsi à la mission qui lui incombe dans la famille ; mais, si la femme est astreinte à des obligations, elle a aussi des droits et le mari ne pourrait pas, sans commettre un abus de pouvoir, se substituer à l'épouse dans le gouvernement domestique.

En second lieu, est bien réservé tout ce que la femme acquiert par l'exercice indépendant d'une profession lucrative. A cet égard, il est difficile de laisser de côté la question des rapports personnels entre époux : dans quelle mesure la femme peut-

elle exercer une profession indépendante sans l'autorisation maritale ? Par un contraste frappant avec le droit français, la femme allemande échappe à l'autorisation maritale pour l'exercice d'une profession personnelle quelconque ; elle n'en a pas besoin même pour exploiter un commerce, attendu que le Code civil allemand a supprimé le principe de l'incapacité générale de la femme mariée ; il ne rappelle même pas le devoir d'obéissance de la femme au mari. Il se contente de poser en principe l'obligation à la vie commune et de déclarer que le mari a la prépondérance dans l'examen de toutes les difficultés qui surgissent chaque jour dans le ménage (paragraphe 1354). Comme conséquence de ce principe, la femme, tenue de diriger les dépenses de la communauté, n'a pas le droit de se désintéresser de cette fonction intérieure. Dès lors, une remarque s'impose au sujet de l'exercice par la femme d'une profession indépendante : s'il devait en résulter que l'épouse fût enlevée à sa mission domestique, elle ne pourrait ainsi négliger la direction pécuniaire de l'association conjugale, sans se munir de l'assentiment du mari ; sinon, elle violerait ouvertement ses devoirs d'épouse. En cas de conflit, il appartiendra au tribunal de tutelle de statuer, en considérant, non plus comme en France le défaut d'autorisation maritale, mais cette seule circonstance que le travail extérieur de l'épouse peut n'être pas indispensable

pour assurer la subsistance du ménage ; et s'il résulte de son enquête que la femme néglige ses occupations propres de femme mariée, il lui refusera l'autorisation d'entreprendre une industrie séparée.

Cette situation juridique, régie par des principes fort clairs, est encore simplifiée dans un cas particulier : lorsque la femme, au lieu de monter un commerce ou une industrie indépendante, contracte seulement avec un tiers un engagement qui l'oblige à des prestations personnelles, en qualité d'actrice, d'employée, de domestique, etc., comme ces occupations peuvent la détourner encore de son rôle de ménagère, le paragraphe 1358 permet au mari, avec l'autorisation du tribunal des tutelles, de rompre l'engagement dont il s'agit.

Mais, en supposant désormais réglée la question des rapports personnels entre époux, les gains provenant de l'exercice d'une profession lucrative par la femme vont appartenir irrévocablement à celle-ci (par. 1367).

Telle est cette institution allemande des biens réservés, « qui semble répondre à la pensée de soustraire, dans la plus large mesure possible, à l'influence normale du mariage sur les patrimoines des époux une partie plus ou moins considérable des biens de ceux-ci, qui se trouvera ainsi réservée à la jouissance et à l'administration exclusive de son propriétaire, autant du moins que le comportent ou

l'admettent les exigences supérieures de l'association conjugale » (Gény, *loc. cit.*, p. 156). La femme acquiert donc le moyen d'améliorer notablement dans le sens de l'indépendance et au profit de la famille sa situation patrimoniale et son individualité.

L'avant-projet du Code civil suisse de 1900, qui a été voté comme Code civil le 10 décembre 1907, est plus libéral encore. Il admet les biens réservés sous la forme d'une institution générale qui domine tous les régimes matrimoniaux et sauvegarde pleinement tous les intérêts de la femme. (*Exposé des motifs de l'avant-projet par M. le professeur Huber*, t. I, p. 147 et 151). D'après l'article 190, la femme a le droit, quel que soit le régime matrimonial, d'exercer une profession ou une industrie, pourvu qu'il n'en résulte ni préjudice ni péril pour la prospérité commune. Lorsque le mari en fait défense à la femme, le juge peut, à la requête de celle-ci, ordonner la mainlevée de cette défense, si elle ne lui paraît pas évidemment justifiée.

A l'imitation du Code civil allemand, l'article 213 indique comme biens réservés, pour l'un et pour l'autre des époux, les effets personnels et les instruments de travail à l'usage exclusif de chacun. Le même texte prévoit l'une des catégories les plus importantes de biens réservés : les produits de l'activité indépendante de l'épouse. La femme mariée a sous tous

les régimes, le droit d'exercer une profession ou une industrie sous la réserve des intérêts communs qu'il appartient au mari d'apprécier, avec le contrôle et la garantie du juge (art. 190). Ainsi se trouve assuré le moyen pour la femme de pourvoir aux intérêts du ménage, lorsque le mari gaspille son salaire hebdomadaire au lieu de l'employer aux besoins de la famille. De plus, la condition des biens réservés équivaut à une sorte de séparation partielle, qui se superpose au régime matrimonial adopté par les époux et se combine avec lui (art. 214, 265, 270 et 274). Sur ces biens, la femme doit satisfaire aux charges d'entretien des époux et des enfants (art. 273, al. 3). C'est toujours l'application de l'idée que l'entreprise d'une industrie séparée ne doit pas correspondre à un sentiment égoïste chez la femme, mais seulement permettre à celle-ci de remédier à l'insuffisance des ressources que le mari apporte au ménage.

Ainsi se trouvent augmentés, dans presque tous les pays, les droits des femmes mariées, la plupart des législateurs modernes ayant compris que l'élargissement des pouvoirs de l'épouse était indispensable au maintien et au développement du bien-être dans la famille.

Troisième Partie

LA RÉFORME OPÉRÉE EN FRANCE PAR LA LOI
DU 13 JUILLET 1907

CHAPITRE PREMIER

Historique de la loi. — Analyse
des travaux préparatoires

Les lois françaises que nous allons analyser ne posent aucune règle générale quant aux salaires ; les principes qu'elles tracent sont indépendants de la provenance de l'argent, de l'origine des deniers ; peu importe qu'il s'agisse d'économies réalisées sur les produits du travail du mari ou sur la fortune de la femme. Aucun texte particulièrement favorable ne

concerne l'hypothèse où les gains proviennent de l'activité propre de la femme. Cependant, il demeure indiscutable que rien n'est plus personnel que l'argent amassé par une personne grâce à la mise en valeur de sa seule activité ; de plus, il n'y a pas de stimulant plus puissant pour encourager un individu dans son labeur que de lui laisser les pouvoirs les plus larges sur les produits de son travail.

Les textes concernant les caisses d'épargne étaient manifestement insuffisants, car les placements déposés dans ces caisses ne peuvent dépasser 1.500 fr. ; au-dessus de cette somme, la femme ne peut réaliser une épargne que par voie d'acquisition de rentes sur l'Etat, et par suite l'épouse ne possède plus la même autonomie dans la gestion de ses gains et salaires. Aussi les revendications féministes n'ont pas tardé à proposer une mesure d'un caractère plus radical ; il s'agirait d'une séparation de biens générale, portant soit sur le capital, soit même sur les revenus, sauf une contribution de l'épouse aux charges du ménage. (Cf. le compte rendu des congrès de la condition et des droits des femmes, 1900, p. 374-381. Louis Bridel, *Le droit des femmes et le mariage*, p. 74-82.)

Mais un projet de cette nature est loin d'être très favorable à la femme : avec un régime de séparation de biens, les salaires du mari lui demeurent propres, sauf, bien entendu, son obligation de contribuer aux

charges du ménage ; la femme n'aurait plus dès lors qu'une situation pécuniaire inférieure, car les gains du mari sont généralement plus considérables que ceux de la femme, et le droit pour chacun de conserver par devers lui son salaire serait contraire au but même que poursuit le mariage. M. Turgeon a dit avec raison : « Moi aussi, tout d'abord poussé par le désir d'émanciper largement la femme mariée, j'étais allé tout droit à la séparation de biens ; puis, à la réflexion, frappé de l'affaiblissement des sentiments communs qui en résultent, considérant que l'indépendance pécuniaire des époux risque de diminuer gravement la cohésion du mariage, je suis revenu à notre vieille communauté, et je m'y tiens. C'est lorsqu'on touche à l'organisation de la famille qu'il importe surtout d'innover avec prudence. » (Communication à la Soc. d'Et. lég., *Bul.* de cette Soc., 1902, p. 72.) Seulement des propositions plus modérées, tout en maintenant la communauté comme notre régime national, érigent les gains de la femme en une catégorie spéciale de biens communs, qui, loin d'être placés sous les pouvoirs absolus du mari, seront administrés librement par l'épouse. Au point de vue rationnel, on peut rattacher l'ensemble de ces projets à trois ordres de systèmes législatifs :

1° On a demandé la possibilité d'une séparation de biens judiciaire et partielle, applicable seulement au salaire de la femme, et rendue plus facile par la

réduction des frais. « Il importe, déclarait M. Glasson (*Le C. civ. et la question ouvrière*, séance et travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques, 1886, p. 43 et suiv. du tirage à part), d'établir au profit de l'ouvrière une justice rapide et une procédure simple qui lui permettrait, ou bien de pratiquer entre les mains du patron une sorte de saisie-arrêt sur une partie des salaires du mari, ou tout au moins de conserver pour elle-même, dans certaines circonstances, l'intégralité des produits de son travail. » M. Glasson tira par la suite, de son mémoire, un projet de loi, avec la collaboration de M. Jalabert (*Comptes rendus de la Ligue française pour le relèvement de la moralité publique*, volume de 1887, p. 62 et suiv.), la femme acquiert le droit de toucher elle-même les produits de son travail et d'en disposer librement. Ce droit pourra être concédé à la femme par le juge de paix.

Les idées de MM. Glasson et Jalabert furent transformées en une proposition, déposée à la Chambre en 1890 par MM. Louis Jourdan, Dupuy-Dutemps et Montant (*J. off.*, 1890, Chambre. Doc. Parl., Annexe, n° 862, p. 1626). Toutefois cette proposition différait de celle de MM. Glasson et Jalabert, en ce qu'elle permettait à la femme victime des abus du mari d'obtenir de la justice non plus une séparation de biens partielle, mais simplement le droit de jouir, d'administrer et de disposer librement des produits

de son travail, sans les faire sortir de la communauté. Mais ce système n'échappait pas à la critique : il constituait un remède dont les classes pauvres pouvaient difficilement user : la femme hésitera ordinairement à saisir le juge de paix de ses querelles de ménage ; elle redoutera, d'ailleurs, d'échouer dans ses démarches ; elle souffrira ainsi longtemps des dissipations commises par le mari. Enfin, dans les milieux ouvriers, la perspective de représailles possibles de la part d'un mari se refusant à verser désormais ses gains dans la caisse commune, ou même menaçant l'épouse de la maltraiter, sera toujours de nature à empêcher la femme de solliciter l'intervention de la justice.

Un second système, un peu plus hardi, a été proposé : il s'agit de la stipulation, par la femme, d'une séparation de biens partielle, au moment même du mariage, non pas dans un contrat de mariage (lequel est inaccessible aux classes peu aisées, en raison des frais), mais dans l'acte même du mariage, à la mairie. L'officier de l'Etat civil devrait demander à la future épouse si elle entend conserver en propre l'administration et la disposition de ses salaires. Ce système présente donc les caractères d'une garantie préventive, de nature à empêcher le mal avant qu'il ne se produise (Cf. le Projet de M. Cauwès, *Bull. de la Soc. d'ét. lég.*, 1902, p. 203 et s., et Cauwès, *De*

la protection des intérêts économiques de la femme mariée, 1894, pp. 17 et 18.)

C'était un progrès par rapport aux tentatives précédentes ; mais un inconvénient demeurerait toujours possible : la crainte de représailles de la part du mari, qui pourrait se refuser à verser ses propres salaires dans la Caisse de la communauté ; sans compter les mauvais traitements. Pour ces motifs, il était vraisemblable que la future épouse n'oserait pas recourir à de semblables réserves au moment de l'acte de mariage. D'ailleurs, les époux n'y pensent guère à ce moment : une confiance réciproque règne entre les deux familles et personne ne songe à prévoir les conséquences possibles des vices ou de l'impéritie du mari. Au surplus, une semblable précaution présenterait les caractères d'une véritable injure commise à l'égard du mari, avec ce caractère aggravant qu'elle serait rendue publique par l'acte de mariage, à la différence du contrat qui demeure secret. Un ferment de discorde se manifesterait donc dès le jour de l'union conjugale. Enfin, une stipulation de ce genre ne peut être prévue que par les ménages d'aisance, où l'on tient compte des salaires de la femme pour compléter ceux du mari et satisfaire aux charges du ménage. Mais jamais une pareille précaution ne serait prise par les personnes qui, possédant une certaine fortune au jour de leur union, sont victimes, par la suite, d'un mauvais sort, qui oblige la femme à chercher un emploi.

Aussi un troisième système paraît préférable aux deux précédents : il consiste à accorder à la femme un pouvoir légal sur ses gains, de plein droit, sans aucune nécessité, ni d'une autorisation judiciaire, ni d'une déclaration concommittante à la célébration du mariage. Sous un pareil régime, le mari ne saurait être froissé, puisque c'est par l'effet de la loi et non à la requête de la femme qu'il subit cette règle ; puis l'institution profite éventuellement à tous les ménages, à ceux qui n'ont jamais connu l'aisance, comme aux unions qui ont été frappées par des malheurs imprévus au cours de l'existence. Tel est le système dont l'Avant-Courrière avait, dès 1893, chargé M^{lle} Jeanne Chauvin d'établir les grandes lignes. La principale innovation de ce projet consistait à ajouter à l'article 217 un paragraphe 2, inspiré de la loi danoise de 1880, et portant que « la femme mariée a seule le droit, et sans l'autorisation du mari ni de la justice, de toucher le produit de son travail ou de son industrie personnelle, et d'en disposer à titre gratuit et onéreux, lorsque cette industrie n'est pas alimentée ou entretenue en majeure partie des deniers du mari ou de la communauté ». L'opinion publique se montra très favorable à cette réforme, dont l'idée fut reproduite dans la proposition déposée sur le bureau de la Chambre des députés le 9 juillet 1894, (*J. off.*, Chambre. Annexe n° 821) par M. Goirand (alors député et aujourd'hui sénateur).

Nous entrons dès lors dans le domaine des travaux législatifs, qui ont conduit à la promulgation de la loi du 13 juillet 1907 ; nous allons en présenter un rapide historique.

Dans l'exposé des motifs, M. Goirand déclarait « que la réforme devait nécessairement se borner à limiter les droits d'administration du mari, et conférer à la femme sur le produit de son travail les mêmes droits d'administration qu'exerce le mari sur tous les autres biens de la communauté » (p. 5). La proposition se terminait par un article ainsi conçu : « Quel que soit le régime adopté par les époux, la femme a le droit de recevoir, sans le concours de son mari, les sommes provenant de son travail personnel et d'en disposer librement. Les pouvoirs ainsi conférés à la femme ne feront point échec aux droits des tiers contre les biens de la communauté ». Les journaux de toute opinion appuyèrent chaleureusement la proposition Goirand (articles du *Temps* du 21 nov. 1895. « Les femmes » de *l'Eclair* du 21 nov. 1895, « Salaire féminin » du *Figaro* du 25 nov. 1895, « Réforme pratique » de *l'Univers* du 21 déc. 1896, « Une réforme féministe »).

Un rapport sommaire, concluant à la prise en considération, fut rédigé par M. Goujon (Chambre, Annexe à la séance du 20 déc. 1894, n° 1894, p. 2233). Cette proposition fut renvoyée à la Commission qui était chargée d'examiner la proposition Jourdan,

dont l'objet était similaire ; on résolut de combiner les deux textes en un seul, et M. Goirand fut chargé de rédiger sur l'ensemble un rapport, qu'il présenta à la Séance du 14 novembre 1895.

Le nouveau texte reproduisait d'abord l'article unique de la proposition Goirand, tout en spécifiant qu'il n'était pas applicable aux gains résultant du travail commun des époux. De plus, la simple consécration du droit, pour la femme, de disposer du fruit de son travail, semblait constituer une mesure insuffisante. Aussi la femme pouvait-elle être autorisée par la justice, mais seulement au cas d'abandon du domicile conjugal par le mari, à faire saisir le salaire de celui-ci. Le mari obtenait le droit réciproque de saisir les salaires de la femme, en vertu d'une autorisation de justice ; mais son droit était subordonné à l'existence d'enfant. M. Goirand déclare à cet égard, dans son Rapport. (*J. Off. Chambre*, Annexe à la séance du 14 nov. 1895, n° 1609, p. 1473), que « s'il n'y a pas d'enfant, il semble contraire à la dignité de l'homme de réclamer à son profit une part quelconque des salaires que la femme gagne par son travail ». La procédure organisée a un caractère sommaire et suit son cours devant la justice de paix.

Après avoir subi quelques modifications, les deux propositions Jourdan-Goirand furent adoptées par la Chambre sans discussion, après déclaration d'ur-

gence (*J. Off. Chambre*, séance du 27 fév. 1896, p. 313).

La proposition fut renvoyée devant le Sénat le 2 mars suivant (*J. off. Sénat, Déb. Parl.*; 3 mars 1896, p. 185). Elle fut soumise à l'examen d'une Commission sénatoriale, qui étudiait en même temps une proposition de MM. Georges Martin et Schœlcher, relative aux droits civils des femmes, cette commission était présidée par M. Trarieux, avec M. Jules Cazot comme rapporteur. Devant le Sénat, la proposition sommeille pendant dix ans; on ne peut manquer d'être étonné, quand on compare la date du renvoi de la proposition au Sénat (2 mars 1896), et le premier travail émanant de la Haute Assemblée sur la question, savoir le rapport de M. Gourju (*J. off. Sénat*, annexe à la séance du 26 juin 1906, n° 304). Après un si long intervalle, il ne faut pas être surpris du préambule dans lequel M. Gourju constate que la proposition n'a pas la prétention d'être nouvelle.

M. Gourju déclare « que le moment est venu de faire pénétrer plus de justice dans les relations pécuniaires de l'association conjugale, et d'y donner à la femme mariée, sur les profits dont son travail est la source pour le ménage, un pouvoir d'administration, même un droit de disposition, que la dureté des lois civiles lui a refusé jusqu'à ce jour, mais qu'une équité de plus en plus flagrante exige impérieuse-

ment pour elle ». Il ajoute que « les représentants du sexe masculin ont le sincère désir d'assimiler de plus en plus les deux sexes l'un à l'autre, dans tout ce qui est du domaine de l'équité et du droit, dans tout ce qui n'est pas en contradiction avec la destinée physiologique comme avec les ressources naturelles de chacun d'eux. » (P. 2 de son rapport.) Il rappelle que, dans le total de 6.382.658 travailleuses, patronnes, employées ou ouvrières, etc., les femmes mariées entrent pour plus d'un tiers. On est donc en face d'une situation nouvelle, due au mouvement industriel et économique du xix^e siècle, et que le Code ne pouvait pas prévoir. Or, les femmes qui n'ont d'autre ressource que leur travail se marient quatre-vingt quinze-fois sur cent sans contrat. M. Gourju reconnaît qu'il faut assurer à la femme une protection efficace par une réforme indépendante du régime légal, qui doit s'étendre, en principe, à tous les régimes, à ceux du moins d'après lesquels le droit de la femme sur ses gains serait inférieur à celui que lui accorderait la réforme. Il serait peu conforme à l'esprit français de substituer au régime légal de communauté une séparation de biens totale ou partielle; donc, la communauté doit persister, mais il n'est pas contraire à son essence qu'elle ait deux administrateurs et que, pour certains biens, ce ne soit plus le mari mais la femme qui en ait l'administration et même la disposition. Aussi le meilleur système est

celui qui consiste, tout en maintenant la communauté, à assurer à la femme l'administration et la jouissance de ses salaires.

L'idée essentielle de la réforme, c'est qu'il faut reconnaître à la femme, en vertu de la loi et non en vertu d'un mandat du mari, un droit propre sur ses salaires (Rapport de M. Gourju, p. 11 et 12); et l'honorable sénateur a résumé la réforme dans la formule générale suivante : « Les produits du travail et de l'industrie personnelle de la femme suivront, en ce qui concerne la propriété, les règles ordinaires du régime sous lequel les époux sont mariés, c'est-à-dire qu'ils seront communs sous le régime légal et les différents régimes de communauté, et qu'ils seront propres à la femme sous les autres régimes ; mais, dans tous les cas, sous tous les régimes et à moins de stipulation contraire du contrat de mariage, la femme aura sur les fruits de son travail un pouvoir propre et irrévocable d'administration, de jouissance et de libre disposition (*Ibid.*, p. 18).

Il a été spécifié que la réforme devait être aussi large que possible ; au triple point de vue des personnes à protéger, des biens à comprendre dans le pécule réservé, et des droits à conférer aux personnes garanties par ce pécule. Donc, dans la pensée du rapporteur, la loi doit s'appliquer sans distinction à toutes les femmes qui travaillent, ouvrières, employées et même à celles qui exercent une indus-

trie ou un commerce. Quant au pécule réservé, il comprendra non seulement les produits immédiats ou directs du travail de la femme mariée, mais encore les économies réalisées, les placements effectués, les biens mobiliers et immobiliers acquis par elle sur les produits de son travail. Enfin, en principe, il faut reconnaître à la femme sur ses salaires des droits égaux, mais non supérieurs à ceux du mari sur les siens : la femme aura donc la faculté propre de recevoir librement ses salaires et ensuite un pouvoir très étendu d'administration, de jouissance et de disposition. Les dispositions à titre gratuit exigent toutefois le concours du mari, mais la femme peut s'engager personnellement et obliger ainsi les biens du pécule réservé. La femme acquiert le droit d'ester en justice librement à l'occasion du pécule réservé. Pour éviter que l'épouse n'abuse de son droit, chacun des conjoints obtient, en cas d'abus et de dissipation par l'autre, l'autorisation de saisir-arrêter, et de toucher sur les gains et émoluments de l'autre époux, une part proportionnelle à ses besoins, à ceux du ménage et des enfants.

Le rapporteur prévoit la question où des difficultés surgiraient sur le point de savoir si tel bien déterminé est ou non un bien réservé. Comme il s'agit d'une dérogation au principe général d'après lequel le mari demeure l'administrateur de la communauté, la femme doit établir que tel ou tel bien

contesté fait partie de son pécule ; tous les moyens lui sont ouverts dans ce but, sauf toutefois la commune renommée. Enfin, à la dissolution de la communauté, les biens soustraits au mari pendant le cours de l'union conjugale conservent leur qualité de valeur commune et entrent par suite dans la composition de la masse partageable ; mais, par exception à la règle d'après laquelle la femme renonçante à la communauté est déchue de tout droit sur cette communauté, elle obtient ici la faculté de conserver son pécule, nonobstant la renonciation.

La proposition de loi étudiée par M. Gourju fit au Sénat l'objet d'un second rapport rédigé par M. Guillier (*J. off.*, annexe à la séance du Sénat du 20 mars 1907, n° 77). Aux termes de ce document, la nécessité du travail s'impose de plus en plus ; partout la femme cherche à étendre son activité au delà de ses occupations domestiques ; elle occupe aujourd'hui des emplois exclusivement réservés aux hommes ; le nombre des femmes qui touchent un salaire atteint près de la moitié des travailleurs du sexe masculin. Depuis les professions libérales les plus élevées jusqu'aux plus humbles métiers manuels, dans tous les milieux sociaux, on trouve des femmes cherchant à amasser quelque argent ; pour les unes, c'est un moyen de profiter des connaissances acquises au cours d'une éducation complète ; pour la plupart, il s'agit d'échapper à la misère et à la nécessité.

Mais, quel que soit le motif qui porte la femme à se soumettre à l'impérieuse loi du travail, il est de toute justice que ses efforts ne soient pas paralysés par les goûts de dissipation ou d'oisiveté du mari, et que l'argent indispensable à l'entretien des enfants et à la tenue de la maison ne soit pas vainement dissipé. Donc, on ne saurait accorder trop d'importance à l'idée d'après laquelle la femme doit posséder de plein droit la liberté de son salaire. (Rapport de M. Guillier, p. 8 et suiv.) Toutefois les époux conservent la faculté d'y déroger par contrat de mariage. M. Guillier entend, comme M. Gourju, que la loi protégera toutes les femmes laborieuses, ouvrières, employées, professeurs, artistes, écrivains, fonctionnaires ou commerçantes qui exercent une profession ou se livrent à un travail séparé de celui de leur mari. Aucune exception ne doit exclure la femme commerçante du bénéfice de la réforme, en raison des efforts personnels et du risque inhérent à l'exercice de cette profession ; donc, les gains réalisés dans l'exploitation d'une usine ou d'un fonds de commerce sont au premier chef des produits d'un travail personnel qu'on ne saurait refuser à la femme de percevoir. Contrairement au texte de 1896, la loi doit défendre non seulement les gains immédiats et directs, mais encore les économies réalisées par la femme et qui constituent les ressources de l'avenir.

Sur son pécule, l'épouse acquiert les mêmes droits

d'administration que l'article 1149 donne à la femme séparée de biens. De là l'impossibilité, pour la femme mariée, de faire emploi de son pécule en valeurs mobilières ou immobilières sans distinguer entre les opérations à terme et celles faites au comptant. Comme dans l'opinion de M. Gourju, M. Guillier estime qu'il n'est pas nécessaire d'accorder à la femme le droit de disposer à titre gratuit sans le concours du mari, le pouvoir d'aliéner les biens du pécule à titre onéreux est suffisant. La création du pécule ne constitue pas un privilège pour la femme ; il reste un bien compris dans la masse commune, avec cette particularité toutefois que la communauté est administrée par deux personnes. La prérogative pour la femme de conserver ses droits sur le pécule, même en cas de renonciation à la communauté, est conservée. Donc, le produit du travail personnel est assimilé à un apport de la femme (art. 1514) ; c'est là une disposition qui ne saurait être critiquée, car rien n'est plus juste que de protéger aussi énergiquement qu'une dot l'aptitude au travail, quand elle représente le seul capital de la femme.

Les biens ainsi constitués peuvent être saisis par les créanciers de la femme ; les créanciers du mari n'ont cette faculté qu'à la charge par eux d'établir que leur créance a pour cause les besoins du ménage. En cas de conflit, c'est à la femme qu'il appartiendra de justifier de l'origine du bien dont elle allègue

la réserve. En d'autres termes, il lui faut établir qu'elle exerce une profession, et que c'est bien avec les ressources de cette profession qu'a été acquise la valeur revendiquée par elle ; elle peut rapporter cette preuve même par témoins, mais, comme M. Gourju, M. Guillier estime que la commune renommée est trop dangereuse pour être admissible (p. 15 de son Rapport.)

En cas d'abus, le mari peut provoquer le retrait, en tout ou en partie, par le tribunal statuant en Chambre du Conseil, des pouvoirs spéciaux conférés à la femme. La Commission sénatoriale ne distingue d'ailleurs nullement entre les deux époux : elle accorde à chacun d'eux le droit de saisir-arrêter les salaires de l'autre dès que celui-ci néglige de contribuer aux ressources du ménage, alors même qu'il n'y a pas d'enfants.

Enfin, pour faire respecter les droits qui vont être institués en sa faveur, la femme pourra toujours ester en justice sans autorisation.

En ce qui concerne la procédure, la Chambre avait décidé d'exempter des droits de timbre et d'enregistrement, les actes de procédure, les jugements et les significations nécessaires pour l'exécution de la loi. Mais le ministre des finances fit remarquer (Rapport de M. Guillier, p. 17) qu'une exemption complète d'impôts ne pouvait s'expliquer que si la réforme concernait seulement les ménages ouvriers. Or, par

suite de l'extension de la loi à tous les produits du travail, la dispense des droits serait susceptible de profiter à des personnes qui sont en état de supporter les charges de la procédure organisée pour la sauvegarde de leurs intérêts. Au vu de cette objection, la Commission sénatoriale décida qu'il y avait lieu de laisser les instances dont il s'agit sous l'empire du droit commun.

La proposition vint devant le Sénat, le 14 mai 1907 (*J. off.*, Sénat, 14 mai 1907, p. 620 et s.). M. Guillier, rapporteur, prit la parole pour démontrer l'importance de la proposition et l'urgence qu'il y avait à l'adopter. M. Louis Legrand fit accepter un amendement aux termes duquel, en cas d'urgence, le président du tribunal civil du domicile des époux, peut, par simple ordonnance sur requête, donner au mari l'autorisation de s'opposer aux actes que la femme se propose de passer avec un tiers. M. de Lamarzelle demanda s'il n'y aurait pas opportunité à définir les cas d'abus par la femme des pouvoirs qui lui sont conférés dans l'intérêt du ménage et qui peuvent en amener le retrait à la requête du mari. Le rapporteur pensait qu'il y avait là pour les juges une question d'appréciation, en raison de la difficulté qu'il y aurait à déterminer d'une manière précise les cas innombrables qui constituent des abus. Mais M. de Lamarzelle insista, alléguant que les maris

invoqueraient le motif d'abus par la femme comme un moyen de chantage (*J. off.*, *ibid.*, p. 625).

Le Sénat se rangea à cet avis, et M. Théodore Girard proposa les précisions suivantes du mot « abus », qui passèrent dans l'article 2 : il y a abus, par la femme, « notamment en cas de dissipation, d'imprudence ou de mauvaise gestion ». Le Sénat décida ensuite qu'il passerait à une deuxième délibération, laquelle eut lieu le 24 mai 1907 sans modification (*J. off.*, Sénat, 25 mai 1907, p. 660 et s.), autre qu'une addition apportée à l'article premier. La proposition votée par le Sénat le 14 mai 1907 admettait la possibilité par les époux d'insérer dans le contrat de mariage une stipulation permettant d'écarter l'application de la loi nouvelle. Mais un amendement fut déposé par M. Maurice Faure, en vue de supprimer les mots « sauf clause contraire portée au contrat de mariage » de l'article 1, et d'ajouter à ce texte un paragraphe ainsi conçu : « La femme ne peut renoncer par contrat de mariage aux droits qui lui sont conférés par le présent article ». M. Maurice Faure fit observer qu'il y avait des maris suspects à qui la loi indiquait fort obligeamment le moyen de rendre inutile la protection accordée à la femme. « En donnant à la femme qui se marie le droit absolu de renoncer au bénéfice de la loi relative à la protection de son salaire, par une simple stipulation inscrite au contrat de mariage, vous créez par là même, fort mal

à propos, au profit des époux mal intentionnés dont je viens de parler, en général plus avisés, mieux instruits des détours de la loi que leur conjoint, la possibilité de faire presque toujours accepter par une femme imprévoyante ou ignorante, parmi les diverses clauses de ce contrat, celle qui impliquera une renonciation expresse et perpétuelle à la libre disposition de son gain personnel et de ses économies. » (*J. off.*, *ibid.*, p. 360, 3^e col.)

Le rapporteur demanda, au nom du principe de la liberté des conventions matrimoniales, de maintenir la rédaction primitive, alléguant que les femmes qui ont une situation lucrative seraient peu disposées à renoncer légèrement au bénéfice d'une loi leur assurant la libre possession de leurs salaires. Mais M. Le Chevalier répondit que la libre disposition des produits de son travail devait être un droit sacré et inaliénable, droit que la femme avait trop longtemps attendu et qu'il était impossible de rendre illusoire en lui accordant la faculté d'y renoncer par contrat de mariage. Finalement, le texte de l'article 1 fut voté dans la forme suivante : « Sous tous les régimes, et à peine de nullité de toute clause contraire portée au contrat de mariage, la femme a, sur les produits de son travail personnel et les économies en provenant, les mêmes droits d'administration que l'article 1449 du Code civil donne à la femme séparée de biens. »

Le surplus de la loi fut adopté avec une simple adjonction à l'article 2, relatif à la faculté pour le mari de provoquer le retrait des pouvoirs conférés à la femme en cas d'abus commis par celle-ci. Le paragraphe suivant fut ajouté à ce texte : « En cas d'urgence, le président du tribunal civil du domicile des époux, peut, par ordonnance de référé, lui donner autorisation de s'opposer aux actes que la femme se propose de passer avec un tiers. »

La proposition fut renvoyée à la Chambre, le 29 mai 1907. Le Rapport déposé à la Chambre par M. Maurice Viollette, le 28 juin 1907 (*J. off. Chambre. Annexe au procès-verbal de la séance du 28 juin 1907*), constate qu'un intervalle de onze ans s'est écoulé entre la délibération de la Chambre et celle du Sénat, d'où la nécessité d'adopter immédiatement le texte, en dépit des imperfections dont le rapporteur lui-même reconnaît l'existence (p. 2). Et la Chambre, acceptant ce conseil, vota la loi sans aucun changement dans la deuxième séance du 11 juillet 1907. (*J. off. Chambre, 1907, p. 1866.*) La loi fut promulguée le 12 du même mois (*J. off. des 15 et 16 juillet 1907*).

CHAPITRE II

Commentaire de la loi du 13 juillet 1907

- Nous étudierons en six paragraphes : 1° Le caractère d'ordre public de la loi nouvelle ;
2° La composition du pécule réservé ;
3° Les pouvoirs et les obligations de la femme relativement à ce pécule ;
4° Le droit des créanciers ;
5° Les obligations, pour chaque époux, de contribuer aux charges du ménage ;
6° La rétroactivité de la loi nouvelle.

§ 1. — *Le caractère d'ordre public de la loi nouvelle*

Le principe de la libre disposition par la femme des produits de son travail personnel est posé par l'article 1 : « Sous tous les régimes et à peine de nullité de toute clause contraire portée au contrat

de mariage, la femme a, sur les produits de son travail personnel et les économies en provenant, les mêmes droits d'administration que l'article 1449 du Code donne à la femme séparée de biens. » La loi s'applique donc à tous les régimes, même au régime dotal, et consacre ainsi une dérogation importante aux principes qui régissaient la femme mariée depuis plus d'un siècle. La Commission sénatoriale avait d'abord admis que les dispositions nouvelles ne seraient pas d'ordre public, les époux pouvant y déroger par contrat de mariage ; mais le système de la Commission, qui invoquait le principe supérieur de la liberté des conventions nuptiales, fut écarté sur les instances de M. Maurice Faure, de M. Le Chevalier, et après une éloquente improvisation de M. de Lamarzelle par le motif qu'« il y a une liberté plus forte que la liberté des conventions : c'est la liberté des personnes, à qui la loi a le pouvoir et le devoir d'interdire d'y renoncer..... La loi interdit au mari de renoncer à ses pouvoirs de tutelle sur la femme ; la loi lui interdit de renoncer au droit de refuser ou d'autoriser une aliénation ; et vous ne voulez pas qu'elle interdise à la femme de renoncer à ce droit beaucoup plus sacré, qui n'est pas un droit de tutelle sur autrui, mais qui est un droit personnel : celui de disposer de son salaire » (M. Le Chevalier au Sénat, séance du 24 mai 1907, *J. off.*, p. 664, col. 2). Ainsi sont évitées des clauses de style que les notaires

n'auraient pas manqué [d'insérer dans les contrats. Il aurait pu arriver que des fiancés qui n'avaient point l'idée de rédiger un contrat de mariage eussent été amenés à recourir à l'intervention de l'officier public précisément en vue de soustraire le mari à la nouvelle législation. Du moment qu'une extension de la capacité de la femme était votée, elle devait être d'ordre public et ne souffrir aucune dérogation. La femme a été la gardienne du foyer, il est juste qu'elle conserve les petites épargnes qu'elle a pu réaliser quelles que soient les clauses de son contrat de mariage.

§ 2. — *Composition du pécule réservé*

L'article premier réserve à la femme les sommes acquises par son travail personnel, ainsi que les économies en provenant ; mais les gains résultant du travail commun des deux époux, restent soumis à la législation antérieure. Il résulte de là que la nouvelle loi s'étend à toutes les femmes qui travaillent. Sous tous les régimes qui ne comportent ni communauté, ni société d'acquêts, ces biens seront propres à la femme ; sous le régime dotal, les biens provenant des salaires et des économies réalisées sur eux, seront paraphernaux.

Désormais, « qu'elles soient ouvrières, employées,

professeurs, artistes, écrivains, fonctionnaires ou commerçantes, du moment qu'elles exercent une profession séparée de celle de leur mari, toutes les femmes laborieuses sont protégées par la loi. » (Rapport de M. Guillier, p. 8 et s.). Il eût été, en effet, inutile et injuste d'établir des catégories entre les femmes mariées et de s'attacher au caractère de leurs gains pour protéger les unes et refuser tout appui aux autres. D'ailleurs, à l'étranger, les dispositions des lois allemande, danoise, finlandaise, genevoise, norvégienne, suédoise visent dans les termes les plus larges tous les gains provenant de l'activité indépendante de la femme. Seule, la loi belge du 10 mars 1900 (art. 30 et 39) ne s'applique qu'aux salaires et rémunérations inférieures à 3.000 francs dûs à la femme mariée, du chef de son travail personnel.

La seule difficulté, d'ailleurs élucidée par la loi, était de nature à se présenter pour la femme commerçante. On sait qu'en France, elle ne peut faire le commerce sans le consentement de son mari (art. 4 C. com.) ; d'autre part, c'est très généralement le mari qui fournit les capitaux avec lesquels la femme gèrera son commerce. En effet, sous la communauté, tous les capitaux sont aux mains du mari ; il en est ainsi même sous le régime d'exclusion de communauté, parce que l'argent, étant une chose fongible, est placé sous le quasi-usufruit du mari. De toute manière, donc, c'est dans la caisse du

mari que la femme devra puiser pour se procurer l'argent nécessaire à son commerce. Dès lors, une distinction s'impose, quant à la distinction de l'argent gagné par la femme commerçante. Dans les bénéfices bruts du commerce, il convient de mettre à part le salaire de la forme considérée comme commerçante ou entrepreneur, la rémunération qui forme le prix du travail, et du temps dépensé, et, d'un autre côté les bénéfices qui représentent la contrepartie du risque auquel sont exposés les capitaux engagés par le commerçant. Ces capitaux doivent être rémunérés, indépendamment même de l'intérêt de l'argent, en raison du risque qu'ils ont subi, Or, la loi de 1907 ne peut s'appliquer qu'au salaire proprement dit de la femme ; quant aux bénéfices et aux intérêts, ils appartiendront au mari et à la communauté qui ont fourni les capitaux, et le mari aura le droit de les retirer après chaque inventaire, à moins qu'il ne préfère les laisser dans la caisse de la maison de commerce, pour permettre l'extension des affaires. Bien que ces distinctions ne soient pas formulées par la loi, il nous paraît certain qu'elles doivent être établies.

De même, la femme écrivain conservera par devers elle les produits de ses ouvrages. Peu importe le caractère de l'œuvre (littéraire, artistique, de peinture ou de sculpture.) Le droit de l'auteur sur son œuvre, la faculté de la modifier comme il l'entend,

ou même de la supprimer, s'il l'estime fâcheuse pour sa réputation, est absolument personnel à l'auteur. La femme peut donc se livrer à une composition littéraire ou artistique sans l'autorisation du mari et à la seule condition de ne pas manquer à ses devoirs de maîtresse de maison, de même qu'elle a la faculté exclusive de modifier par la suite la manifestation de sa pensée, au point de vue artistique ou littéraire. Mais à côté du droit personnel de l'auteur sur son œuvre, il y a les profits pécuniaires dont elle est susceptible : c'est la partie patrimoniale de la propriété littéraire ou artistique ; elle est essentiellement subordonnée au principal, c'est-à-dire au droit de disposition personnel sur son travail. (Boistel. *Cours de philosophie du droit*, t. 1, n° 144 et s.) Or, cette valeur patrimoniale de la valeur littéraire et artistique suit toutes les règles légales qui s'appliquent aux profits pécuniaires procurés par le travail. (Conclusions de M. le Procureur Général Baudoin. Cass., 25 juin 1902. D. 03. 1. 5 et la note de M. A Colin.) Dès lors, en vertu de son droit personnel d'auteur, la femme aura la libre disposition des gains que lui rapporteront ses compositions littéraires, artistiques ou musicales. Il y a là un bénéfice aussi respectable que les salaires de l'ouvrière ou les gains de la commerçante.

Ce ne sont pas seulement les produits du travail personnel de la femme qui composent son pécule ;

celui-ci s'étend aux économies qui en proviennent. Le législateur a répudié sur ce point les lois belge, suédoise, et la loi du canton de Neuchâtel antérieure au Code civil. Le texte voté par la Chambre des députés en 1895 se prononçait dans le même sens : « Les biens acquis par la femme avec ses gains personnels appartiennent à la communauté. » Et M. Goirand, dans son Rapport déposé le 14 novembre 1895 déclarait que « la femme acquiert le droit de disposer des fruits de son travail; mais, si elle les emploie à l'acquisition d'un bien mobilier ou immobilier, ainsi transformés, ils tombent dans la communauté. Il en est de même, si au lieu de les dépenser, comme la loi lui en donne le droit, elle les économise. Dans l'un et l'autre cas, le salaire, dont la femme n'a pas disposé, est laissé à l'administration du mari et devient le gage des créanciers » (*J. off.*, Annexe à la séance de la Chambre du 14 novembre 1895, n° 1609, p. 3). La loi nouvelle a, au contraire, consacré un progrès sérieux sur le projet, en permettant à la femme de disposer de ses économies sans aucune autorisation. M. d'Olivecrena, avait déjà critiqué la loi suédoise de ne pas s'être montrée plus énergique. (*Rev. de droit intern. et de lég. comp.*, t. XV, p. 55.) Il est incontestable que, si le salaire encaissé ou employé en placements quelconques doit tomber au pouvoir du mari, ou être exposé à la poursuite de ses créanciers personnels, la

femme sera détournée de l'épargne. (*Bull. de la Soc. de lég. comp.*, 1895, p. 168. Communication de M. Bufnoir.)

Lors de la discussion qui eut lieu à la Société d'Etudes législatives en 1902 (*Bull. de la Soc. d'Et. lég.*, 1902, p. 133), M. Saleilles montra que les économies réalisées sur les biens de la femme constituent un petit capital que la femme épargne presque toujours à l'insu du mari en vue des jours mauvais. Il importe que l'épouse puisse sauver cette épargne, réservée pour les jours de gêne, et elle ne le peut qu'à la condition d'en disposer librement. Si la loi visait les salaires sans les économies réalisées sur eux, elle n'aurait d'autre résultat que d'encourager l'épouse à tout dépenser en frivolités, et en acquisitions inutiles ; en sorte qu'une loi qui consacrerait de pareils errements serait économiquement et socialement mauvaise. Il reste, sans doute, la possibilité pour la femme de commettre des fraudes au détriment des tiers, en ce qui concerne la consistance du pécule, en englobant par exemple dans son pécule des biens propres au mari, et de là résulteraient peut-être des procès compliqués, où les questions de preuve seraient délicates à trancher. Mais les tiers qui traiteront avec le mari et qui voudront se prémunir contre des surprises de ce genre pourront demander l'engagement de la femme, au moins dans une certaine opinion.

§ 3. — *Les pouvoirs et les obligations de la femme relativement aux biens réservés*

A l'exception de la loi belge, toutes les lois étrangères donnent à la femme le droit de disposer librement et sans autorisation de son salaire. Outre cette faculté, l'épouse est investie, dans la plupart des législations, du droit d'ester en justice sans autorisation, pour tous les litiges qui concernent les biens réservés, notamment la loi finlandaise du 15 avril 1889 décide que la femme peut agir en personne, en demandant ou en défendant, dans toute instance relative aux biens dont elle a la disposition (art. 3 du chap. II de la loi du 15 avril 1889).

La loi française (art. 1) confère à la femme les mêmes droits d'administration sur les produits de son travail personnel, que l'article 1449 attribue à la femme séparée de biens. C'est donc la libre administration qui lui est reconnue ; les actes que la femme se trouve ainsi autorisée à accomplir sont aussi divers que le comportent les besoins de l'administration ; elle peut acheter ou vendre des valeurs mobilières, c'est-à-dire non seulement des actions ou obligations des villes, des départements ou des sociétés, mais toute espèce de meuble, dans son acception la plus large.

La femme peut aussi acheter ou vendre des biens

immobiliers, y compris des immeubles. Les expressions employées au Sénat « valeurs immobilières » sembleraient se référer uniquement à des valeurs incorporelles ; « nul doute cependant que l'expression « valeurs immobilières » doive être prise ici dans son sens le plus étendu possible. M. Guillier a affirmé qu'ils concernaient même les immeubles, et c'est pleinement d'accord avec l'esprit général de la proposition que nous vous rapportons ». (Rapport de M. Violette à la Chambre. *J. off.* Annexe à la séance du 28 juin 1907, p. 4.)

Il n'y a pas à distinguer davantage entre les opérations au comptant et les opérations à crédit. La Commission a pensé que, la femme marchande publique, ayant, en vertu de l'article 220, pleine capacité de s'obliger pour les besoins de son négoce, ce qui comprend les opérations à crédit, on ne pouvoit, dans une loi tendant à augmenter ses droits, les restreindre quant aux acquisitions à terme relatives à l'emploi de son pécule. On ne comprendrait pas qu'une femme capable d'obtenir des délais pour le paiement de ses marchandises n'ait pas le pouvoir d'en solliciter pour les immeubles. (Rapport de M. Guillier au Sénat, *J. off.* Annexe à la séance du 20 mars 1907, n° 77.) Une occasion favorable d'acheter un immeuble peut se présenter pour la femme ; il n'est pas admissible qu'elle lui échappe par le motif que l'épouse n'aurait pas l'intégralité de

la somme nécessaire pour l'acquisition. D'ailleurs, il n'y a pas de stimulant plus énergique pour la réalisation des économies que l'obligation de payer par acomptes ou par annuités.

C'est seulement au sujet des aliénations d'immeubles que des difficultés se sont élevées au Sénat touchant les droits de la femme. Dans la séance du 14 mai 1907 (*J. off.*, Sénat, séance du 14 mai 1907, p. 623 et s.), M. Legrand observa que le paragraphe 3 de l'article 1 de la loi, d'après lequel la femme peut, sans l'autorisation de son mari, aliéner à titre onéreux les immeubles qu'elle aura acquis au moyen des salaires et gains à elle réservés, semblait excessif et dépassait notablement la faculté reconnue par l'article 1449 à la femme séparée de biens. La femme séparée de biens n'a nullement le droit d'aliéner un immeuble sans l'autorisation de son mari. Or, déclara M. Legrand, on n'aperçoit pas ici à quel titre et dans quel intérêt on autoriserait la femme à aliéner les biens qu'elle a acquis. Il s'agit de permettre à l'épouse d'assurer l'existence du ménage, mais il n'y a pas lieu de lui conférer, en matière de communauté de biens, sur le pécule réservé, un droit plus ample que celui dont elle jouit sur ses propres dans le régime de la séparation. Mais le rapporteur répondit que la réforme ne pourrait être sérieuse que si la femme était dotée d'une liberté complète sur le produit de son travail. Il serait d'abord peu politique

de refuser à l'épouse la faculté de profiter d'un échange avantageux. Le droit de disposer de ses économies implique donc la faculté de réaliser un échange. Or, celui qui est libre d'échanger doit être laissé maître de procéder à la vente, s'il juge opportun d'acquérir, avec le prix de l'aliénation, un autre immeuble estimé plus avantageux. D'ailleurs, la distinction que l'on voulait conserver ici entre les meubles et les immeubles était la reproduction de l'idée traditionnelle de la supériorité patrimoniale des immeubles ; or, on sait qu'à l'époque contemporaine, rien n'est plus faux, et que les valeurs mobilières ont une importance autrement considérable. Dès lors, libre d'aliéner ses ressources mobilières pour venir en aide à sa famille, la femme doit demeurer maîtresse également d'aliéner les immeubles provenant de ses économies.

M. de Lamarzelle estima également qu'il n'y avait aucune raison de refuser à la femme le droit d'aliénation sur ses biens, meubles ou immeubles. Peu importe qu'il en résulte, au profit de la femme, sur les biens réservés, des droits supérieurs à ceux du mari sur la communauté. Il s'agit, en définitive, de biens qui ne sont entrés dans le patrimoine commun qu'en raison de l'activité et de l'aptitude de la femme, qui a révélé sa capacité en affaires. Il serait dès lors absolument irrationnel de lui refuser sur les immeubles un droit qu'une femme aussi prudente

n'exercera que dans l'intérêt du ménage. C'est là la conséquence de la séparation partielle des patrimoines, qui, loin d'être une rupture de l'union domestique, constitue, au contraire, un gage de la bonne gestion patrimoniale du mariage. Peu importe que la femme soit douée ainsi, comme l'a remarqué M. Legrand, de pouvoirs exceptionnels. La femme doit trouver dans les ressources amassées par elle le moyen de venir en aide à sa famille.

Toutefois, il résulte, par *a contrario*, de l'article 1, que la femme ne pourra disposer à titre gratuit de son pécule réservé sans le concours de son mari. M. Gourju a expliqué dans son rapport (Sénat, séance du 26 juin 1906, *J. off.* Annexe 304, p. 14) que, pour les dispositions à titre gratuit par la femme, le concours du mari demeure indispensable, car il s'agit de sauvegarder l'intérêt des enfants. M. Gourju ajoutait que le droit de libre disposition de la femme ne pouvait pas à cet égard être érigé en droit absolu sans limite et sans réserve en dehors des actes à titre onéreux.

D'après l'article 1, paragraphe 4, la validité des actes accomplis par la femme sera subordonnée à la seule justification, faite par un acte de notoriété, ou par tout autre moyen mentionné dans les conventions, qu'elle exerce personnellement une profession distincte de celle de son mari ; la responsabilité des tiers avec lesquels elle a traité en leur

fournissant cette justification n'est pas engagée. La question importante ici est évidemment celle de savoir comment les tiers sauront s'ils peuvent valablement traiter avec une femme sans l'autorisation de son mari ; en d'autres termes, le problème de leur responsabilité consiste à se demander s'ils ont exigé les justifications nécessaires pour être assurés qu'ils ont passé un contrat valable.

Dans le projet présenté par la société d'études législatives, la femme devait établir l'exercice par elle d'une profession lucrative, sans ajouter la précision « distincte de celle de son mari », (*Bul. de la Soc. d'Et. lég.*, 1902, p. 55). Mais il a paru au Sénat qu'il n'était pas sans difficulté pour un tiers de savoir si la femme exerce ou non une profession lucrative. L'expression *lucrative* implique la réalisation de bénéfices ; or, comment apprécier si la situation de la femme est prospère ou non ; ce serait imposer aux personnes qui contractent avec une femme mariée une recherche impossible à pratiquer. Donc ceux-ci sont couverts dès lors que l'épouse leur a démontré qu'elle exerçait une profession distincte de celle du mari. Le rapporteur a d'ailleurs confirmé cette manière de voir, en déclarant que les tiers ne seraient pas embarrassés pour se procurer à cet égard une certitude et pour prendre des garanties (*J. off. Sénat*, séance du 14 mai 1907, p. 624, col. 3).

La justification de l'origine des biens résultera pratiquement d'un acte de notoriété, dressé soit par un notaire, soit par le greffier de la justice de paix du domicile des époux. Ces dispositions ont pour but d'éviter que la femme ne trompe les tiers avec trop de facilité, et ne détourne des fonds de la communauté, en vue de les employer uniquement selon ses convenances personnelles.

Il ne faudrait pas croire que le pécule réservé à la femme sous le régime de la communauté soit exclu de la masse commune ; *il n'y a pas séparation partielle de biens*. En effet, d'après l'article 5, s'il y a communauté ou société d'acquêts, les biens réservés entreront dans le partage du fonds commun. Cette conséquence résultait déjà suffisamment des textes précédents ; mais le législateur a préféré préciser sa pensée. Donc, les gains de la femme, ses économies et les biens qu'elle achète avec ses salaires ne cessent pas de faire partie de la communauté. La communauté possède désormais deux administrateurs, puisque certaines valeurs sont soustraites à l'administration du mari et confiées à celle de la femme. En un mot, le caractère de la communauté n'est pas atteint dans sa composition ; il est modifié seulement quant au pouvoir d'administration du mari.

C'est là une idée qui n'est pas nouvelle. Dans le premier projet de Code civil présenté par Cambacérès à la Convention le 24 août 1793, les articles 11 et 13 por-

taient que les époux exercent un droit égal quant à l'administration de biens et que chacun d'eux peut accomplir séparément les actes ayant pour objet de conserver les droits communs ou individuels des époux. (Cf. Fenet, t. I, p. 20.) Dans une étude sur la loi genevoise de 1894 (*Bull. de la Soc. de lég. comp.*, 1895, p. 168 et s.), M. Bufnoir s'est attaché à démontrer qu'une pareille dualité d'administration n'offre rien de contraire aux traits essentiels du régime de communauté. Celle-ci ne consiste pas tant dans la concentration de tous les pouvoirs entre les mains du mari que dans l'organisation économique d'un patrimoine commun et dans l'idée morale d'une indivisibilité d'intérêts. Les législations qui autorisent de semblables dérogations aux pouvoirs du mari comme chef ne consacrent donc nullement un abandon du régime de la communauté. D'ailleurs, dans son rapport au Sénat (*J. off.* Annexe à la séance du 20 mars 1907, n° 77, p. 12), M. Guillier a déclaré que « la loi ne touche pas aux stipulations du contrat de mariage. Si donc, d'après les règles ordinaires du régime auxquelles les époux se sont soumis, les produits du travail personnel de la femme tombaient en communauté, après le vote de la loi, ils continueront à y tomber. Le pécule ne constituera pas pour la femme un patrimoine propre et distinct, ce qui lui créerait un privilège sur l'homme; il restera bien commun, dans un régime de communauté, les ayants droit devraient concourir ensemble

aux actes de disposition, mais on conçoit parfaitement que la loi investisse seulement l'un d'eux du droit d'administration. D'une façon générale, le mari a ce mandat légal ; exceptionnellement, la femme l'aura désormais, en ce qui touche une fraction des biens communs, ceux qu'elle aura elle-même constitués et amassés, ceux qui paraissent naturellement affectés au budget domestique dont elle est la dispensatrice. Il existe une masse commune avec deux administrateurs ; mais la communauté n'en subsistera pas moins ; ce ne sera pas dans un sentiment égoïste que la femme fera des économies ; ce sera dans l'intérêt de la maison, et ses épargnes viendront, au jour de la dissolution de la communauté, se confondre dans une masse unique avec celles réalisées par l'administration du mari. » Le rapporteur s'est donc rallié à l'idée que l'union des intérêts et l'unité d'administration n'ont aucun rapport intime et qu'il n'y a aucune inconséquence à démembrer les pouvoirs du mari sans morceler pour cela le patrimoine commun.

En définitive, comme l'a fait remarquer M. Thaller (*Bul. de la Soc. d'ét. lég.*, 1902, p. 119) « on ne déroge point aux conditions de composition de la communauté, pas plus qu'au but des biens qui en font partie. Ces valeurs continuent à être destinées aux besoins du ménage ; seulement, c'est la femme qui sera juge de ces besoins quand il s'agira de

salaires provenant d'elle. Elle a été à la peine : elle présidera à la distribution. » Et, lors de la dissolution, les économies réalisées par la femme se confondront avec celles amassées par le mari, pour ne former qu'une masse unique, partageable entre les deux époux ou leurs représentants.

Quant aux régimes qui ne comportent ni société ni communauté d'acquêts, les biens réservés restent propres à la femme ; sous le régime dotal, ils auraient la qualité de paraphernaux. Dans les hypothèses de ce genre, où le régime adopté est autre que le régime de la communauté, la circonstance que les biens réservés demeureront propres à la femme constitue une amélioration notable de la situation antérieure de la femme. Jadis, en effet, sous un régime dotal pur ou sous un régime exclusif de communauté, l'épouse travaillait uniquement pour enrichir son mari ; aujourd'hui, un pareil résultat ne pourra plus se produire ; car la femme acquiert sur ses gains un pouvoir propre qu'elle tient, non du régime des biens, mais du mariage lui-même. Quelle que soit la combinaison à laquelle les époux ou leurs parents se sont arrêtés pour régler la condition de leurs patrimoines, il est de toute évidence que des ressources doivent être affectées aux besoins nouveaux de la famille qui se fonde. Ces ressources doivent être fournies par la femme si le mari est incapable de les procurer, et il est manifeste que, si la loi avait laissé en dehors de

ses prévisions le régime exclusif de communauté et le régime dotal, elle aurait manqué son but dans un assez grand nombre de mariages. Le principe de séparation doit donc être la règle de droit commun pour tous les régimes.

La discussion au Sénat ne saurait laisser aucun doute à cet égard. (*J. off.*, Sénat, séance du 14 mai 1907, p. 627.) M. Béranger avait demandé si les droits créés par la loi existeraient pour la femme sous n'importe quel régime matrimonial, et le rapporteur répondit que la Commission n'avait pas entendu viser spécialement le régime de communauté et que les dispositions de la loi s'appliqueraient, que les époux soient mariés sous le régime de la communauté ou sous un autre régime ; en particulier, sous le régime dotal, les biens acquis par la femme seront des paraphernaux qui demeureront sa propriété exclusive.

Au cas où, la communauté étant obérée, la femme ou ses héritiers renonceraient, le droit commun conduirait à décider que la femme devrait perdre, comme sur tous les autres biens communs, ses droits sur son pécule. Cependant, telle n'est pas la décision de l'article 5, § 2, qui accorde à la femme, dans ce cas, le droit de les conserver. Ce texte a été complété par la Commission sénatoriale, qui a pensé que cette prérogative était indispensable pour protéger la femme contre les effets postérieurs à la dissolution

des abus et des dissipations commis par le mari pendant le mariage.

On a d'ailleurs remarqué avec raison (M. Guillier, Rapport au Sénat, p. 13) que, si la solution contraire avait prévalu, les effets de la renonciation de la femme auraient profité à des personnes, les créanciers du mari, auxquelles la loi refuse toute action sur ce pécule.

En effet, la renonciation de la femme ne peut constituer un avantage pour ses propres créanciers ou pour ceux de la communauté, dont le pécule réservé formait déjà le gage ; seuls les créanciers de l'époux y gagneraient et se trouveraient nantis désormais de droits sur lesquels ils n'avaient jamais compté. Ici encore, la disposition de l'article 5, al. 2, n'entraîne aucune dérogation aux règles fondamentales de la communauté ; on rencontre en effet une règle analogue dans l'article 1514, qui confère à la femme renonçante la faculté de reprendre son apport franc et quitte. Du moment que l'aptitude de la femme au travail représente sa seule fortune, il est juste de protéger ce patrimoine aussi efficacement qu'un capital constitué en dot et de consacrer une sorte de droit de reprise et de prélèvement au profit de la femme renonçante.

Telle est la solution déjà admise par la loi genevoise du 7 novembre 1894 (art. 4), La législation norvégienne n'était pas allée aussi loin, et une fois

la femme décédée, elle laissait ce pécule tomber inévitablement dans la masse commune.

On ne saurait qu'approuver cette disposition, qui n'est pas susceptible de nuire aux tiers, puisque le pécule réservé reste grevé des dettes contractées par les deux époux dans l'intérêt du ménage. En cas de dissolution de la communauté par le décès de la femme, la même faculté de prélèvement appartiendra à ses héritiers en ligne directe ; c'était en effet dans l'intérêt de ceux-ci que la femme s'était imposé des sacrifices et avait amassé un pécule ; il serait inadmissible que cet actif échappât à la famille pour être absorbé par des créanciers du mari, qui, en lui faisant crédit, ont peut-être favorisé ses goûts de dépense.

On s'est demandé si la femme pouvait disposer par testament des biens compris dans son pécule réservé. La règle est ici que les biens réservés sont soumis au principe général d'après lequel la femme ne peut disposer à cause de mort, en dehors de ses biens propres, que de sa part dans la communauté. (Rapport de M. Gourju au Sénat, Annexe à la séance du 26 juin 1866 n° 304, p. 16.) La loi a en effet pour but d'accroître les droits de la femme dans l'intérêt du ménage ; le testament est un acte qui reste en dehors de cette conception.

Les pouvoirs de la femme étant organisés dans l'intérêt du ménage, le législateur (art. 2) se préoc-

cupe d'empêcher les abus des pouvoirs ainsi conférés à la femme et il décide que la femme dissipatrice, imprudente ou mauvais administratrice se verra retirer, à la requête de son mari, par le tribunal civil de son domicile, les attributions qu'elle avait reçues de la loi. Le retrait est prononcé en Chambre du Conseil en présence de la femme ou elle dûment appelée, le ministère public entendu. En cas d'urgence, le président du tribunal peut, par ordonnance de référé, donner au mari l'autorisation de s'opposer aux actes que l'épouse est sur le point de passer avec des tiers.

L'article 2 rend donc impossible pour la femme la dilapidation de ses gains et salaires ; le législateur a estimé que les biens dont il s'agit ne pouvaient être détournés de leur destination naturelle : l'entretien du ménage et des enfants. La femme n'a le droit de disposer de ses salaires que pour les besoins du ménage, pour tout ce qu'exigent les nécessités de la famille. La précision donnée à l'article 2 est due à un amendement de M. Legrand, présenté au Sénat dans la séance du 14 mai 1907. (*J. off.* Sénat, 15 mai 1907, p. 625, col. 2.) M. Legrand s'est attaché, ainsi que M. de Lamarzelle, à ce que les cas d'abus par la femme fussent définis. Le rapporteur répondit que ce serait une question d'appréciation ; mais M. de Lamarzelle insista, déclarant qu'une proposition de loi qui était motivée par des abus

devait déterminer exactement ceux qui pourraient entraver sa mise en œuvre. Par suite, des explications ont été fournies sur le sens du « mot », et le rapporteur indiqua qu'il avait envisagé le cas d'une femme économe, entendue aux affaires, jusque-là sage administratrice, puis qui, subitement, se livrait à des dépenses excessives, se laissait entraîner par imprudence ou par inexpérience à des opérations téméraires ou inquiétantes. Dans ces diverses hypothèses, le mari ne pouvait assister désarmé à la dilapidation des économies amassées par sa femme, aussi est-il investi du droit de soumettre à l'appréciation du tribunal la question de savoir si l'autonomie de la gestion de la femme n'est pas de nature à devenir désastreuse pour les intérêts pécuniaires de l'union conjugale.

Toutes les questions de ce genre sont l'objet d'un examen du tribunal, « qui apprécie les abus reprochés à la femme, comme il apprécie ceux qui sont le fait du mari. Il examinera les conditions dans lesquelles se trouve le ménage ; il recherchera si réellement la femme offre ou n'offre pas des garanties suffisantes de prudence et de sagesse, et il dira souverainement s'il convient ou non de lui maintenir les pouvoirs exceptionnels de disposition qui lui sont conférés par la nouvelle loi. » (M. Guillier, rapporteur, Sénat, séance du 14 mai 1907. *J. off.*, 1907, p. 626.)

Pour donner encore plus de précision à la pensée du législateur, la Commission accepta, à la requête de M. Théodore Girard, le texte suivant : « En cas d'abus par la femme des pouvoirs qui lui sont conférés dans l'intérêt du ménage par l'article précédent, notamment en cas de dissipation, d'imprudence ou de mauvaise gestion, le mari pourra en faire prononcer le retrait, etc. » La femme sera, bien entendu, admise à établir devant la justice l'inanité des griefs formulés contre elle et à justifier la légitimité des opérations qu'elle a accomplies.

§ 4. — *Les droits des créanciers*

La création d'un pécule réservé, par le législateur, n'implique nullement qu'il ait voulu en faire une catégorie de biens insaisissables ; l'article 3 est d'ailleurs formel à cet égard : les créanciers de la femme conservent le droit de saisir les biens réservés à son administration par l'article 1^{er}. La réforme eût été incomplète si les créanciers de la femme avaient été exclus de la faculté de se faire payer sur le pécule réservé. Du moment que la femme reçoit le pouvoir de faire des acquisitions à crédit, les fournisseurs se refuseraient à lui accorder la moindre facilité de paiement s'ils n'avaient pas la perspective d'obtenir satisfaction, par l'affectation d'un gage à leur créance.

Quels sont les créanciers qui peuvent ainsi se faire payer sur les biens réservés? Ce sont d'abord ceux avec lesquels la femme a contracté, autorisée ou non par son mari; tous ceux vis-à-vis de qui elle se sera obligée par contrat ou autrement; en un mot, les créanciers personnels de la femme. Incontestablement auront les mêmes droits ceux des créanciers du mari qui ont contracté avec lui dans l'intérêt du ménage. Déjà sous l'empire du Code, la femme pouvait obliger valablement la communauté et le mari, en vertu d'un mandat tacite, pour les besoins du ménage. La nouvelle loi reconnaît aussi que les engagements contractés par le mari, non pas dans son seul intérêt, mais dans l'intérêt du ménage, sont exécutoires sur le pécule réservé de la femme; sans quoi la réforme n'aurait eu aucune efficacité. Le législateur français s'est montré ici bien supérieur aux lois danoise et norvégienne, qui ont décidé que les dettes du mari ne grèveraient les biens réservés, du moins pendant la vie de la femme que si elles avaient été contractées avec le consentement de celle-ci. Le texte français s'est inspiré avec raison de la loi genevoise du 7 novembre 1904, article 2, d'après lequel les biens personnels de la femme doivent contribuer aux frais du ménage commun, à l'entretien et à l'éducation des enfants. La loi belge du 10 mars 1900, article 33, exige aussi que pour saisir les meubles acquis avec les salaires de

la femme, les créanciers prouvent que les dettes dont ils poursuivent le paiement ont été contractées pour les besoins du ménage.

C'est ainsi que la loi de 1907 ajoute au mandat tacite donné par le mari à la femme, qui existait déjà sous l'empire du Code civil, la réciprocité d'un mandat tacite conféré par la femme au mari de l'obliger, même sur ses biens réservés, pour les besoins du ménage. Inversement, si la dette du mari n'est plus au nombre de celles qui concernent les intérêts communs, les créanciers n'auront aucun recours sur les biens réservés. De même, le mari ne sera responsable ni sur les biens de la communauté, ni sur les siens, des dettes et obligations contractées par la femme autrement que dans l'intérêt du ménage.

Mais la loi spécifie (art. 2, *in fine*) que ne seront pas considérées comme contractées dans l'intérêt du ménage les obligations de la femme pour l'administration de ses biens réservés. Par suite, si la femme achète à crédit des meubles ou des immeubles, les créanciers non payés n'auront aucune action soit contre le mari soit contre la communauté ; mais ils n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes, car la loi les prévient (art. 3) de la restriction de leurs gages.

Une des plus graves difficultés de la loi concerne l'hypothèse où la femme donne sa signature à un des créanciers personnels de son mari. La question est

alors de savoir si son pécule réservé va devenir le gage de ce créancier, et se trouver engagé. Le rapporteur au Sénat et le rapporteur à la Chambre ne paraissent pas en conformité d'opinions sur ce point. M. Guillier a dit (p. 15 de son rapport déposé le 20 mars 1907, n° 77) : « Que la majoration du pécule constituerait au détriment des seuls créanciers personnels du mari une fraude qu'il leur sera facile de déjouer. Si la cause de l'engagement de celui-ci est légitime et avouable, ils prendront la précaution d'exiger *le concours de l'épouse*. » Ce raisonnement semble indiquer que la Commission sénatoriale admettait la validité d'un cautionnement d'une dette propre au mari par la femme. A la Chambre, M. Viollette (Rapport déposé le 28 juin 1907, n° 1128, p. 7) n'a pas hésité à déclarer que la signature donnée par la femme à un créancier de ce genre serait atteinte d'une nullité d'ordre public. Bien que la question n'ait été à aucun moment l'objet d'un débat public et que la controverse demeure possible, nous pensons, avec M. Viollette, que la femme ne doit pas être admise, par ce moyen détourné, à renoncer à la protection légale ; sinon, elle serait à chaque instant exposée à être privée des garanties légales, alors surtout qu'elle subit l'influence naturelle du mari, qui peut lui dissimuler les conséquences exactes de la signature qu'elle prête. Le danger serait le même que s'il était permis à la

femme de donner à son mari une série de procurations séparées en vue de toucher les salaires qu'elle gagne. Toutes ces solutions se tiennent : le droit pour l'époux de toucher le salaire de la femme entraînerait comme corollaire la possibilité de l'administrer et par suite la faculté de l'engager pour son usage personnel ; cette série de déductions, qui apparaîtrait rapidement dans la pratique, nous mènerait loin de la protection théoriquement assurée à la femme. En résumé, la signature de la femme ne peut être donnée, quant aux biens réservés, que dans son intérêt propre ou dans l'intérêt de la communauté.

Toutes les difficultés concernant l'article 4 doivent, à notre avis, être résolues en s'inspirant de l'idée générale suivante : il faut toujours conserver à un ménage mal administré par un mari incapable ou débauché les ressources suffisantes pour parer aux besoins présents et pour garantir l'avenir. Toute dette qui ne répondrait pas à cet objet ne peut être exécutée sur les biens réservés.

Mais alors se pose la question de la preuve de l'origine du pécule. Comment établir que les biens ont été achetés avec les économies réalisées par la femme sur son salaire ? C'est à ce sujet que les difficultés se présenteront le plus ordinairement dans la pratique. Le législateur étranger a prévu cette question : la loi genevoise autorise la femme à établir la

consistance de son pécule par tous les moyens légaux et même par témoins. Les intérêts en conflit sont faciles à percevoir : c'est, d'une part, la femme qui cherche à soustraire au mari ou aux créanciers de ce dernier les valeurs qu'elle a acquises par son travail ; dans le même sens agissent ses créanciers dont l'intérêt consiste à augmenter l'importance de leur gage. A l'inverse, le mari, ses créanciers ou ses héritiers (si ceux-ci sont différents de ceux de la femme), sont portés à prétendre que, parmi les biens de la communauté, ceux obtenus par le salaire de la femme ne forment qu'une infime exception : le crédit de l'époux et le gage de ses créanciers seront d'autant mieux assurés. En pratique, la femme agira sagement, en faisant consigner dans ses acquisitions importante l'origine des deniers. (Crevoisier. *Le libre salaire de la femme mariée*, 1907, p. 46.)

Mais, pour garantir plus efficacement les droits de la femme, le législateur l'a autorisée à prouver l'origine des biens contenus dans le pécule par tous les modes imaginables, même par témoins ; un seul est exclu : *la commune renommée*, qui est incertaine. Mais la femme pourrait prouver, par présomptions, la consistance des biens réservés. (Rapport de M. Viollette à la Chambre, p. 10.)

Seulement la preuve par témoins comporte-t-elle la limitation inscrite dans l'article 1341 du Code civil, aux termes duquel un écrit est exigé lorsque l'objet

de la convention excède 150 francs ? Il semble que l'esprit de la réforme et les affirmations manifestées à plusieurs reprises dans les travaux préparatoires conduisent à écarter ici l'application de l'article 1341. Une innovation aussi libérale que celle de 1907 n'est pas compatible avec des limitations apportées aux droits de la femme. Bien d'autres dérogations à des règles traditionnelles sont consacrées par le législateur de 1907, par exemple le pouvoir par la femme d'aliéner ses immeubles, même sans l'autorisation de son mari ; il n'y a donc rien d'excessif à prétendre que l'article 1341 a été volontairement écarté. D'ailleurs M. Guillier a écrit, dans son rapport au Sénat (p. 15), que la femme « fera la preuve de l'acquisition par tous les moyens de droit commun, *même par témoins* ». Et le rapport de M. Viollette n'est pas moins explicite : « La femme pourra faire entendre des témoins, même si la somme dépasse 150 francs (p. 10). »

§ 5. — *Les obligations pour chaque époux de contribuer aux charges du ménage*

Après s'être occupé de la composition et de la condition juridique du pécule réservé, la loi consacre, dans les articles 7 à 10, l'obligation, pour la femme, de destiner les profits de son travail aux charges du

ménage ; elle établit le même de voir pour le mari, et elle indique quelles seront les sanctions du défaut d'accomplissement de ces prescriptions légales.

Si l'un ou l'autre des époux détourne son salaire de son but naturel, le conjoint peut recourir à une procédure simple et rapide ; il obtient du juge de paix l'autorisation de saisir-arrêter et de toucher des salaires ou des produits du travail de l'autre époux une part en proportion de ses besoins et du nombre de ses enfants. Ce qui est remarquable dans cette disposition, c'est la réciprocité de l'obligation imposée par l'article 7 : le mari a le droit de l'exiger de la femme comme la femme du mari. La femme acquiert ainsi une fonction importante et un droit de contrôle sur les salaires du mari.

C'est là une prolongation du droit inscrit dans les articles 203, 212 et 214 du Code civil. Les époux se doivent réciproquement secours et assistance ; ils sont tenus d'une dette alimentaire vis-à-vis de leurs enfants ; donc la femme était fondée, déjà en vertu du Code civil à exiger que le mari verse le montant de ses gains dans la caisse du ménage. Seulement, pour faire valoir ce droit, l'épouse devait obtenir du tribunal une condamnation contre son mari, ou même (art. 558 du Code de procéd.) s'adresser au président du tribunal et opérer une saisie-arrêt entre les mains du patron de son mari, après avoir obtenu la permission du magistrat. Seule-

ment, c'était là un procédé long et coûteux, en raison des frais à avancer pour la saisie-arrêt et qui n'était pas à la portée de l'immense majorité des femmes d'ouvriers. Donc, en fait, la mise en œuvre des droits de la femme était des plus difficiles, sous le Code civil.

La loi nouvelle a singulièrement simplifié la procédure. « La loi ne fait aucune distinction entre les époux ; le droit pour chacun d'eux de faire saisir-arrêter les salaires de l'autre est reconnu par cela seul que ce dernier néglige de contribuer spontanément, dans la mesure de ses ressources, à l'entretien du ménage. Ces expressions englobent le cas, qui est le plus fréquent, d'abandon par un des conjoints du domicile conjugal. Nous ne pensons pas que la faculté de saisir les salaires puisse être subordonnée à l'existence d'enfants. Le devoir alimentaire qui s'impose aux époux est absolu et réciproque, qu'il y ait ou non progéniture. » (Rapport de M. Guillier au Sénat, 20 mars 1907, n° 77, p. 16.) La procédure adoptée est des plus expéditives : pour obtenir du juge de paix du domicile du mari, l'autorisation de saisir-arrêter une partie du produit de l'autre, chaque conjoint doit, à l'appui de sa demande, présenter au juge de paix, un état des charges du ménage, frais de nourriture, d'entretien, de loyer, de maladie, et en outre, justifier des gains de l'autre époux et des siens propres, de manière que le magistrat

puisse apprécier dans quelle mesure il convient d'accueillir la demande et d'autoriser la saisie-arrêt. La femme a le droit d'agir, en vertu de l'article 7, alors même qu'elle serait séparée en fait (Jugement trib. Paix, XVIII^e arrond. de Paris, du 4 oct. 1907, cité par Crevoisier, p. 62, note 1.)

D'autre part, l'article 7 n'abroge nullement l'article 1537 du code civil, spécial au régime de la séparation de biens, et d'après lequel chacun des époux contribue aux charges du mariage, suivant les conventions du contrat, et, s'il n'en existe pas à cet égard, la femme y contribue jusqu'à concurrence du tiers de ses revenus.

Le conjoint doit comparaître en personne, sauf empêchement grave dont il devra justifier. L'avertissement du greffier est contenu dans une lettre recommandée, qui indique sommairement la nature de la demande. C'est là une disposition analogue à celle de l'article 29, § 3 de la loi du 27 mars 1907 sur les Conseils de Prudhommes. La loi du 13 juillet 1907, n'exige même pas l'avis de réception de la lettre recommandée.

Le jugement rendu par le Tribunal de Paix autorisant la saisie arrêt sera signifié à l'époux condamné et aux tiers débiteurs à la requête de l'époux qui en bénéficie. La signification vaudra attribution, par le seul fait de cette signification et sans autre procé-

dure, au profit du saisissant, des sommes dont la saisie a été autorisée.

Il ne faut pas perdre de vue que ces textes édictant des sanctions concernent toutes les femmes mariées et non pas seulement celles qui exercent une profession séparée de celle du mari ; ils viennent donner aux femmes de toutes les classes sociales un moyen très simple de forcer le mari à contribuer aux dépenses du ménage.

Le jugement rendu même par défaut est déclaré d'office exécutoire par provision et sans caution (article 10) mais, si l'époux coupable s'amende par la suite, la décision primitive pourra être rapportée, en vertu d'une mesure nouvelle, qui, à notre avis, serait prise valablement par le juge de paix du domicile actuel du défendeur.

La loi de 1907 n'ayant nullement statué sur l'opposition ou l'appel, il semble que les voies ordinaires seront applicables et qu'il y aura lieu de se conformer à l'article 20 du Code de procédure, qui accorde à la partie condamnée par défaut trois jours de la signification du jugement pour faire opposition, et à l'article 14 de la loi du 25 mai 1838, qui autorise à faire appel depuis le quatrième jour de la prononciation du jugement jusqu'au trentième jour de la signification (*Crevoisier*, p. 72).

§ 6. — *Rétroactivité de la loi nouvelle.*

L'article 11 de la loi du 13 juillet 1907 est ainsi conçu : « Les dispositions de la présente loi pourront être invoquées même par les femmes avant sa promulgation ».

Par cette disposition, la loi déroge au grand principe de la non-rétroactivité des lois formulé dans l'article 2 de notre Code civil ; « La loi ne dispose que pour l'avenir, elle n'a point d'effet rétroactif. »

Il en résulte donc, que quelque soit la date de leur mariage ; qu'elles se soient mariées avant ou après la promulgation de la loi, toutes les femmes mariées bénéficieront de ses heureuses dispositions et auront désormais la libre disposition de leurs gains et salaires.

La rétroactivité de la loi n'aura ici que des effets bienfaisants et il convient de féliciter le législateur d'avoir su en user dans le cas qui nous occupe.

Bien loin d'être une *folie législative*, comme disait l'éminent professeur Beudant, en parlant de la loi de nivôse an II, la rétroactivité de cette loi ne fera qu'en accroître le champ d'application.

Les femmes mariées qui ont vécu durant de longues années sous l'ancienne législation verront sans aucun déplaisir leurs gains échapper enfin à l'omnipotence maritale.

En ce qui concerne les femmes mariées avant la promulgation de la loi, quel sera le point de départ de la rétroactivité ?

En d'autres termes la loi nouvelle rétroagira-t-elle, pour le calcul de la masse, jusqu'au jour du mariage, englobant tous les biens provenant du travail personnel de la femme à partir de ce jour ou bien la rétroactivité ne partira-t-elle que du jour de la promulgation de la loi, sans qu'on puisse englober pour le calcul de la masse les biens acquis par la femme avant sa promulgation ? Telle est la question qu'il est permis de se poser en présence du silence du législateur.

Quant à nous, nous estimons que dans le calcul de la masse des biens réservés, on ne doit faire entrer que les biens acquis personnellement par la femme à partir de la promulgation de la loi nouvelle.

La rétroactivité de la loi ne saurait modifier un état de choses antérieur. Les faits acquis restent tels. Que deviendrait alors la sécurité des transactions ? Et les créanciers du pécule n'auraient-ils pas le droit de se plaindre si l'on faisait remonter cette rétroactivité jusqu'au jour de la célébration du mariage.

CONCLUSION

La loi du 13 juillet 1907 a réalisé une réforme impatientement attendue par l'opinion publique. La partie durable de cette œuvre législative consiste dans la reconnaissance du principe en vertu duquel la femme obtient désormais la libre disposition des produits de son industrie et de son travail ; avec le pécule réservé l'avenir de la famille est mieux garanti que par le passé, et un remède efficace est ainsi apporté aux détresses de ménages déshérités ou des femmes que leurs maris brusquement ravis à leurs affections ont laissées avec leurs seules ressources personnelles.

Il faut aussi savoir gré au législateur d'avoir établi une procédure simple, rapide et peu coûteuse, qui n'est pas de nature à entraver l'action des épouses peu fortunées. D'autre part, dans l'ensemble, les principes qui gouvernent la communauté, ne reçoivent

vent aucune atteinte sérieuse. Les pouvoirs du mari sont seulement limités, conformément aux vœux exprimés par M. Boistel déjà en 1902. « Des limites à apporter aux pouvoirs du mari dans l'administration de la communauté. » (*Réforme sociale*, n° du 1^{er} janvier 1902.)

Ainsi n'est nullement bouleversée l'union des personnes et des intérêts qui se rattache à nos traditions les plus anciennes et qui est intimement liée à l'organisation de la famille française. Si la communauté n'est pas ébranlée, elle est tout au moins heureusement perfectionnée ; conformément à une idée de justice, la femme renonçante conserve la propriété de la partie du patrimoine commun qui est le fruit de son labeur et de ses économies, et surtout le mari ne peut plus compter désormais sur le produit du travail de sa femme, pour satisfaire ses mauvais penchants ou ses goûts de gaspillage et de luxe, il n'est plus « seigneur et maître » des gains et salaires de la femme dont l'administration n'appartient plus qu'à la femme seule.

Ainsi se trouve relevée sans déconsidération du mari ni affaiblissement du lien conjugal la condition de la femme mariée française.

Mais, si toutes ces dispositions de la loi méritent une adhésion sans réserves, elle appelle sur certains points quelques critiques.

Et d'abord puisque le législateur a accordé à la

femme la libre disposition de ses gains et salaires, n'est il pas permis de regretter qu'il la laisse toujours soumise à la nécessité de l'autorisation maritale, quant au choix de sa profession ? Car enfin par un simple refus le mari peut paralyser les heureux effets de la loi nouvelle. N'en doutons pas ! Cette réforme viendra à son heure.

En second lieu, la loi nouvelle ne s'est pas exprimée d'une façon très explicite sur la question primordiale de la propriété des biens réservés, ces biens deviendront-ils la propriété séparée de la femme ou bien continueront-ils à faire partie de la communauté, à être la propriété séparée de la communauté ? et la femme n'a-t-elle sur ces biens que de larges pouvoirs d'administration ? L'article 1 semble viser des biens dont la femme garderait la propriété, mais l'article 3 qui pour désigner ces biens, les qualifie de *biens réservés à l'administration de la femme* semble protester implicitement contre cette interprétation et n'avoir voulu conférer à la femme que de larges pouvoirs d'administrateur sans toucher aux questions de propriété qui demeurent régies par le droit commun. Nous opinons pour cette seconde interprétation mais néanmoins le législateur a laissé subsister un léger doute sur ce point.

D'autre part, l'intérêt des capitaux engagés par le mari ou par des tiers dans l'entreprise doit-il être compris dans le pécule réservé ?

Voilà une question très importante que le législateur n'a pas abordé, et pourtant elle se présente fréquemment dans la pratique. (Cf. Sourdois. « La contribution des époux aux charges du mariage et la loi du 13 juillet. » *Rev. trim. de dr. civ.*, 1907, p. 583.) Autre point. Les créanciers du mari ou de la communauté sont exposés malgré les articles 4 et 5 à des fraudes résultant d'un concert ourdi par les époux en vue de leur présenter comme réservés des biens qui, en réalité, sont en dehors de cette masse. La condition de la femme est manifestement des plus intéressantes ; mais les créanciers ont aussi quelque titre à n'être pas spoliés, et il est permis de se demander si leurs droits sont suffisamment garantis. Enfin dans les articles 7 à 9, l'hypothèse d'un concours de saisies-arêts n'est pas prévu, et l'incertitude règne sur le point de savoir si les oppositions formées par d'autres créanciers seront toujours primées par celles de l'époux saisissant ou si l'époux saisissant subira comme les autres la loi du dividende.

Dans le premier cas, la créance de l'époux saisissant pourrait être considérée comme privilégiée, or, il n'y a de privilège que ceux qui sont formellement énumérés dans la loi, et la loi est muette sur ce point. Dans le second cas, le concours des autres créanciers avec l'époux saisissant atténuerait quelque peu l'effet bienfaisant de la loi (!)

Il faut reconnaître d'ailleurs, que ces critiques ne portent que sur des points de détails.

En résumé, la loi du 13 juillet 1907 constitue dans son ensemble une heureuse réforme ; elle ne restera pas lettre morte et portera ses fruits. Il convient de remarquer, en passant, que le législateur sans porter atteinte aux grands principes du Code civil a su revivifier l'antique organisation de la communauté et créer une législation admirablement en rapport avec les besoins de la vie moderne. C'est la première brèche pratiquée à cet édifice si puissamment constitué à travers les siècles de la puissance maritale. C'est partout le premier pas vers l'émancipation de la femme. Sans doute l'édifice tient encore mais le législateur est en train de le moderniser. Et appliquant ici le mot célèbre de notre grand poète national : Victor Hugo, nous terminerons cette étude en souhaitant que le ^{xx}e siècle voit enfin se réaliser la déclaration des Droits de la femme pour parachever l'œuvre admirable de la Révolution française, à qui nous devons la déclaration des Droits de l'homme.

Application de la loi et jurisprudence. — La nouvelle loi était à peine promulguée, que déjà les femmes mariées exerçant une profession distincte de leur mari commençaient à en apprécier les heureuses dispositions.

Les tribunaux de paix comme les tribunaux de 1^{re} instance, ont à l'heure actuelle rendu quelques

décisions relatives à la nouvelle loi. Peu à peu se formera sur les gains et salaires personnels à la femme, une jurisprudence éclairée qui faisant, de la loi une sage application la protégera contre les pouvoirs souvent exorbitants du mari.

Pour notre part, nous sommes heureux de citer une espèce intéressante et délicate, dont l'heureuse solution est due à l'intelligente initiative de M^e Audonin, l'avoué parisien bien connu.

Voici les faits : « M. et M^{me} D... sont de notables commerçants qui exercent chacun un commerce séparé.

M^{me} D..., en particulier, exploite une maison de broderie. Sur une instance intentée par M. D... contre M. C... son employé intéressé, en résiliation à ses torts et griefs, d'un contrat d'engagement et en dommages-intérêts et sur une demande reconventionnelle formée par M. C... contre M. et M^{me} D..., intervint à la date du 12 octobre 1907, un jugement du tribunal de commerce de la Seine lequel donnait gain de cause à M. D... et entre autres dispositions mettait purement et simplement la dame D... hors de cause et condamnait C... aux dépens vis-à-vis d'elle. Ce jugement fut frappé d'appel et cependant C... ne craignit pas de former opposition par exploits de Marécal huissier à Paris, sur M. D... entre les mains de M. M... et de MM. F... R... L... et Cie,

directeurs des Grands Magasins du Bon Marché et ce à raison de fournitures de broderies faites pour le compte de ces derniers, or ces fournitures de broderies n'avaient pas été fournies par M. D..., mais pas M^{me} D... et constituaient à n'en pas douter, des produits de son travail personnel sur lesquels le saisissant n'avait aucuns droits aux termes de loi nouvelle. M^{me} D... demandait donc le paiement des sommes qui lui étaient dues à raison de son travail personnel. Cependant les tiers saisis se refusèrent à établir une distinction entre les produits du travail personnel de la femme et les produits du travail du mari, les seuls vraiment frappés de saisie-arrêt et pour décliner toute responsabilité, ils exigèrent une décision de justice avant de donner satisfaction à M^{me} D...

En conséquence, M^{me} D... donna assignation aux défendeurs à comparaitre devant M. le Président du tribunal civil de la Seine, tenant l'audience des référés pour voir dire qu'elle serait autorisée à toucher toutes sommes lui revenant à raison de ses travaux personnels et des fournitures de broderie et de passementeries faites par elles personnellement, sur ses simples quittances et décharges hors la présence de M. C... sans qu'il soit besoin de l'appeler et ce nonobstant les oppositions formées par les défendeurs.

Après une éloquente plaidorie de M^e Audonin avoué, pour M^{me} D..., et les explications orales four-

nies par M^e M..., avoué de MM^{rs} F..., R... et L... et C^{ie}, M. Ditte, l'éminent Président du tribunal civil de la Seine, rendit sur le siège, l'ordonnance qui suit que nous sommes heureux de reproduire en entier.

« Nous, Président du Tribunal civil de la Seine, assisté de M. Guérin greffier, tenant l'audience des Référés, au Palais de Justice à Paris. Ouï Audonin avoué de la dame D... M..., avoué de F... R... L..., et C^{ie} directeurs des Grands Magasins du Bon Marché : Donnons défaut contre C..., non comparant ainsi que contre M... non comparant.

Attendu qu'il résulte d'un acte de notoriété reçu par Rivière notaire à Paris les vingt-huit décembre 1907 et quatorze janvier 1908, que la dame D... exerce depuis plusieurs années la profession de fabricante et négociante en broderies d'ameublements, échantillons, etc., laquelle profession est complètement distincte de celle de son mari M. D..., que c'est donc à bon droit qu'elle demande à toucher, le montant des sommes à elles dûes par le Bon Marché et M... nonobstant les saisies-arrêts pratiquées à la requête de C... entre les mains des tiers-saisis susnommés ; qu'elle demande cette autorisation en exécution de la loi du 13 juillet 1907 et qu'il y a lieu d'y faire droit, qu'il y a urgence. Par ces motifs, renvoyons les parties à se pourvoir au principal et cependant dès à présent et par provision, autorisons par application de la loi du 13 juillet 1907, la dame D... à toucher et recevoir sur ses simples quittances et décharges, des mains du Bon Marché et de M... toutes sommes pouvant lui être dûes, à raison de ses travaux personnels et des fournitures

de broderies et de passementeries faites par elle personnellement et ce, nonobstant la saisie-arrêt pratiquée par C... suivant exploits de Marécat huissier des quatorze et seize novembre 1907, entre les mains des susnommés, à quoi faire contraints le Bon Marché et M... sur le vu de la signification de la présente ordonnance, quoi faisant bien et valablement déchargés.

Ordonnons l'exécution provisoire de la présente ordonnance sur minute, avant l'enregistrement ou l'urgence et nonobstant appel.

Commettons M^{me} T..., pour le rétablissement de l'ordonnance et la signification aux défaillants. Fait à Paris le trois février mil neuf cent huit.

Signé : DITTE et GUÉRIN

Vu : le président de la thèse,
A. COLIN

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD

*Loi relative au libre salaire de la femme mariée et à la
contribution des époux aux charges du ménage*

Du 13 juillet 1907

(Promulguée au *Journal officiel* du 16 juillet 1907.)

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — Sous tous les régimes, et à peine de nullité de toute clause contraire portée au contrat de mariage, la femme a, sur les produits de son travail personnel et les économies en provenant, les mêmes droits d'administration que l'article 1449 du Code civil donne à la femme séparée de biens.

Elle peut en faire emploi en acquisitions de valeurs mobilières ou immobilières.

Elle peut, sans l'autorisation de son mari, aliéner, à titre onéreux, les biens ainsi acquis.

La validité des actes faits par la femme sera subordonnée à la seule justification, faite par un acte de notoriété, ou par tout autre moyen mentionné dans la convention, qu'elle exerce personnellement une profession distincte de celle de son mari, et la responsabilité des tiers, avec lesquels elle a traité en leur fournissant cette justification, n'est pas engagée.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux gains résultant du travail commun des deux époux.

Art. 2. — En cas d'abus par la femme des pouvoirs qui lui sont conférés, dans l'intérêt du ménage, par l'article précédent, notamment en cas de dissipation, d'imprudence ou de mauvaise gestion, le mari pourra en faire prononcer le retrait soit en tout, soit en partie, par le tribunal civil du domicile des époux, statuant en Chambre du conseil, en présence de la femme, ou elle dûment appelée, le ministère public entendu,

En cas d'urgence, le président de ce tribunal peut, par ordonnance de référé, lui donner l'autorisation de s'opposer aux actes que la femme se propose de passer avec un tiers.

Art. 3. — Les biens réservés à l'administration de la femme pourront être saisis par ses créanciers.

Ils pourront l'être aussi par les créanciers du mari qui ont contracté avec lui dans l'intérêt du ménage, alors que, d'après le régime adopté, ils auraient dû, antérieurement à la présente loi, se trouver entre les mains du mari.

La preuve que la dette a été contractée par le mari dans l'intérêt du ménage incombe au créancier.

Le mari n'est reponsable ni sur les biens ordinaires de la communauté, ni sur les siens des dettes et obligations contractées autrement que dans l'intérêt du ménage par la femme, même lorsqu'elle a agi dans la limite des droits que lui confère l'article 1^{er}, mais sans autorisation maritale.

Art. 4. — En cas de contestation, la femme pourra, tant vis-à-vis de son mari que vis-à-vis des tiers, établir par toute preuve de droit, même par témoins, mais non par la commune

renommée, la consistance et la provenance des biens réservés.

Art. 5. — S'il y a communauté ou société d'acquêts, les biens réservés entreront dans le partage du fonds commun.

Si la femme renonce à la communauté, elle les gardera francs et quittes de toutes dettes autres que celles dont elles étaient antérieurement le gage, en vertu de l'article 3 de la présente loi.

Cette faculté appartiendra à ses héritiers en ligne directe.

Sous tous les régimes qui ne comportent ni communauté ni société d'acquêts, ces biens sont propres à la femme.

Art. 6. — La femme pourra ester en justice sans autorisation, dans toutes les contestations relatives aux droits qui lui sont reconnus par la présente loi.

Art. 7. — Faute par l'un de époux des subvenir spontanément, dans la mesure de ses facultés, aux charges du ménage, l'autre époux pourra obtenir du juge de paix du domicile du mari l'autorisation de saisir-arrêter et de toucher des salaires ou du produit du travail de son conjoint une part en proportion de ses besoins.

Art. 8. — Le mari et le femme seront appelés devant le juge de paix par un simple avertissement du greffier, en la forme d'une lettre missive recommandée à la poste, indiquant la nature de la demande.

Ils devront comparaître en personne, sauf les cas d'empêchement absolu et dûment justifié.

Art. 9. — La signification du jugement rendu en conformité de l'article 7 qui précède, faite au conjoint et aux tiers débiteurs à la requête de l'époux qui en bénéficie, lui vaut attribution

des sommes dont la saisie a été autorisée sans autre procédure.

Art. 10. — Les jugements rendus en vertu des articles 2 et 7 de la présente loi seront exécutoires par provision, nonobstant opposition ou appel et sans caution. Ils pourront, même lorsqu'ils seront devenus définitifs, être modifiés, si la situation respective le justifie.

Art. 11. — Les dispositions de la présente loi pourront être invoquées même par les femmes mariées avant sa promulgation.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 13 juillet 1907.

Signé : A. FALLIÈRES

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

Signé : GUYOT-DESSAIGNE

BIBLIOGRAPHIE

- Aftalion.* — La femme mariée, ses droits et ses intérêts pécuniaires. Paris, 1899.
- Basset.* — Le rôle de la femme mariée et la gestion des intérêts pécuniaires de l'association conjugale. Thèse, Paris, 1896.
- Bertheau.* — De la capacité de la femme mariée anglaise. Thèse, Paris, 1902.
- Boistel.* — Des limites à apporter aux pouvoirs du mari dans l'administration de la communauté, 1902, p. 48-60.
- Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville.* — Traité du Contrat de mariage, 3^e éd., 1906, 3 vol.
- Buflnoir.* — La question des régimes matrimoniaux en Allemagne. Bulletin de la Société de législation comparée, 1876, p. 163-78.
- La loi genevoise de septembre-novembre 1894 modifiant le régime matrimonial quant aux biens. Bulletin de la Société de législation comparée, février 1896, p. 168-80. Bulletin de la Société d'Etudes législatives, 1902. Rapport de MM. Tissier, Saleilles, Thaller et Morizot-Thibault.

Bridel (L.). — Le droit de la femme mariée sur le produit de son travail, 1893.

— Le droit des femmes et le mariage. Paris, 1893.

Cauwès. — De la protection des intérêts économiques de la femme mariée. *Revue d'économie politique*, 1894, p. 216-36.

Colmet de Santerre. — Cours de droit civil, l. VI. Le Contrat de mariage, 2^e éd., 1885.

Damez. — Le libre salaire de la femme mariée et le mouvement féministe. Thèse, Lyon, 1905.

Gaillard. — La condition des femmes dans la législation des Etats-Unis. Thèse, Paris, 1899.

Gény. — Contribution à l'étude des biens réservés de la femme mariée d'après l'avant-projet de Code civil suisse de 1900. *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1902, p. 311-324.

— Contribution à l'étude des biens réservés de la femme mariée d'après le Code civil allemand de 1896. *D.* 02, p. 155-82 et 304-10.

Gide (P.). — Etude sur la condition privée de la femme, 2^e éd., 1885.

Guillouard. — Traité du contrat de mariage, 4^e éd., 1895, 4 vol.

Huc. — Commentaire théorique et pratique du Code civil, t. IX, 1896. Du Contrat de mariage.

Hugé. — Les droits de la femme mariée sur les produits de son travail. Thèse, Paris, 1902.

- Imbert.* — De la protection des gains et salaires de la femme mariée. Thèse, Paris, 1902.
- Leduc.* — La femme et les projets de loi relatifs à l'extension, de sa capacité. Thèse, Paris, 1898.
- Lerolle.* — La capacité de la femme mariée. Thèse, Paris, 1898.
- Lyon-Caen.* — La femme mariée allemande, ses droits et ses intérêts pécuniaires.
- Mazin.* — Les produits du travail des époux sous les différents régimes matrimoniaux. Thèse, Bordeaux, 1903.
- Morché.* — Le droit de la femme mariée sur les produits de son travail. Thèse, Rennes, 1901.
- Pascaud.* — Le droit de la femme mariée aux produits de son travail, août 1896. Revue politique et parlementaire.
- Pernot.* — Les droits de la femme mariée sur les produits de son travail. Thèse, Dijon, 1904.
- Petit.* — Le droit de la femme mariée sur les produits de son travail. Thèse, Paris, 1899.
- Pichon.* — Du libre salaire de la femme mariée et de la contribution des époux aux charges du ménage. Loi du 13 juillet 1907. Revue critique de législation et de jurisprudence, 1908, p. 17-32 (art. en cours de publication).
- Planiol.* — Traité de droit civil, 4^e éd., t. III, 1908.
- Provansal.* — Capacité de la femme mariée sans contrat de mariage. Thèse, Aix, 1901.

Roguin. — Traité de droit civil comparé, 2 vol. parus, t. I,
Le Mariage, t. II, Le Contrat de mariage.

Saleilles. — La condition juridique de la femme mariée dans
le nouveau Code civil allemand. Réforme sociale du
16 novembre 1901, p. 717-744.

— Le principe du libre salaire de la femme mariée
érigé en règle d'ordre public. (Bulletin de la Société
d'Etudes législatives, année 1907, fasc. 5-6 p. 563-
595).

Thaller. — Le contrat de mariage et le régime normal des
biens à établir entre époux. Réforme sociale, année
1901, p. 462-476.

Tissier. — Les régimes de communauté en droit comparé.
Cours de doctorat, 1904-1905, Paris.

Turgeon. — Le féminisme français, 2^e éd., 2 vol. 1907.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION : Les droits de la femme mariée quant à ses salaires d'après le Code civil.....	7

PREMIÈRE PARTIE

<i>Le mouvement des idées et la protection légale de la femme depuis le Code civil à nos jours.....</i>	27
---	----

CHAPITRE I. — Le mouvement doctrinal.....	27
---	----

CHAPITRE II. — Le mouvement législatif.....	41
---	----

CHAPITRE III. — Le mouvement jurisprudentiel.....	61
---	----

DEUXIÈME PARTIE

<i>Le salaire de la femme mariée dans les législations étrangè- res.....</i>	67
--	----

§ 1. — Législations admettant la séparation comme régime de droit commun.....	68
--	----

§ 2. — Législations qui conservent la communauté pure comme régime de droit commun.....	75
§ 3. — Les pays de communauté germanique...	86

TROISIÈME PARTIE

<i>La réforme opérée en France par la loi du 12 juillet 1907.</i>	101
---	-----

CAPITRE I. — Histoire de la loi. — Analyse des travaux préparatoires.....	101
---	-----

CHAPITRE II. — Commentaire de la loi du 13 juillet 1907	122
---	-----

§ 1. — Caractère d'ordre public de la loi.....	122
--	-----

§ 2. — Composition du pécule réservé.....	124
---	-----

§ 3. — Pouvoirs et obligations de la femme.....	130
---	-----

§ 4. — Droits des créanciers.....	145
-----------------------------------	-----

§ 5. — Contributions de chaque époux aux charges du ménage.....	151
---	-----

§ 6. — Rétroactivité de la loi.....	156
-------------------------------------	-----

CRITIQUE ET CONCLUSION.....	159
-----------------------------	-----

APPLICATION DE LA LOI ET JURISPRUDENCE.....	163
---	-----

TEXTE DE LA LOI.....	168
----------------------	-----

BIBLIOGRAPHIE	171
---------------------	-----

